

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE PHARMACIE
Année 1935-1936. — N° 7

ESSAI
SUR
L'EXERCICE DE LA PHARMACIE
APPLIQUÉ A
L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

THÈSE
POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
(MENTION PHARMACIE)

Présentée et soutenue le 10 novembre 1936

PAR
François PREVET
PHARMACIEN
DOCTEUR ÈS SCIENCES PHYSIQUES. DOCTEUR EN DROIT

Jury } MM. PERROT, *Président.*
COUTIERE, *Professeur.*
HONNORAT, *Chargé de cours.*

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1936

ESSAI
SUR
L'EXERCICE DE LA PHARMACIE
APPLIQUÉ A
L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549925_0003

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE PHARMACIE
Année 1935-1936. — N° 7

ESSAI
SUR
L'EXERCICE DE LA PHARMACIE
APPLIQUÉ A
L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

THÈSE
POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
(MENTION PHARMACIE)

Présentée et soutenue le 10 novembre 1936

PAR

François PREVET

PHARMACIEN

DOCTEUR ÈS SCIENCES PHYSIQUES. DOCTEUR EN DROIT

Jury } MM. PERROT, *Président.*
COUTIERE, *Professeur.*
HONNORAT, *Chargé de cours.*

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1936

PERSONNEL DE LA FACULTÉ DE PHARMACIE

ADMINISTRATION

MM. GUÉRIN, *Doyen*, O. *, ☉ I.
P. LEBEAU, *Assesseur*, O. *, ☉ I.
P. DESPORT, *Secrétaire*, *, ☉ I.

PROFESSEURS

MM. GUÉRIN, O. *, ☉ I. Botanique générale.
PERROT, C. *, ☉ I. Histoire naturelle des médicaments.
COUTIÈRE, O. *, ☉ I. Zoologie.
LEBEAU, O. *, ☉ I. Pharmacie chimique.
BOURGAULT, O. *, ☉ I. Chimie analytique.
GORIS, O. *, ☉ I. Pharmacie galénique.
TASSILLY, O. *, ☉ I. Physique.
DAMIENS, *, ☉ I. Chimie minérale.
HÉRISSEY, O. *, ☉ I. Chimie biologique.
SOMMELET, *, ☉ I. Chimie organique.
LUTZ, *, ☉ I. Cryptogamie et Microbiologie.
FABRE, *, ☉ I. Toxicologie.
LAUNOY, O. *, ☉ I. Professeur sans chaire.

Doyen honoraire : M. RADAIS, O. *, ☉ I.

Professeurs honoraires :

MM. BÉHAL, G.O. *, ☉ I. et DELÉPINE, O. *, ☉ I., membres de l'Institut
et GUERBET, *, ☉ I.

CHARGÉS DE COURS

MM. Marc HONNORAT, *, ☉ I. Législation et Déontologie pharmaceutiques.
LAUNOY, O. *, ☉ I. Pharmacodynamie.
DELABY, *, ☉ I. Hydrologie et Hygiène.
PICON, ☉ I. Chimie minérale.
BACH, ☉ I. Microbiologie.

AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM. DELABY, *, ☉ A.	MM. BACH, ☉ I.
PICON, ☉ I.	BEDEL, ☉ I.
MASCRE, ☉ I.	RÉGNIER, ☉ I.
FLEURY, ☉ I.	

CHEFS DES TRAVAUX PRATIQUES

MM. BEDEL, ☉ I., *agrégé*, chargé des T. P. de 1^{re} année. Chimie générale.
FLEURY, ☉ I. et RÉGNIER, ☉ I. : *agrégés*,
chargés des travaux de Chimie analytique.
SOUÈGES, ☉ I. Micrographie.
LEROUX, *, ☉ I. Physique.
DEVAL, *, ☉ I. Microbiologie.
DELABY, *, ☉ I., PICON, ☉ I. et MASCRÉ, ☉ I. :

agrégés, chargés des travaux généraux de 4^e année.
Bibliothécaire en Chef : M. BERNARD, ☉ I.



A M. LE PROFESSEUR EM. PERROT

Hommage respectueux.

ESSAI SUR L'EXERCICE DE LA PHARMACIE APPLIQUÉ A L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

AVANT-PROPOS

La profession pharmaceutique est soumise à quatre ordres de réglementations particulières qui portent sur :

les études en vue de l'obtention du diplôme de pharmacien;

l'exercice de la pharmacie;

la préparation et la délivrance des médicaments;

les marques pharmaceutiques.

1^o Les études pharmaceutiques ont fait et font encore l'objet de vives discussions et il apparaît que leur réforme restera longtemps à l'ordre du jour.

Sans vouloir prendre parti dans ce débat, je me bornerai à dire qu'il me semble indispensable de maintenir l'unité du diplôme. A côté des arguments d'ordre pédagogique ou technique, le seul fait que la communauté des études assure une compréhension mutuelle plus aisée entre tous les pharmaciens, me paraît suffisamment péremptoire, surtout à notre époque où seules les professions unies et organisées sont à même de vivre et de prospérer.

2^o Les règles de la préparation et de la délivrance des médicaments (1) sont aujourd'hui bien établies et la question du remède secret a été excellemment étudiée par N. Narodetzki (2). Je n'aborderai donc pas ce sujet.

3^o Quant aux marques pharmaceutiques, j'ai indiqué le dernier état de la jurisprudence à leur égard dans un rapport présenté à un syndicat professionnel (3).

4^o Le présent essai se borne à traiter de l'exercice de la Pharmacie au point de vue particulier de l'industrie pharmaceutique.

J'entends par industrie pharmaceutique l'ensemble des firmes qui fabriquent des médicaments, c'est-à-dire qui les préparent à l'avance en vue de leur délivrance au public, que ces médicaments soient ou non présentés sous marque ou sous cachet.

Je laisse à mes confrères détaillants le soin de présenter leurs idées s'ils jugent à propos de le faire de nouveau après le remarquable rapport de M. Ravaud au Congrès de Nice en 1934 (4).

Si je fais quelque incursion dans leur domaine, c'est qu'il n'y a pas de délimitation fondamentale entre la pharmacie de détail et l'industrie pharmaceutique.

Je laisse également de côté la situation des intermédiaires (grossistes ou demi-grossistes).

(1) Sur la notion juridique de médicament voir Annexe I.

(2) *Le Remède Secret* par André Narod Narodetzki, docteur en pharmacie, docteur en droit, président de Chambre au Trib. de commerce de la Seine (1 vol., Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris). Voir aussi Annexe II.

(3) *Bulletin de la Chambre Syndicale des Fabricants de Produits Pharmaceutiques Médicaux*, 1936, voir Annexe III.

(4) V. II^e partie, ch. 2.

N.-B. — Les notes sont numérotées par chapitre. Pour les références bibliographiques de la Jurisprudence, voir l'Annexe VIII.

J'étudierai d'abord les règles légales avec les précisions apportées par la jurisprudence et j'en indiquerai les conséquences.

J'examinerai ensuite les principaux projets de réforme.

Puis je développerai les principes qui me semblent devoir présider à une refonte d'ensemble du régime actuel.

Enfin je proposerai quelques modifications qui m'apparaissent comme réalisables à bref délai.

Je me suis efforcé de ne citer, en dehors des arrêts ayant fait jurisprudence, que des décisions récentes.

On trouvera les autres dans les ouvrages classiques tels que ceux de Perreau (5) et de Renard (6).

(5) *Législation et Jurisprudence Pharmaceutique* par M. Perreau, Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse (1 vol., Baillière, 1920).

(6) *Le Droit de la Profession Pharmaceutique* par M. G. Renard, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy (1 vol., Sirey, 1924).

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME LÉGAL DE L'EXERCICE DE LA PHARMACIE

CHAPITRE PREMIER

LES RÈGLES LÉGALES

La loi du 21 germinal an XI et les textes fondamentaux qui s'y rattachent sont connus de tous. Ils figurent au Codex et je ne les reproduirai donc pas.

De ces textes découlent trois règles :

— Pour exercer la pharmacie, il faut être diplômé pharmacien.

— Un diplômé ne peut avoir qu'une seule officine.

— Le diplômé doit être le maître absolu de son officine.

Je n'en referai pas l'historique qu'on trouvera dans tous les ouvrages classiques (1) et je ne rechercherai pas si elles ont été correctement déduites des textes par la Jurisprudence. Le fait qu'elles sont en vigueur place cette question en dehors de mon sujet.

(1) Voir notamment le cours de M. Marc Honnorat, professé à la Faculté de Pharmacie de Paris. C'est ainsi que la règle du non-cumul des officines n'est pas écrite dans la loi. La Jurisprudence l'a déduite de la déclaration royale du 25 avril 1777 dont l'article 2 stipule que les pharmaciens doivent posséder et exercer personnellement leur charge. C. cass. 28 novembre 1931.

I. NÉCESSITÉ DU DIPLOME DE PHARMACIEN. — C'est la règle du monopole conféré par le diplôme :

Seuls peuvent exercer la pharmacie, ceux qui ont suivi les études et subi avec succès les examens dont le dernier leur confère le titre de pharmacien. Ils doivent en outre être âgés de vingt-cinq ans au moins.

L'intérêt de la Santé publique est trop évident pour que l'on songe sérieusement à faire de la pharmacie une profession libre (2) pas plus que la médecine ou l'art dentaire.

Cette règle ne semble pas devoir appeler de commentaires. Il faut cependant faire trois remarques :

1^o Sans parler des cas d'urgence, une exception a été prévue par la loi de germinal (art. 27) : celle des médecins pro-pharmaciens, c'est-à-dire de médecins, non diplômés pharmaciens, qui sont autorisés, lorsqu'il n'y a pas de pharmacie de détail dans leur commune ou dans celle du malade, à délivrer à leurs patients des médicaments sans pouvoir tenir officine ouverte.

Je n'ai pas à y insister car les pro-pharmaciens n'interviennent pas dans l'industrie pharmaceutique, sauf à titre de clients.

2^o Ceux qui fabriquent ou qui vendent uniquement en vue de l'exportation doivent respecter le monopole du diplôme (3).

D'ailleurs la plupart des pays étrangers ne laissent entrer que les produits de vente légale et courante en France, ce dont font foi les certificats délivrés par le Laboratoire National de Contrôle des Médicaments, après vérification que le fabricant est en règle avec la loi

(2) Comme pendant les quelques semaines de mars 1791.

(3) C. Paris, 3 juillet 1913; Cass. crim., 26 avril 1914.

de germinal et que les produits sont licites, c'est-à-dire ne sont pas des remèdes secrets.

3^o Pour n'être pas contesté, le monopole des pharmaciens n'en est pas moins ignoré dans certains cas.

Telle entreprise fabrique des produits médicamenteux (4) sans présenter aucun diplômé pour couvrir son activité et les inspecteurs des pharmacies ont fort à faire pour réprimer certains abus, comme la vente de médicaments par des herboristes ou même sur les marchés et places publiques (corricides).

Je mentionne pour mémoire les formalités administratives du dépôt du diplôme qui par leur nature sont d'un autre domaine que les principes examinés ici.

II. UNITÉ DU DIPLOME ET DE L'OFFICINE. — Un diplôme par officine et une officine par diplôme, telle est la seconde règle, dite du non-cumul des officines, qui, comme la première, se justifie par l'intérêt de la santé publique.

1^o Il faut entendre le mot officine non dans l'acception du langage commun de boutique de détail, mais dans son sens juridique d'entreprise pharmaceutique.

C'est toujours avec cette signification que j'emploierai le terme d'officine au cours du présent travail.

Au surplus, la Jurisprudence décide que la loi de germinal ne fait aucune distinction entre la fabrication ou la vente en gros et la vente au détail des médicaments (5).

D'autre part il n'y a pas officine s'il n'y a ni fabrication, ni débit public d'un dépôt de médicaments (6).

(4) Sur la notion juridique de médicament, voir Annexe I.

(5) C. Paris, 23 juin 1898, 11 janvier 1915, 23 juillet 1930.

(6) Cass. crim., 7 novembre 1889, 5 juillet 1900; C. cass., 6 juillet

2° Un pharmacien ne peut posséder deux officines, mais deux ou plusieurs diplômés peuvent en avoir une seule (V. ci-dessous III^e règle).

En outre est interdit tout contrat de gérance, soit libre, c'est-à-dire le commodat ou la location du fonds de commerce pharmaceutique, soit salariée, c'est-à-dire sa gestion par un mandataire, même si le gérant est diplômé (7).

Il en résulte que si une société en apparence licite formée entre un pharmacien établi et un second diplômé, est déclarée par les tribunaux manquer de sincérité et masquer une simple gérance, la société est nulle et le pharmacien établi commet une infraction à la règle du non-cumul des officines (8).

3° La loi interdit encore au pharmacien de se livrer dans son officine à un autre négoce qu'à celui des drogues.

Il s'en suit *a contrario* qu'il peut le faire ailleurs, à condition toutefois que cette autre profession ne le tienne pas constamment éloigné de son officine.

Ne peut-on voir un précédent historique dans les lettres patentes de 1514 qui faisaient défense aux épiciers de « se mêler du fait et vacation d'apothicarerie » tandis que laissant les apothicaires dans la même corporation, elles consacraient leur droit de faire commerce d'épicerie?

En outre, il arrive fréquemment que deux professions

1909, 18 février 1929. Ne constituent pas des officines : les pharmacies de famille, ni les médicaments détenus par les membres du corps médical pour l'emploi dans leurs cabinets.

(7) V. la Jurisprudence citée par Renard, *op. cit.*, p. 59, sqq. et aussi A. Schneider, *De l'Indivisibilité de la propriété et de la Gérance dans les officines pharmaceutiques* (1 vol., Sirey, 1927), p. 88 sqq.

(8) C. cass., 22 mai 1913.

pharmaceutiques soient exercées dans la même officine dont elles forment deux départements : par exemple de nombreux pharmaciens détaillants sont aussi fabricants, quelques-uns sont droguistes, sans qu'on ait songé taxer leurs légitimes activités, d'exercice illégal de la pharmacie.

Il peut arriver ainsi que deux branches d'une même affaire pharmaceutique aient deux dénominations commerciales distinctes et soient soumises à des lois sociales ou à des régimes fiscaux différents.

III. INDIVISIBILITÉ DU DIPLOME ET DE L'OFFICINE. —

Le pharmacien doit être à tous égards le maître absolu de son affaire.

Outre l'interdiction de tout contrat de gérance (V. ci-dessus, II^e règle), cette règle comporte deux corollaires d'une importance capitale :

1^o *L'interdiction d'une association quelconque entre un diplômé et un non diplômé en vue d'exploiter une officine*, la gérance et la propriété devant reposer sur la même tête, celle du diplômé.

Cette interdiction est d'ordre public, c'est-à-dire qu'une telle association est frappée d'une nullité absolue avec ses conséquences juridiques d'être opposable par quiconque, même d'office par le Tribunal, à tout moment, en tout état de cause, même pour la première fois devant la Cour de cassation; et que sa constatation entraîne la liquidation immédiate de l'association réputée société de fait (9).

(9) Cf. C. Angers, 19 mai 1929, statuant comme cour de renvoi après cassation : Il y a lieu de restituer aux parties leurs apports (ex. à l'un, les marques de fabrique, aux autres les sommes versées), de redresser ensuite la comptabilité, en établissant actif et passif restant qui se ré-

A contrario, les associations entre diplômés sont licites sous réserve que les autres règles légales soient observées.

2° *Maître absolu de son officine, le pharmacien est responsable ad infinitum de son activité.* — Cette pleine et entière responsabilité du diplômé conduit à rejeter les formes d'association qui la limitent et la Jurisprudence récente se montre sévère à cet égard.

Elle n'est pas moins stricte sur la sincérité des sociétés pharmaceutiques en déclarant nulles toutes celles qui, sous une apparence licite, lui semblent masquer une association prohibée.

Cependant, le diplômé peut, sous sa responsabilité, se faire aider par des auxiliaires non diplômés en nombre illimité.

partissent seuls, suivant le pacte social nul. V. aussi Perreau, *op. cit.* et Schneider, *op. cit.*

D'autre part, l'officine peut être fermée immédiatement par mesure de police ou décision correctionnelle. Cf. C. cass., 4 janvier 1935.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES DE L'INDIVISIBILITÉ DU DIPLOME ET DE L'OFFICINE

Si les deux premières règles légales n'ont pas d'autres conséquences importantes que celles indiquées au chapitre précédent, il n'en est pas de même de la troisième qui a conduit principalement dans des hypothèses que le législateur n'avait pu même envisager, à des résultats fort éloignés du but qu'il s'était proposé.

A. CONSÉQUENCES DE L'INTERDICTION ABSOLUE DE
TOUTE ASSOCIATION ENTRE DIPLOMÉ ET NON DIPLOMÉ. —

1^o— Prenons un cas concret : Voici un pharmacien, jeune encore, père de famille, qui possède une officine à laquelle lui et sa femme ont consacré tout leur patrimoine et des années de labeur. Il décède et aucun de ses enfants n'est en âge d'avoir terminé ses études. Il faudra vendre l'officine et comme toujours lorsqu'il y a cession forcée, l'opération se fera à des conditions mauvaises pour la famille.

Est-ce cela qu'ont voulu les auteurs de la loi de germinal ? Non, sans doute ! cependant, l'officine fruit des efforts du *de cujus*, échappera à ses enfants, non seulement en nature, mais même pour partie en valeur puisqu'elle sera cédée à perte.

On objectera que cette situation se retrouve chaque

fois que le titulaire d'un office ou d'une charge personnelle disparaît.

La situation envisagée au seul point de vue pécunier, n'est pas la même : S'il s'agit d'un office public tel qu'une étude d'avoué, de notaire, etc... leur nombre limité en maintient la valeur. — S'il s'agit d'une charge privée comme un portefeuille d'assurances, la santé publique n'étant pas en jeu, la famille a tout le loisir de discuter les conditions de la cession avec les acheteurs éventuels, et ce, pendant que les auxiliaires du *de cujus* assurent l'expédition des affaires courantes.

Certes, élargissant les dispositions de l'arrêté du 25 thermidor an XI qui lui-même procédait de l'ordonnance de 1484, la loi du 9 février 1916 dans son article 1^{er} autorise les veuves (il faut comprendre à mon avis les conjoints survivants), les enfants ou héritiers à conserver l'officine un an au plus, sous la condition de faire agréer par la Faculté un étudiant majeur ayant pris 8 inscriptions au moins et un pharmacien établi ou non qui assumera la surveillance et la responsabilité de l'officine.

Malgré la large compréhension de ces situations dont font preuve les Faculté de Pharmacie, l'autorisation que délivre le Préfet ne peut être renouvelée (1).

En outre, pour équitables que soient ces dispositions, elles ne résolvent pas toutes les difficultés.

Supposons qu'il y ait un enfant diplômé et non établi qui veuille reprendre l'officine.

Si la valeur vénale de l'officine ne dépasse pas sa part, tout va bien. Si au contraire elle est plus élevée — et c'est

(1) La loi du 15 juin 1922 avait prolongé ce délai en raison des circonstances dues aux hostilités — ce régime a pris fin le 1^{er} novembre 1925.

de cas le plus fréquent — il devra rembourser à ses cohéritiers le trop perçu, c'est-à-dire la différence entre la valeur de l'officine et le montant de sa part successorale.

Dans l'hypothèse la plus favorable, mais la plus rare, il aura les fonds nécessaires. Sinon il devra les emprunter et donner des sûretés, c'est-à-dire consentir un nantissement sur le fonds de commerce.

Ainsi la rigidité des textes conduit à lier onéreuse-ment l'enfant successeur dès sa prise de possession.

Si l'officine est une entreprise pharmaceutique d'avenir pour laquelle les dépenses de lancement ont été faites mais qui ne porteront leurs fruits que dans les prochaines années, les autres cohéritiers ne trouvant dans la succession que la valeur actuelle — au jour du décès — n'en retireront qu'une quote-part amoindrie.

Il y a là un manquement à l'équité et la loi ne permet pas d'y porter remède.

La situation serait tout autre s'il était possible, tout en respectant la règle, que le diplômé reste maître de l'officine, d'en laisser la propriété à l'ensemble des cohéritiers.

Le *de cuius* a travaillé pour tous ses enfants; la plupart du temps, il n'a fait par voie testamentaire aucune discrimination entre eux et cette solution — si elle était légalement possible — serait la plus conforme à ses dernières volontés telles que les présume le Code civil lui-même.

2^o — La loi de germinal, suivant l'interprétation des Tribunaux (2) a voulu que des personnes non-diplômées ne puissent d'aucune manière intervenir dans l'exploitation de l'officine.

(2) Cass. crim., 23 juin 1859, 23 août 1860 (c'est le célèbre arrêt Raspail), etc...

Mais il peut arriver telle circonstance qui mette son titulaire sous la dépendance de ces tiers et beaucoup plus étroitement que s'il pouvait légalement s'associer avec eux.

Supposons qu'il ait besoin de fonds, il songera à mettre son affaire en société et puisqu'il s'agit d'une affaire pharmaceutique, il devra chercher des associés diplômés.

S'il n'en trouve pas, il n'aura que la ressource d'emprunter.

Que son officine ne prospère pas et que les prêteurs exigent le remboursement du capital — ce que ne peuvent faire des associés — ce sera la faillite.

Sans aller jusqu'à cette hypothèse extrême, il n'en reste pas moins que le titulaire de l'officine devra satisfaire aux échéances, et que, par voie indirecte mais certaine, des tiers non-diplômés exerceront une influence sur la conduite de ses affaires. — Que dire si les prêteurs sont fournisseurs de l'officine?

On peut même envisager des cas plus précis : le prêt peut être consenti moyennant un intérêt fixe plus un certain pourcentage du chiffre d'affaires (3). Celle clause est fréquente dans les baux de certains locaux dont l'achalandage dépend surtout des circonstances économiques générales — et de tels baux sont licites.

Le chiffre d'affaires résultant des déclarations fiscales est présumé exact et ne donne lieu à aucun contrôle particulier.

De même une société pharmaceutique licite pourrait émettre des obligations, simples titres de créance sur

(3) Cf. C. Bordeaux, 18 février 1936.

elle, dont le revenu dépendrait en tout ou en partie de son chiffre d'affaires ainsi constaté.

Il faut seulement que le créancier non diplômé n'ait aucune part dans la direction commerciale de l'officine, telle que monopole de vente (4) ou de publicité (5).

Mais un agent en marchandises (placier en pharmacie) ou en publicité (visiteur médical) peut licitement recevoir une rémunération proportionnelle au chiffre d'affaires de la région qu'il parcourt, même pour les affaires qu'il n'a pas personnellement conclues (6).

Dans ces hypothèses, le diplômé reste toujours en droit, le maître absolu de son officine. En fait, il est moins libre que s'il se trouvait en face d'associés qui devraient supporter l'heur et le malheur de sa gestion.

3° — Cependant, objectera-t-on, l'industrie pharmaceutique s'est développée à l'ombre de la loi de germinal.

Ses rigueurs ne l'ont pas empêchée de devenir l'une des principales industries exportatrices, l'une de celles qui portent dans le monde entier le bon renom de la science médicale française et, partant, l'influence de notre civilisation.

Mais il ne faut pas oublier que l'industrie pharmaceutique a dû trouver sa charte, non dans la loi de germinal mais dans la loi du 25 juin 1857 sur les marques de fabrique (7).

Il y a quelque chose de choquant de voir cette branche

(4) C. Paris, 15 novembre 1902, 30 mars 1906.

(5) Trib. comm. Seine, 11 avril 1905; C. Paris, 6 avril 1906.

(6) En ce sens Cass. crim., 5 juillet 1900; C. Dijon, 16 décembre 1910; C. cass., 18 février 1929.

(7) Cf. Narodetzki, *op. cit.*, p. 179 sqq. et C. cass., 6 juillet 1909.

aujourd'hui si importante de la pharmacie, contrainte de chercher son droit à la vie légale en dehors des textes spéciaux à notre profession.

La règle fondamentale, tirée de la loi de 1857 est qu'une marque de fabrique est licite et par conséquent qu'elle a droit à la protection prévue par la loi, quels que soient les objets auxquels elle s'applique — c'est le principe de l'indépendance de la marque et du produit.

Cette indépendance n'est pas aussi absolue qu'il y paraît tout d'abord, car il faut en combiner le principe avec les conditions que doit remplir une marque pharmaceutique pour être reconnue valable par les tribunaux (8).

Néanmoins, il reste cette conséquence que si le fabricant ou le vendeur de médicaments revêtus d'une marque doit être diplômé, le propriétaire de la marque n'a pas besoin de l'être.

Il en résulte que ce peut être une personne morale, une société par exemple et que le propriétaire de la marque pourra librement réunir les capitaux nécessaires au développement de celle-ci.

On voit tout de suite comment l'industrie pharmaceutique peut vivre légalement de la combinaison des textes de la loi de germinal et de ceux de la loi sur les marques de fabrique (9).

Il y a d'une part le propriétaire de la marque et d'autre part le diplômé qui fabrique et vend les produits en vertu d'une licence accordée par le propriétaire.

(8) V. F. Prevet, *loc. cit.*, et Annexe III.

(9) Ainsi que je l'ai déjà indiqué, je laisse de côté la question du remède secret qui est en dehors de mon sujet et pour lequel je renvoie à l'ouvrage de M. Narodetzki déjà cité.

Il faut approuver hautement cette interprétation de la loi de 1857. Si la Cour de cassation ou le Conseil d'État avaient jugé autrement, il n'y aurait pas d'industrie pharmaceutique française. Nous ne connaîtrions — à quelques exceptions près — que des produits étrangers, fabriqués dans des pays qui auraient mieux compris l'évolution de la thérapeutique.

La perte pour l'expansion française et pour les finances publiques serait considérable.

Il ne faut pas se dissimuler cependant que la situation du diplômé, maître absolu de son officine en vertu de la loi de germinal, peut se trouver fort réduite par le fait que cette officine — au sens juridique — est souvent limitée dans l'espace et le temps.

Il peut y avoir pluralité de licences, par exemple une pour la France et une pour l'Algérie et il arrive fréquemment que la licence ne soit concédée que pour un an.

Il résulte de cette précarité, que le diplômé se déchargera de toute activité sur le propriétaire de la marque ou encore qu'il se bornera à faire travailler des façonniers qui, ne lui vendant que leur industrie et non les médicaments eux-mêmes, échappent à la loi de germinal.

Il y a même des fabricants de produits indiscutablement médicamenteux, revêtus ou non de marques et livrés prêts à la vente à leurs clients pharmaciens sous les cachets ou aux noms de ceux-ci, qui, de nombreux cas concrets le prouvent, échappent en fait à la loi de germinal et peuvent prospérer sans se soucier de celle-ci.

Ne vaudrait-il pas mieux dans un texte d'ensemble réglementer ces situations nouvelles que les législateurs de l'an XI n'ont pu même entrevoir et qui permettrait, tout en consolidant la situation de l'industrie pharma-

ceutique, de réprimer des abus qui nuisent à la pharmacie tout entière?

4° — Ce texte permettrait de régler une question en suspens et qui est de première importance : celle de la situation légale de l'inventeur de médicament.

Supposons qu'un médecin, par exemple, découvre un produit nouveau qui constitue un grand progrès thérapeutique. Il ne peut ni breveter (10) sa découverte, ni la protéger par une marque de fabrique, car une marque pharmaceutique est nulle si elle s'applique à un produit nouveau.

Au cours de diverses instances où la question a été soulevée, le ministère public s'est rangé à l'avis qu'un produit pharmaceutique n'entre jamais dans le domaine privé de son inventeur, même si celui-ci a consacré toute sa vie à le rechercher, que dès qu'il a pris corps, dès que son existence a été divulguée alors même qu'il ne serait pas sorti du laboratoire, alors qu'il n'aurait pas encore reçu de nom, il échappe à son créateur qui ne pourra jamais revendiquer le droit exclusif de fabriquer des produits semblables.

Comment s'étonner que la recherche des médicaments nouveaux soit surtout l'apanage de l'étranger, quand le ministère public avertit leurs inventeurs français qu'ils n'ont à espérer aucune protection contre ceux qui profiteront sans effort ni bourse délier de leurs travaux, même si ceux-ci ont duré toute une vie?

J'indiquerai à la IV^e partie une solution actuellement possible de ce problème.

5° Il y a cependant des exceptions légales à la règle de

(10) La loi du 5 juillet 1844, article 3 déclare non brevetables les remèdes de toute espèce.

l'indivisibilité du diplôme et de l'officine : celle des institutions d'assistances.

Ainsi les sociétés de secours mutuels peuvent, conformément à la loi du 1^{er} avril 1898, article 8, posséder des pharmacies gérées par des diplômés et réservées, en principe, aux mutualistes et à leurs familles.

Il en est de même des caisses de secours des ouvriers mineurs (loi du 29 juin 1894, art. 7; Cass., 25 octobre 1912).

Quant aux hôpitaux et hospices soumis à la loi du 5 août 1851, ils peuvent délivrer des médicaments au dehors, ainsi que la Cour de cassation leur en a reconnu le droit dès 1856 (V. aussi l'arrêt du 8 janvier 1891).

B. CONSÉQUENCES DE LA RESPONSABILITÉ *ad infinitum* DU DIPLOMÉ. — Supposons maintenant que le pharmacien, qui veut mettre son officine en société, trouve des associés diplômés.

Une remarque s'impose tout d'abord : Quelle que soit la forme sociale adoptée, le décès d'un seul associé laissant des héritiers non-diplômés donnera naissance à une association interdite et obligera, au bout d'un an au plus, soit à liquider la société, soit, si les statuts l'ont prévu, à faire racheter sa part par un diplômé.

On s'explique dès lors qu'il y ait peu de sociétés pharmaceutiques comprenant un grand nombre d'associés.

Les divers types de sociétés commerciales sont en principe licites pour les affaires pharmaceutiques, mais les tribunaux interprétant strictement la loi de germinal font une distinction en vertu de laquelle ne seraient admises que celles où l'un des associés est responsable *in integrum* sur l'ensemble de ses biens — c'est-à-dire la

société en nom collectif et la société en commandite et à condition que le pacte social interdise toute cession de part ou d'action à des non-diplômés. — Au contraire elle déclare illicite la société à responsabilité limitée (11) donc *a fortiori* la société anonyme, bien que la Cour de cassation ait évité de se prononcer jusqu'ici (12).

Or ce sont ces deux dernières qui conviennent le mieux à l'industrie pharmaceutique.

Celle-ci, en effet, par le jeu des restrictions qu'imposent les pays étrangers à son activité, nécessite pour un même volume d'affaires l'intervention de capitaux de plus en plus importants.

Outre les barrières douanières toujours plus hautes, ses produits doivent en franchir d'autres non moins élevées, celles établies par les « départements d'hygiène publique » des divers pays et qui se traduisent par des exigences sans cesse accrues : littératures et étiquettes en langue étrangère dont le texte imposé varie souvent — formes des conditionnements — numéros d'autorisation comportant des redevances annuelles — pharmacien responsable établi dans le pays, etc... le tout sous peine de confiscation immédiate et de forte pénalités.

Le temps où le produit français conditionné pour la France, circulait librement dans le monde entier, n'est plus qu'un souvenir.

Outre les versements annuels, le fabricant français doit donc avoir en stock tous les conditionnements nécessaires et il en résulte pour lui une immobilisation de fonds plus grande qu'autrefois.

Il faut y ajouter les sommes bloquées dans les divers

(11) C. Paris, 18 juin 1934.

(12) Cf. C. cass., 2 janvier 1935.

clearings et qui, si elles se dégèlent un jour, ne lui parviendront qu'après une amputation considérable, et qui n'ont pas été sans créer de graves difficultés de trésorerie à l'industrie pharmaceutique.

Or, pour se procurer les fonds dont il a besoin, le fabricant français ne peut mettre son affaire en société anonyme, forme la plus apte à tenter les bailleurs de fonds, en raison de ses règles particulières.

Dans bien des cas, il renoncera purement et simplement à exporter ses produits — d'où perte sèche pour le commerce et l'influence française — ou il devra contracter d'onéreux emprunts.

La société à responsabilité limitée est la société de famille par excellence — le grand développement qu'elle a pris en dix ans montre combien elle répond aux besoins de l'activité commerciale.

Pourquoi la pharmacie en serait-elle privée?

Elle permet de conserver le patrimoine familial entre parents ou amis et de le gérer à l'abri des regards indiscrets sans qu'aucun associé soit engagé au delà de sa mise de fonds.

Dès l'instant où elle est considérée comme illicite en pharmacie, pourquoi un fabricant chercherait-il pour étendre ses affaires à l'étranger, à s'associer avec ses enfants diplômés, avec des parents ou amis pharmaciens qui exercent leur art dans d'autres branches de la pharmacie, alors que ceux-ci n'auraient aucun moyen de limiter leur responsabilité qu'ils sont hors d'état d'apprécier même approximativement devant les exigences des administrations étrangères?

Il reste la société en nom collectif, mais quel pharmacien ayant son officine personnelle voudra être tenu *in*

inlegum des dettes sociales d'une affaire dont il ne peut s'occuper principalement?

Quant à la société en commandite, sa désuétude s'explique par l'apparition en 1925 de la société à responsabilité limitée, mais aussi par les exigences du fisc à son égard.

Celui-ci en effet refuse de reconnaître comme réserves les sommes inscrites dans le bilan sous cette rubrique pour le quantum de la part des gérants et il les réincorpore dans les bénéfices taxables.

Cette seule prétention suffit à écarter une forme sociale où il n'est pas possible de constituer sans taxes élevées des réserves pour parer à l'incertitude des affaires ou à la rentrée problématique des avoirs gelés en clearing.

Cet inconvénient se retrouve pour le tout et non plus seulement pour une part dans l'association en participation, forme occulte mais licite entre diplômés, où le gérant apparaît comme unique propriétaire de l'officine.

Il faut donc s'élever fermement contre une jurisprudence qui menace de brider, sans profit pour personne, les efforts de l'industrie pharmaceutique.

Les pouvoirs publics lui demandent au nom de l'influence française et de l'équilibre de la balance commerciale, de lutter sur les marchés extérieurs contre ses concurrents allemands, américains, anglais, italiens japonais, etc... groupés en quelques importantes affaires elles-mêmes cartellisées.

Comment le pourra-t-elle s'il ne lui est pas permis de constituer de sociétés assez puissantes pour soutenir le combat?

Veut-on que les fabricants créent des sociétés étrangères pour fabriquer à l'étranger leurs produits à l'abri de

législations plus compréhensives des nécessités pharmaceutiques modernes?

L'industrie pharmaceutique espère que la Cour de cassation affirmera explicitement la licéité des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés anonymes dont tous les associés sont diplômés et précisera les conditions qu'elles doivent remplir pour être reconnues constituées en conformité avec la loi de germinal.

DEUXIÈME PARTIE

LES PROJETS DE RÉFORME

Depuis la loi de germinal et surtout depuis cinquante ans de nombreuses voix se sont élevées pour en réclamer la refonte.

Je ne ferai pas ici l'historique des diverses propositions de loi dont on trouvera la liste dans le rapport sur la proposition de loi de M. Amat, présenté par M. le Dr Gaillemain, le 12 mars 1936 au nom de la Commission de l'Hygiène de la Chambre des Députés.

Je n'examinerai que trois projets parmi les plus récents :

La proposition de loi de M. Émile Vincent.

Les idées de M. Ravaud.

La thèse de M. Y. B. Ledoux.

CHAPITRE PREMIER

LA PROPOSITION DE LOI DE M. ÉMILE VINCENT

M. Émile Vincent avait déposé le 23 janvier 1920 une proposition de loi (1) sur l'exercice de la pharmacie qu'il a lui-même rapportée au nom de la Commission de l'Hygiène (2).

A la suite d'observations faites notamment par M. le doyen Radais au nom de la Faculté de Pharmacie de Paris et par M. Guérin, député de la Manche et pharmacien, M. E. Vincent a modifié son texte (3) et c'est cette dernière rédaction (4) que j'examinerai ici en me bornant aux articles relatifs à mon sujet.

Certes il ne faut pas s'attendre à sa venue prochaine à l'ordre du jour. La Chambre des Députés a d'autres préoccupations et M. Émile Vincent est maintenant sénateur de la Côte-d'Or.

Faudra-t-il pour mieux fixer l'attention des milieux parlementaires l'intituler comme le propose spirituelle-

(1) Ch. Dép., n° 231.

(2) Rapport du 15 avril 1920, n° 717 et rapport supplémentaire du 28 avril 1921.

(3) Une des principales modifications porte sur l'abandon de la limitation des pharmacies de détail que M. Vincent avait tout d'abord proposée et qui avait soulevé de vives critiques. Celles-ci seraient sans doute quelque peu atténuées aujourd'hui.

(4) Le texte intégral est reproduit à l'Annexe IV. Il réglemente à la fois l'exercice de la Pharmacie proprement dit et les médicaments.

ment M. le Professeur Perrot. « proposition de loi pour la protection de la santé publique? »

Quoiqu'il en soit, la proposition de M. Émile Vincent doit être considérée avec attention. Son auteur, Professeur des écoles de pharmacie connaît bien notre profession et il jouit au Parlement d'une autorité incontestée.

Je me permettrai néanmoins de n'être pas d'accord avec lui sur plusieurs points qui procèdent de la même idée.

M. Émile Vincent propose un régime légal différent pour la pharmacie de détail et pour la fabrique de produits pharmaceutiques qu'il appelle droguerie en gros fabriquant des préparations pharmaceutiques (art. 21 et 22).

Je ne suis pas sans mesurer leurs différences et je reconnais que certaines dispositions légales peuvent ne s'appliquer qu'à l'une d'elles.

Mais il me semble que les règles fondamentales de l'exercice de la pharmacie doivent être les mêmes.

A l'unité du diplôme doit correspondre l'unité de législation, au moins sur toutes les questions essentielles.

Ce principe me paraît indispensable pour assurer la compréhension mutuelle des différentes branches de notre professions et leur cohésion nécessaire devant les dangers sans cesse croissants qui la menacent.

En outre il serait extrêmement difficile, sinon quasi-impossible de séparer quant à l'application de la loi la pharmacie de détail de l'industrie pharmaceutique.

Elles s'interpénètrent souvent; loin de regretter un tel état de choses, je l'estime au contraire très profitable à

la bonne marche des affaires pharmaceutiques et je ne manque pas de m'élever contre tout ce qui risque d'atténuer l'unité de la formation intellectuelle que nous recevons sur les bancs de la Faculté (5).

Dans quel régime placera-t-on le pharmacien qui fabrique des produits pharmaceutiques, aujourd'hui dans sa pharmacie de détail, et demain dans un laboratoire plus vaste attenant à celle-ci? A quel moment cessera-t-il d'être considéré comme un détaillant?

Inversement quel sera, à ce point de vue, le sort du fabricant qui a conservé sa pharmacie de détail et dont les produits par suite de l'évolution de la thérapeutique ou pour toute autre cause, se vendent de moins en moins?

Établir deux législations me paraît devoir amener à bref délai des situations fort compliquées et génératrices de frais pour les intéressés.

Sous bénéfice de cette observation d'ordre général, la proposition de loi de M. Émile Vincent me semble appeler quelques remarques du point de vue de l'industrie pharmaceutique.

1^o Le monopole du diplôme est affirmé (art. 1 et 2) et son étendue précisée notamment par l'article 20 qui dispose que « la fabrication et la vente des drogues simples et des produits chimiques destinés à la pharmacie sans qu'ils soient jamais délivrés directement au consommateur pour l'usage pharmaceutique, est libre, sous réserve

(5) Cf. F. Prevet : « La Taxe Unique appliquée aux Produits Pharmaceutiques vendus sous cachets. » (Rapport présenté à la Chambre Syndicale des Fabricants de Produits Pharmaceutiques), janvier 1933.

Id. Rapport sur l'Unité Syndicale, janvier 1934.

Ibid. Rapport de la commission chargée d'établir les statuts de l'Union Intersyndicale, février 1935.

des règlements spéciaux concernant certains de ces produits ».

Dès l'instant qu'un produit pharmaceutique parvient au consommateur tel qu'il sort de la fabrique, celle-ci serait donc soumise aux règles de l'exercice de la pharmacie.

Ainsi disparaîtraient les fabriques irrégulières qui vendent aux détaillants des produits sous le nom ou le cachet de ceux-ci.

2° Le principe « un diplôme par officine et une officine par diplôme » est inscrit dans l'article 7.

Il y aurait lieu de préciser le cas des sociétés possédant plusieurs officines, un associé différent ayant déposé son diplôme pour chacune d'elles.

L'article 7 indique également à quelles conditions le pharmacien peut exercer une autre profession et quelles marchandises peuvent être vendues dans la pharmacie de détail.

On pourrait ajouter à la liste, les produits vétérinaires et phyto-pharmaceutiques bien qu'ils s'y trouvent déjà implicitement.

3° La règle de l'indivisibilité du diplôme et de l'officine subit quelques atténuations qu'il faut approuver.

Le cas des hôpitaux est traité à l'article 18. Celui des sociétés de secours mutuels, à l'article 19.

L'article 5 assimile au propriétaire de l'officine :

a) Le pharmacien gérant l'officine dont ses enfants majeurs ou mineurs sont co-propriétaires;

b) Le conjoint diplômé d'une veuve de pharmacien, (il vaudrait mieux dire d'un conjoint survivant) gérant en qualité de co-tuteur;

c) Le conjoint diplômé sous quelque régime que le mariage ait été contracté;

L'article 6 confirme le délai d'un an après le décès pendant lequel le conjoint survivant ou les héritiers peuvent faire gérer l'officine par un diplômé — ce délai est porté à trois ans pour l'enfant ayant 8 inscriptions à la Faculté de Pharmacie.

Les articles 21 et 22 autorisent la création de sociétés de fabrication (6) entre diplômés et non-diplômés, à condition qu'un diplômé soit « gérant responsable » — l'étendue de cette responsabilité n'est pas précisée.

Mais ces articles font une distinction entre les firmes qui fabriquent des « préparations pharmaceutiques » et celles qui fabriquent « soit des drogues simples ou des produits chimiques destinés à la pharmacie, préparés pour la vente au consommateur et livrés sous cachet aux pharmaciens, soit des compositions ou préparations pharmaceutiques mises en vente dans les mêmes conditions ».

Les premières (art. 22) peuvent être en société en nom collectif, en société en commandite simple ou en commandite par action dont le conseil de surveillance « est en majeure partie composé de pharmaciens diplômés ».

Les secondes (art. 23) peuvent prendre ces mêmes formes sociales sans que l'obligation relative au Conseil de surveillance leur soit imposée. Elles peuvent en outre être en sociétés anonymes dont tous les actionnaires sont diplômés; enfin, condition non écrite dans l'article 22,

(6) L'article 12 n'autorise pour les pharmacies de détail que les sociétés en nom collectif dont aucun associé n'est ni établi ni associé dans une société semblable.

les actions devront être nominatives et être pour les 2/3 dans des mains françaises.

Il y aurait lieu d'ajouter aux formes sociales licites la Société à responsabilité limitée qui n'existe en France que depuis 1925.

Un régime unique éviterait des discriminations fort délicates basées sur la nature des produits fabriqués.

En résumé, sous réserve de ces remarques, la proposition de loi de M. Émile Vincent donne satisfaction aux vœux de l'industrie pharmaceutique.

CHAPITRE II

LES IDÉES DE M. RAVAUD

M. C.-J. Ravaud qui joint à la pratique quotidienne de la pharmacie de détail une connaissance approfondie du Droit et un sens très aigu des réalités pharmaceutiques a présenté au Congrès de Nice en 1934 un remarquable rapport sur les « sociétés en pharmacie » (1).

Si je me sépare de lui sur plusieurs points ce n'est pas par divergence de doctrine mais parce que je me place au point de vue de l'industrie pharmaceutique dont les nécessités, tant en France que sur les marchés extérieurs, me sont sans doute plus familières.

Après un exposé historique qui témoigne de sa connaissance des Pandectes pharmaceutiques, M. Ravaud montre clairement en citant quelques arrêts ayant fait jurisprudence, que les sociétés entre diplômé et non-diplômé sont nulles de nullité absolue.

Puis, ayant signalé que le fonds de commerce de pharmacie fait partie de la communauté conjugale (2), il souligne que les sociétés entre diplômés sont licites pour exploiter soit une seule officine, soit plusieurs, si pour chacune un associé diplômé dépose son diplôme.

Il insiste avec raison sur le caractère de sincérité que

(1) C. J. Ravaud, pharmacien, licencié en droit. Éditions de la Gazette des Pharmacies, Paris, 1934.

(2) Je reviendrai sur ce point important. V. IV^e partie.

doivent présenter ces sociétés, faute de quoi les tribunaux les annulent, en dépit de leur apparence légale, chaque fois qu'elles leur paraissent masquer un contrat illicite.

Il réclame ensuite qu'il y ait un maximum d'auxiliaires par diplômé dans les pharmacies de détail et que les contrats relatifs à leur propriété soient rédigés par acte authentique, toute modification devant à peine de nullité être minutée à la suite du contrat primitif.

Il approuve l'absence de distinction légale entre la pharmacie de détail et la fabrique de produits pharmaceutiques, ainsi que la jurisprudence qui sépare la propriété de la marque des produits qu'elle recouvre, cette solution lui paraissant en l'état actuel la meilleure pour l'industrie pharmaceutique.

Enfin il demande qu'il y ait au moins un pharmacien responsable dans chaque maison de gros.

L'exposé que j'ai fait, dans la I^{re} partie, des règles légales, montre que je suis d'accord avec M. Ravaud sur leur contenu. En particulier, réserve faite de la question des auxiliaires, je suis d'avis de maintenir l'unité du diplôme.

Mais je ne puis le suivre sur les conséquences, pour l'industrie pharmaceutique, des règles légales qui, en attendant une refonte d'ensemble, me paraissent appeler quelques modifications immédiates.

Quant à l'obligation d'un acte authentique, je ne crois guère à son efficacité pas plus qu'à celle d'un enregistrement, réclamé par certains, de tout contrat pharmaceutique à la Faculté de Pharmacie.

Certes l'acte notarié rendrait nulles les contre-lettres, mais je doute que ce supplément de formes se traduise

en fin de compte par autre chose que par des frais supplémentaires pour les parties.

Très rapidement les rédacteurs des actes trouveront des formules — en fait elles sont déjà connues — qui éviteront les contre-lettres et ce formalisme, sorte d'hommage au Droit romain très séduisant pour un esprit juridique comme M. Ravaud, me paraît devoir être quelque peu inopérant.

Quant à l'enregistrement professionnel, il me semble ne pouvoir être qu'une simple formalité génératrice de taxes. L'inspection des pharmacies est armée des larges pouvoirs; M. Ravaud les estime insuffisants et en réclame l'extension.

Je me range à son avis autorisé.

CHAPITRE III

LA THÈSE DE M. YVES-BERTIN LEDOUX

Cet ouvrage a pour titre *Des Sociétés en Pharmacie* (1) et traite de diverses questions pharmaceutiques. Je n'examinerai que celles se rapportant à mon sujet.

Après avoir fort bien étudié les contrats licites et illi-cites soit entre diplômés, soit entre diplômés et non-diplômés (ch. III), l'auteur traite (ch. IV) de « l'Expression juridique et Raison sociale des sociétés commerciales ».

Il examine successivement les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple qu'il reconnaît licites à condition que tous les associés soient diplômés, ce qui est de jurisprudence constante.

Quant aux sociétés en commandite par actions, il ne les croit pas possibles. « Dans la société en commandite simple, écrit-il, les parts d'intérêt ne sont pas négociables tandis que dans la société en commandite par actions, les droits sociaux se traduisent sous la forme de titres négociables exclusifs de tout *intuitus personnae*... En l'état actuel de la jurisprudence la société en commandite par actions ne peut s'adapter à l'exercice de la pharmacie car du fait que les titres sont négociables et qu'ils se trou-

(1) Thèse soutenue le 5 juillet 1934 devant la Faculté de Pharmacie de Nancy. On y trouvera une abondante jurisprudence sur toutes les questions traitées.

veront naturellement entre les mains de personnes non diplômées, la société est rendue illicite. »

Dans ces quelques lignes, M. Y.-B. Ledoux ne semble pas avoir tenu suffisamment compte des réalités juridiques.

Il n'y a pas de différences fondamentales entre la société en commandite simple et la société en commandite par actions ainsi qu'en témoigne l'article 39 du Code de commerce : « Le capital des sociétés en commandite pourra aussi être divisé en actions sans aucune dérogation aux règles établies pour ce genre de société. »

C'est le mode de transfert des titres qui n'est pas le même. La part sociale d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite simple peut toujours, sauf si les statuts en interdisent la cession, être transférée dans les formes du droit commun par acte authentique, suivant les règles posées par les articles 1689 et 1690 du Code civil.

Ce mode de transfert est licite pour les titres de toutes les sociétés même anonymes. Mais, pour les sociétés par actions ces formes ne sont pas exigées : si le titre est au porteur la simple tradition suffit; s'il est nominatif, il faut une déclaration inscrite sur les registres de la société (Code de commerce, art. 35 et 36).

En contre-partie ces sociétés sont soumises aux obligations imposées par la loi du 24 juillet 1867.

Ce que M. Ledoux a sans doute voulu dire, c'est que si les statuts d'une société en commandite par actions ne disent rien, une telle société est illicite par le seul fait de la possibilité qu'aura un non-diplômé de devenir actionnaire.

Mais il peut en être de même pour une société en nom

collectif ou pour une société en commandite simple.

Il suffit pour écarter ce chef d'illicéité que le pacte social interdise toute cession de part ou d'action à un non-diplômé — ce qui écarte les actions au porteur.

Avec cette précision, la société en commandite par actions est licite pour l'exploitation d'une officine.

Ces observations s'appliquent à la société anonyme que M. Ledoux rejette pour le même motif, mais les arrêts qu'il cite sont relatifs à des sociétés entre diplômés et non-diplômés.

Il admet, par contre, comme licite la société à responsabilité limitée sous les mêmes conditions que les sociétés de personnes, c'est-à-dire : « que tous les membres associés soient tous diplômés, que l'association soit sincère, qu'elle ne gère pas un nombre d'officines supérieur à celui des associés, qu'aucun des associés ne possède une officine en propre, qu'en cas de pluralité d'officines le contrat social réserve à chacun des diplômés sociétaires la gérance exclusive de l'une des officines ».

La société à responsabilité limitée se différencie des sociétés en commandite par l'absence d'associés en nom collectif et la jurisprudence n'a pas ratifié l'opinion de M. Ledoux.

En outre, l'exigence que tout associé même non-gérant, c'est-à-dire n'ayant pas déposé son diplôme pour une des officines de la société, ne possède pas d'officine en propre, est excessive et elle conduit pratiquement à ne pouvoir prendre comme commanditaires que des pharmaciens retirés en affaires, c'est-à-dire en général à n'en point trouver.

La jurisprudence n'a d'ailleurs pas retenu cette condi-

tion qui n'est inscrite dans aucun texte de loi (2).

Après avoir souligné l'évolution de la pharmacie vers l'industrialisation (ch. V), l'auteur insiste avec raison sur la nécessité du rajeunissement de la législation pharmaceutique (ch. VI). Il donne en exemple la loi du 2 juillet 1862 qui a autorisé les agents de change, officiers publics, à s'adjoindre des commanditaires, alors que l'article 75 du Code de commerce exigeait auparavant qu'ils fussent entièrement possesseurs de leurs charges.

Il cite à propos de la proposition de loi déposée en 1920 par M. Émile Vincent le rapport si complet de M. Billon (3), l'avis de l'Académie de Médecine (4) sur une éventuelle réforme de la loi de germinal et l'enquête menée par M. P. Creissent (5) sur cet avis : les personnalités consultées, M^e Bogelot, M. le D^r Roussel, et M. Marchand d'une part et M^e Tercinet qui approuve la proposition de loi, s'y montrent favorables à un régime qui permettrait au fabricant de produits pharmaceutiques de faire appel à des capitalistes non-diplômés, à condition que le diplômé garde sa prépondérance, son indépendance et sa responsabilité. M. le président Albert Buisson est plus réservé, l'éminent professeur « anonyme » insiste sur la souplesse des sociétés de marque qui répondent aux besoins de l'industrie pharmaceutique et M. P. Creissent préfère le *statu quo* dans la crainte d'une recrudes-

(2) L'article 19 des lettres patentes du 10 février 1780 semble même dire le contraire : « Les maîtres apothicaires ne pourront former de sociétés ouvertes qu'avec les maîtres de ladite profession. »

(3) Rapport présenté au Syndicat de l'Industrie Chimique Pharmaceutique.

(4) V. ci-dessous III^e partie.

(5) *L'Évolution Pharmaceutique*, n^{os} de décembre 1933, février et avril 1934.

cence de la dichotomie et d'un envahissement de la pharmacie par les agences de publicité.

M. Ledoux conclut en demandant pour la fabrication et la vente en gros des produits pharmaceutiques une loi qui rendrait licites :

Les sociétés en nom collectif et les sociétés à responsabilité limitée où tous les associés seraient diplômés, dans les conditions ci-dessus énoncées.

Les sociétés en commandite simple ou par actions où tous les commandités seraient diplômés et gérants (6).

Les sociétés anonymes dont tous les administrateurs seraient diplômés et posséderaient 1/10^e ou 1/20^e du capital, en actions, nominatives.

Le pacte social devant toujours prévoir la répartition des bénéfices.

Il souligne que ce régime permettrait à la veuve et aux héritiers du diplômé de conserver la firme du *de cujus*.

Mais une surveillance spéciale lui paraît nécessaire et il demande que soit établi un système comprenant l'autorisation du ministre de la Santé publique, préalable à la constitution de toute société, le contrôle de l'inspection des pharmacies et de fortes pénalités pour les infractions.

Le régime proposé par M. Ledoux est fort libéral, beaucoup trop même pour qu'il ait des chances d'être adopté.

A mon sens, il sépare à tort la pharmacie de détail de la fabrique de produits pharmaceutiques, en voulant créer pour celle-ci un régime spécial.

D'autre part les status fixent toujours le mode de ré-

(6) En Tunisie (décret beylical du 10 mars 1927) et au Maroc (dahir du 3 mars 1928) il suffit d'un seul gérant diplômé.

Le régime tunisien vient d'être modifié, voir Annexe V.

partition des bénéfices et toutes les firmes pharmaceutiques sont sous le contrôle de l'inspection des pharmacies — il n'est donc pas besoin de l'inscrire dans la loi.

Quant à l'autorisation préalable, elle me semble à la fois inutile et dangereuse, car : ou bien ce serait une simple formalité, source de frais et de retards — ou bien ce serait une nouvelle emprise des pouvoirs publics, sur la pharmacie et un acheminement vers sa fonctionnarisation.

TROISIÈME PARTIE

LES PRINCIPES

D'UNE RÉFORME D'ENSEMBLE

CHAPITRE PREMIER

OPPORTUNITÉ D'UNE RÉFORME

La situation de l'industrie pharmaceutique devant les règles légales réclame leur modification dans un sens plus libéral.

Telle est la conclusion qui s'impose, semble-t-il, lorsque l'on considère les conséquences de la loi et de la jurisprudence à son égard.

Cependant de très bons esprits estiment qu'il faut conserver le régime actuel. Ils ne nient certes pas que, conçu en un temps où personne ne pouvait songer à ce que serait la pharmacie un siècle et demi plus tard, ce régime ne soit vétuste et critiquable et qu'il n'apporte quelque gêne au développement de notre profession.

Mais ils font remarquer que dans l'ensemble, la pharmacie s'en accommode tant bien que mal, à condition de ne pas l'appliquer dans toute son étendue et qu'il y a tout lieu de craindre qu'il ne sorte des débats parlementaires un texte encore moins satisfaisant, — c'est ainsi

que M. Ravaud écrit (1) : « Trouver un statut juridique nouveau, meilleur que celui que nous possédons et dont on aura pesé toutes les conséquences, voilà justement le point difficile. La difficulté est telle que pour ma part je ne vois pas de solution ; celles que l'on pourrait suggérer ou bien sont dangereuses, ou bien sont tellement pleines d'imprévus que leur adoption est impossible. »

D'autres craignent que la pharmacie ne tombe entre les mains de gens, qui, totalement étrangers à son esprit, lui fassent perdre son caractère de profession scientifique.

D'autres encore, redoutent de se trouver moins libres que sous un régime qui leur a permis de prospérer. Il y a là matière à réflexion et j'avoue que ces opinions m'ont fait hésiter à entreprendre le présent travail.

Cependant quelle que soit leur pertinence et l'autorité de leurs auteurs, il n'en reste pas moins que le système légal n'est pas satisfaisant à bien des égards.

Je ne reviendrai pas sur les observations que j'ai développées dans la I^{re} partie, mais il ne faut pas perdre de vue que la situation de la plupart des firmes pharmaceutiques est à la merci d'un revirement toujours possible de la jurisprudence et que la loi de germinal n'empêche pas l'intervention parfois prépondérante de tiers non-diplômés.

D'autre part à une époque où une plus grande cohésion semble régner dans la pharmacie, on ne doit pas désespérer de voir l'accord se faire sur un texte qui, dès lors, s'imposera au Parlement.

D'ailleurs l'un des arguments avancés, à savoir qu'on s'accommode des règles légales à condition de ne pas les

(1) Ravaud, *loc. cit.*

appliquer, semble suffisant à lui seul pour justifier la réforme.

Chaque fois que l'on renonce à faire respecter une loi parce qu'elle se révèle inapplicable, c'est que sa modification est urgente.

Telle est d'ailleurs l'opinion de l'Académie de Médecine (2).

Sur une question posée à l'Académie de Médecine par M. le ministre de la Santé publique au sujet d'une modification éventuelle de la législation en matière de fabrication et de vente en gros des produits pharmaceutiques, M. le doyen Radais a présenté à l'Académie, au nom de sa section de pharmacie, le rapport suivant, dont les conclusions ont été adoptées par l'Académie :

« La section de pharmacie, invitée à présenter au vote
« de l'Académie un projet de réponse à une question posée par M. le ministre de la Santé publique au sujet de
« la fabrication et de la vente en gros des produits pharmaceutiques, propose le texte suivant :

« Répondant à une question posée par M. le ministre
« de la Santé publique au sujet de l'opportunité d'une
« modification de la législation actuelle sur les sociétés
« ayant pour objet la fabrication et la vente en gros des
« produits pharmaceutiques et dont les membres ne sont
« pas pharmaciens, l'Académie considère :

« Qu'il importe de préciser tout d'abord que les produits chimiques ou les drogues simples, dont la production et le commerce sont libres, ne prennent le caractère de produits pharmaceutiques dont la fabrication et la vente sont au contraire réglementées, que lorsque

(2). *Bulletin de l'Académie de Médecine*, n° 18 du 8 mai 1933.

« ces matières premières, soit seules sous la forme de
« médicaments simples, soit en association sous la forme
« de médicaments composés, sont mises en vente dans
« un but thérapeutique;

« Que le développement progressif des établissements
« se livrant au commerce intérieur et extérieur des pro-
« duits pharmaceutiques ainsi définis, et particulière-
« ment des médicaments préparés à l'avance sous le ca-
« chet et la marque du fabricant pour être débités dans
« les pharmacies de détail, nécessite la mise en œuvre de
« coûteux laboratoires de recherche et de contrôle et de
« puissants moyens de production et de vente qui exigent
« des capitaux importants et ont conduit à faire appel au
« concours financier de non-pharmaciens;

« Que de sociétés ainsi constituées peuvent se trouver
« en opposition avec les lois de règlements en vigueur,
« en permettant l'ingérence prépondérante de non diplômés
« dans la gestion des entreprises envisagées;

« Que les dispositions combinées de la loi du 21 germi-
« nal an XI, et les règlements antérieurs à cette loi, en
« admettant comme seules licites les associations for-
« mées entre pharmaciens, ont eu pour objet d'empêcher
« qu'aucune immixtion étrangère ne puisse faire échec à
« l'autorité et à l'indépendance des praticiens diplômés
« dans la détermination des responsabilités nécessaires
« à la sauvegarde de la Santé publique;

« Que ces règles fondamentales de la profession de
« pharmacien, fixées à une époque où la fabrication et
« les ventes des remèdes se trouvaient centralisées dans
« les seules officines ouvertes au public, ne sont pas moins
« nécessaires aujourd'hui au fonctionnement de labora-
« toires spécialisés dans la production et la vente en gros

« des médicaments, surtout lorsqu'ils sont mis sous ca-
« chet et protégés par une marque de fabrique en vue du
« débit par les pharmaciens détaillants, mais que ces
« règles doivent subir une adaptation pour s'appliquer à
« l'industrie pharmaceutique moderne.

« En conséquence, l'Académie estime que, pour satis-
« faire aux besoins légitimes de la production et du com-
« merce des produits pharmaceutiques sans porter at-
« teinte à la sauvegarde de la Santé publique, il paraît utile
« qu'intervienne un statut juridique qui aura pour objet :

« 1^o De définir les conditions dans lesquelles les phar-
« maciens pourront faire appel au concours financier des
« non-pharmaciens en matière de fabrication et de vente
« en gros des médicaments, de telle manière que soit réa-
« lisée la séparation entre l'aide financière étrangère don-
« née à l'entreprise et la gestion technique et commerciale
« réservée aux seuls diplômés;

« 2^o De déterminer les mesures de contrôle et de sur-
« veillance propres à assurer la régularité et la sincérité
« des pactes sociaux prévus par le statut, ainsi que les
« sanctions applicables en cas d'infractions constatées. »

Je n'aurai garde d'affaiblir par un commentaire la portée du vœu de la plus haute autorité médicale et répondant au désir de M. Ravaud de définir « les conditions dans lesquelles les pharmaciens pourront faire appel au concours financier de non-pharmaciens », je vais exposer sur quels principes devrait se baser une nouvelle loi sur l'exercice de la pharmacie.

Je n'ai pas la prétention de croire que ces principes recueilleront l'unanimité des suffrages, mais j'ose espérer que les milieux intéressés voudront bien instaurer autour d'eux un large débat sur la question.

CHAPITRE II

PRINCIPES DE LA RÉFORME

I. LE MONOPOLE DU DIPLOME doit être affirmé : Nul ne peut exercer la pharmacie s'il n'est diplômé pharmacien français sauf les équivalences prévues par les traités de réciprocité avec les pays étrangers.

Mais le domaine d'application de la loi doit être précisé.

1^o M. Émile Vincent et l'Académie de Médecine placent hors de leur domaine la fabrication et la vente des drogues simples et des produits chimiques lorsqu'ils ne constituent pas encore des médicaments, réserve faite des lois spéciales.

Cette précision doit être maintenue et écrite dans la loi.

Si une drogue simple (1) ou un produit chimique atteint le consommateur en tant que médicament, la loi s'applique. Ainsi la fabrication et la vente de l'huile d'olive ou du bicarbonate de soude sont libres, mais s'il s'agit de qualités à usage médicinal vendues comme médicaments en flacons ou paquets tout préparés pour la délivrance au public, leurs fabricants sont soumis à la loi.

2^o Aucune condition n'est exigée des simples intermé-

(1) Réserve faite du privilège des herboristes.

diaires, c'est-à-dire à ceux dont le rôle se borne à acheter aux fabricants leurs produits tels qu'ils seront délivrés aux consommateurs pour les revendre aux pharmaciens. Ces derniers sont à même de les examiner et l'intérêt public n'est pas lésé (2).

Il y aurait lieu seulement de leur imposer par analogie avec le régime des eaux minérales artificielles, que le propriétaire ou le gérant de l'entreprise (directeur général, gérant, administrateur délégué) soit diplômé. C'est d'ailleurs ce qui existe déjà dans l'immense majorité des cas.

3^o Les fabricants de produits vétérinaires sont soumis à la loi. La situation des pro-pharmaciens et celle des vétérinaires devront être fixées par des textes spéciaux.

Les fabricants de produits phyto-pharmaceutiques ne sont soumis à la loi qu'autant que leurs produits ne peuvent se vendre en dehors des pharmacies.

4^o A l'unité de diplôme correspond l'unité de législation, c'est-à-dire que, sauf indication spéciale, les articles de la loi s'appliquent aussi bien à la pharmacie de détail qu'à la fabrique de produits pharmaceutiques.

II. UN DIPLOME PAR OFFICINE ET UNE OFFICINE PAR DIPLOME. — La loi maintient ce principe ainsi que les formalités du dépôt du diplôme.

1^o Les articles 5 et 6 de la proposition de loi de M. Émile Vincent pour le cas du décès du diplômé, sont maintenus, mais le délai est porté à six ans si le *de cujus* laisse un héritier ou son conjoint survivant au moins inscrit comme stagiaire à la Faculté de Pharmacie.

(2) C'est le régime actuel tel qu'il résulte de l'arrêt de la Cour de cassation du 18 février 1929, pour ceux qui ne sont à aucun moment propriétaires des produits.

2° Il est précisé qu'une société licite peut posséder plusieurs officines à condition que pour chacune, un associé dépose son diplôme, ce qui entraîne pour lui l'obligation de ne pas l'utiliser ailleurs. Il peut le faire par contre s'il n'a pas déposé son diplôme pour une officine de la société. Il semble inutile en effet de bloquer plus d'un diplôme par officine.

Afin de renseigner les tiers, sur tous les registres, papiers de commerce, étiquettes, enseignes, etc... devront figurer de façon apparente le nom et l'adresse de la société et le nom du pharmacien associé titulaire de l'officine.

3° La mise du fonds de commerce de pharmacie en gérance est autorisée :

a) Dans le cas de gérance salariée le propriétaire reste engagé par les actes de son mandataire qui est en outre personnellement responsable de son activité professionnelle.

De plus, les clauses restrictives des pouvoirs du gérant ne sont pas opposables aux tiers et le propriétaire ne peut déposer son diplôme pour une autre officine.

b) Dans le cas de gérance libre, cette faculté lui est laissée, mais il reste caution de son locataire quelles que soient les clauses du bail du fonds de commerce qui les lient;

c) Dans les deux cas les noms du propriétaire et du gérant avec leurs qualités (mandataire, locataire, etc...) doivent figurer de façon apparente sur tous les registres, papiers de commerce, étiquettes, enseignes, etc... de l'officine. Ces mesures assurent une pleine protection des tiers;

d) Le conjoint survivant et les héritiers du *de cujus*

peuvent aussi mettre l'officine en gérance, dans les délais prévus au paragraphe 1^{er} ci-dessus, le nom du *de cuius* figurera sur les registres, étiquettes, etc... avec la mention : « Succession de M. X., pharmacien propriétaire »;

e) Le décès du gérant met fin à la gérance.

4^o La loi donne la liste des commerces annexes à la pharmacie qui peuvent être exercés dans l'officine et les catégories des produits qui peuvent être fabriqués dans les mêmes locaux que les médicaments.

Pour les autres, l'obligation d'un local séparé est maintenue.

III. LA RÈGLE DE L'INDIVISIBILITÉ DU DIPLOME et de L'OFFICINE est modifiée.

A. *Les sociétés entre diplômés sont licites quelles que soient leurs formes.*

B. *Les sociétés entre diplômés et non diplômés sont autorisées sous les deux conditions générales suivantes :*

1^o Que leur administration soit entièrement entre les mains des diplômés;

2^o Que les diplômés possèdent plus de la moitié du capital social.

1^o La première condition implique que :

a) Dans les sociétés en nom collectif, tous les associés soient diplômés;

b) Dans les sociétés en commandite simple, tous les gérants soient diplômés;

c) Dans les sociétés en commandite par actions, tous les gérants soient diplômés, ainsi que tous les membres du conseil de surveillance;

d) Dans les sociétés à responsabilité limitée, tous les

gérants et tous les membres du conseil de surveillance, s'il en existe un, soient diplômés;

e) Dans les sociétés anonymes, tous les administrateurs soient diplômés.

Dans certaines sociétés importantes on adjoint aux gérants ou administrateurs — un conseil de direction — tous les membres devront être diplômés.

f) A l'exception du pharmacien qui dépose son diplôme pour une officine de la société, les autres diplômés peuvent utiliser leurs diplômes ailleurs. Mais, dans tous les cas, les gérants, administrateurs, membres des conseils de surveillance ou de direction, sont responsables sans limitation de l'application de toute disposition légale concernant directement ou indirectement leur activité professionnelle en tant que diplômé ou quand la Santé publique est en jeu (3).

2° En ce qui concerne le capital, la majorité doit appartenir aux diplômés non seulement en valeur, mais aussi en droits de vote aux assemblées où les diplômés doivent disposer de la moitié plus une des voix.

L'existence d'actions à vote plural ne peut faire échec à cette règle de la double majorité, pas plus que le droit de transformer en actions les obligations ou parts de fondateurs. Il en résulte que toutes les actions doivent être nominatives.

3° Les dispositions des articles 5 et 6 de la proposition de loi de M. Émile Vincent pour le cas du décès du diplômé, sont adoptées sous réserve des modifications suivantes :

Les personnes prévues à l'article 5 étant diplômées

(3) Je développe ce point dans la IV^e partie.

peuvent, sauf disposition contraire des statuts, faire partie des organes de direction (gérance, conseil d'administration, etc.).

Le conjoint survivant et les héritiers non-diplômés peuvent conserver les parts ou actions du *de cujus* pendant un an sans faire échec à la règle de la majorité. Ce délai est porté à six ans si un héritier du *de cujus* ou son conjoint survivant est au moins inscrit comme stagiaire à la Faculté de Pharmacie.

Mais ni le conjoint survivant non-diplômé, ni les héritiers non-diplômés, ni l'héritier étudiant en pharmacie et non encore diplômé, ne peuvent faire partie des organes de direction.

4° Les statuts des sociétés devront obligatoirement prévoir le mode de calcul du prix auquel seront rachetées les parts ou actions appartenant à un diplômé au cas où soit leur cession, soit le décès de celui-ci, ferait passer la majorité entre les mains de non-diplômés et où, en cas de décès dans les délais ci-dessus prévus, elles n'auraient pas été cédées à un diplômé.

5° Si les statuts le prévoient, la mort d'un des associés ne mettra pas fin à la société en nom collectif, mais alors durant les délais ci-dessus prévus, le ou les associés survivants auront seuls la qualité de gérants sans que cette disposition puisse nuire aux droits des tiers.

6° L'ensemble de ces règles est applicable aux associations en participation.

C. *Justification de ces règles.* — 1° Elles consacrent « la séparation entre l'aide financière étrangère donnée à l'entreprise et la gestion technique et commerciale réservées aux seuls diplômés » que demande l'Académie de Médecine.

La gestion et l'administration restent entièrement entre les mains des diplômés qui disposent de la majorité absolue tant en valeur qu'en droit de vote et toute disposition statutaire pouvant y faire échec sera réputée nulle et non écrite.

Ni les obligataires, ni les porteurs de parts de fondateurs, qui sont de simples créanciers, ne peuvent s'immiscer dans la gestion d'une société. Ils ne disposent d'aucun droit de vote aux assemblées, d'aucun représentant dans les conseils de gérance ou d'administration.

Ainsi les diplômés restent maîtres absolus de l'affaire et peuvent en même temps trouver, pour un montant à peine inférieur à leurs apports, des fonds chez des non-diplômés qui deviendront leurs associés.

2° Il ne semble pas nécessaire que les commissaires aux comptes soient diplômés. Certes leurs attributions ont été étendues par les décrets-lois de 1935 (4), mais elles restent de nature purement comptable.

Il serait très difficile de trouver des diplômés ayant les connaissances nécessaires ou même acceptant des fonctions qui sont sanctionnées par des pénalités élevées.

D'autre part la responsabilité des administrateurs, gérants, membres des conseils de surveillance, etc... a été fortement aggravée par ces mêmes décrets-lois.

3° Une société licite peut être gérant libre ou gérant salarié d'un fonds de commerce de pharmacie dans les conditions prévues, notamment le nom du pharmacien qui dépose son diplôme doit figurer avec celui de la société, sur les registres, étiquettes, etc...

4° Je maintiens le délai pendant lequel le conjoint

(4) Décret du 8 août 1935, art. 3 et suivants.

survivant ou les héritiers du diplômé peuvent conserver son officine. Mais il me semble équitable de le porter à six ans dès l'instant que l'un d'eux a manifesté son désir de la conserver en prenant l'inscription du stage en pharmacie, afin qu'il puisse achever ses études.

Cette disposition s'étend au cas des parts et actions d'une société pharmaceutique.

5° L'inventeur de médicament, quoique non-diplômé pourra désormais être associé dans la société qui exploitera sa découverte.

6° La nouvelle loi sur l'exercice de la pharmacie ne devra pas traiter des marques pharmaceutiques. C'est la loi sur les marques de fabrique, actuellement en instance devant le Parlement, qui modifiera s'il y a lieu, leur régime légal.

7° Je ne m'arrête pas non plus sur une préoccupation que l'on retrouve dans de nombreux arrêts : celle de la sincérité des sociétés pharmaceutiques.

Il s'agit d'une question de fait et non de droit ; au surplus c'est en général la trop grande inégalité de répartition des parts sociales qui fait juger qu'une société n'est pas « réelle et sérieuse ».

La nouvelle loi rendra caducque cette préoccupation :

*
* * *

Je ne propose pas de texte, ni même d'articles de loi. Leur rédaction est du domaine de spécialistes dont je ne suis point et d'ailleurs je ne considère pas les principes que j'expose comme devant être inscrits *ne varietur* dans la loi nouvelle.

Telle disposition pourra être amendée, complétée ou précisée, telle autre ajoutée.

Ce que je demande c'est que l'ensemble de ces principes soit sauvegardé, c'est-à-dire que la loi consacre :

Le monopole du diplôme;

L'unité du diplôme et de l'officine;

La licéité des associations entre diplômés et celle des associations entre pharmaciens et non-pharmaciens où les diplômés conservent entre leurs mains l'entière gestion et la majorité des capitaux et des droits de vote.

QUATRIÈME PARTIE

MODIFICATIONS RÉALISABLES A BREF DÉLAI

Une nouvelle loi basée sur les principes exposés à la III^e partie, n'est pas susceptible de voir prochainement le jour.

L'adhésion de toute la pharmacie aux idées directrices que je propose sera fort longue à obtenir et quand il faudra passer à la rédaction des articles, de nouvelles objections seront faites qui rendront l'accord final quelque peu difficile à réaliser.

En outre, dès le dépôt du projet au Parlement, de nombreux amendements ne manqueront pas de surgir.

Il convient donc de rechercher s'il n'est pas dès maintenant possible d'amender la législation en vigueur sur certains points précis.

Le succès de la proposition de loi de M. Amat sur le colportage est un exemple encourageant de ce que l'on peut faire dans cette voie.

CHAPITRE PREMIER

MODIFICATIONS AUX DEUX PREMIÈRES RÈGLES LÉGALES

I. LA RÈGLE DU MONOPOLE DU DIPLOME peut subsister dans sa forme actuelle en attendant la refonte du régime légal.

Une jurisprudence constante affirme que ni la loi de germinal, ni les textes auxquels elle se réfère, ne font de distinction entre la pharmacie de détail et la fabrique de médicaments.

Ainsi par exemple, parmi les décisions récentes (1), l'arrêt de la Cour de Paris, du 23 juillet 1930 dit :

« ...Considérant que la réglementation restrictive de la
« liberté du commerce et de l'industrie qui résulte de la
« déclaration du 25 avril 1777 et de la loi du 21 germinal
« an XI interdit la fabrication et la vente des prépara-
« tions médicinales à toutes personnes qui ne justifient
« pas par la possession d'un diplôme qu'elles ont acquis
« les connaissances techniques nécessaires; que, contrai-
« rement à l'opinion des premiers juges, cette réglemen-
« tation ne distingue pas entre la vente de ces produits
« en gros aux pharmaciens détaillants et leur vente au
« détail aux particuliers; que les motifs de sécurité
« publique qui ont inspiré ces dispositions législatives

(1) Cf. C. cass., 11 janvier 1915.

« n'ont même que plus de force s'agissant de la fabrication et de la vente en gros... »

II. LA RÈGLE « UN DIPLOME PAR OFFICINE ET UNE OFFICINE PAR DIPLOME » *doit être assouplie.*

A. — Le droit de posséder plusieurs officines doit être reconnu et confirmé aux sociétés licites entre diplômés, sous les conditions suivantes (2) :

1° Que ces sociétés aient autant d'associés que d'officines;

2° Que pour chaque officine, un associé différent dépose son diplôme et que, par conséquent, à la différence des associés non-gérants, il ne possède pas d'officine en propre;

3° Que la société soit sincère, c'est-à-dire ne dissimule pas un contrat illicite (3).

La jurisprudence récente se montre sévère à cet égard, ainsi : la Cour de Paris a jugé dans son arrêt du 18 juin 1934 :

« ...Considérant, d'autre part, que s'il est exact qu'aux termes des statuts (art. 15) S... ait été spécialement

(2) Il n'y a pas lieu de s'arrêter à la question purement formelle de savoir si une société quelconque peut posséder une officine, bien que, en tant que personne morale, elle ne puisse être diplômée. Le fait que tous les associés — le « tissu sous-jacent » — pour reprendre l'expression de M. le Professeur Renard — sont pharmaciens, satisfait aux exigences de la loi et de la jurisprudence (cf. par exemple, C. Paris, 23 juillet 1930).

(3) Ces conditions approuvées par M. Ravaut (*op. cit.*) et par M^e Bogelot, le très distingué maître du barreau, aujourd'hui avocat honoraire, se retrouvent dans un arrêt de la Cour de Riom du 16 juin 1909 : « — Considérant qu'il résulte des documents produits qu'X et Y..., tous les deux munis du diplôme régulier sont propriétaires à Z., de deux pharmacies et qu'ils ont pris soin d'indiquer dans le pacte social que chacun d'eux conserve la direction exclusive et personnelle de l'une des deux officines... »

« chargé de l'une des deux pharmacies constituant le
« fonds social et V... spécialement chargé de la seconde,
« il n'en est pas moins vrai qu'ils n'en ont pas été chargés
« chacun exclusivement.

« Qu'en outre, aux termes mêmes des statuts, les opé-
« rations de toutes natures concernant la société et ren-
« trant dans son objet peuvent être accomplies par l'un
« quelconque des gérants.

« D'où il suit qu'aucun d'eux n'est absolument le
« maître de l'officine qui lui est affectée, que le défaut
« d'autonomie est d'autant plus grave que bien qu'ayant
« théoriquement les mêmes pouvoirs, ils se trouvent
« n'avoir pas le même intérêt à la bonne gestion de leur
« affaire, leurs apports ayant été d'inégale valeur et l'un,
« S... étant titulaire de 410 parts sociales, tandis que
« V... n'en possède que 80.

« Qu'enfin on lit à l'article 3 des statuts que la société
« a pour objet l'exploitation d'officines de pharmacie
« et notamment l'exploitation des fonds apportés, etc...,
« formule qui paraît autoriser éventuellement l'explo-
« tation par la société d'officines autres que celles déjà
« gérées par les deux associés, ce qui constituerait une
« violation flagrante de la loi... »

Une telle rigueur est excessive, d'autant que la Cour annulait, pour d'autres motifs, la société formée entre S... et V...

D'après cet arrêt seraient exigées des sociétés licites possédant plusieurs officines, quatre conditions supplémentaires et quelque peu contradictoires, qui devraient figurer dans le pacte social :

a) Qu'avec chaque officine, l'associé qui en est titulaire soit nommément désigné;

- b) Qu'il en soit chargé exclusivement;
- c) Que la maîtrise totale de l'officine lui soit assurée;
- d) Que l'éventualité d'une acquisition d'un fonds de commerce de pharmacie ne soit prévu qu'autant qu'il y a dans la société des associés gérants dont le diplôme est libre.

Or, si l'on prend à la lettre les termes de l'arrêt, ces exigences signifient qu'aucune société possédant plus d'une officine n'est possible.

En effet, pour qu'un diplômé ait les pouvoirs et la responsabilité imposée par la loi au titulaire de l'officine, celui-ci doit avoir nécessairement la qualité de gérant. Comme il y a, par hypothèse, plusieurs officines dans le patrimoine social, il y a au moins autant de gérants, et bien entendu, chacun d'eux agissant *ès* qualité, engage la société, c'est-à-dire qu'il peut valablement « faire les opérations concernant la société et rentrant dans son objet » et c'est ce pouvoir que la Cour juge incompatible avec la maîtrise absolue de l'officine par un autre associé-gérant.

En outre, la Cour déclare illicite une rédaction des statuts qui ouvre une possibilité toute éventuelle à une inobservation de la loi quant à la possession d'un nombre d'officines supérieur à celui des associés déposant leur diplôme.

La Cour de cassation heureusement, dans son arrêt du 2 janvier 1935, n'est pas aussi sévère.

Elle se refuse à rechercher s'il y aurait eu infraction dans une semblable éventualité « l'arrêt constatant qu'en fait cette éventualité n'a pas été réalisée ».

Pour éviter la censure des tribunaux, il faudra donc

préciser avec soin dans le pacte social que les pouvoirs des gérants ne s'étendent pas, comme habituellement, aux « opérations de toute nature », mais seulement à celles ayant un caractère de généralité telles qu'achats de marchandises, opérations financières, etc... et qui ne sont pas susceptibles de porter atteinte à l'indépendance requise par la loi du diplômé titulaire de l'officine.

D'autre part, le seul fait de déposer son diplôme prouve suffisamment, à mon avis, que le pharmacien est chargé exclusivement de l'officine même dans le silence des statuts. Néanmoins, ceux-ci devront le dire explicitement.

Quant à exiger que le pacte social indique avec chaque officine le nom de l'associé titulaire, cela me semble un inutile abus de formalisme, car à chaque changement il faudrait modifier les statuts.

Il serait largement suffisant que la désignation du titulaire et son remplacement, ne puissent, en vertu du pacte social, s'effectuer que par décision de l'assemblée générale des associés, et que de même, les statuts stipulent expressément que l'assemblée générale qui décide l'acquisition d'un nouveau fonds de commerce de pharmacie, désigne en même temps à peine de nullité du vote, l'associé qui déposera son diplôme pour ce fonds.

En conséquence, si la Cour de cassation maintient dans toute leur rigueur les exigences de la Cour de Paris, il faudra demander au ministre de la Santé publique de prendre en application de la loi de germinal un décret établissant les points suivants :

a) Seules les trois premières conditions indiquées au début de ce paragraphe, seront exigées des sociétés possédant plusieurs officines;

b) Tout associé déposant son diplôme pour l'une d'elles devra être propriétaire d'au moins 1/20^e du capital social — ce qui écartera les contestations sur la sincérité de ces sociétés;

c) Dans le silence des statuts, la première assemblée générale désignera les associés titulaires des officines. Il devra en être de même à chaque nouvelle acquisition, l'assemblée devant en même temps qu'elle la décide, désigner l'associé qui déposera son diplôme. Seule l'assemblée générale sera compétente pour désigner ou remplacer un titulaire;

d) Tous les registres, papiers de commerce, étiquettes, enseigne, etc... de l'officine, devront porter de façon apparente le nom de la société et celui de l'associé qui a déposé son diplôme.

B. — Ce décret pourrait reconnaître la licéité du contrat de gérance libre ou salariée du fonds de commerce de pharmacie sous les conditions que j'ai déjà indiquées à la III^e partie chapitre 2, c'est-à-dire :

1^o En cas de mandat, le pharmacien-gérant est tenu personnellement de son activité professionnelle. Il engage la responsabilité du pharmacien-propriétaire sans que les clauses restrictives de ses pouvoirs soient opposables aux tiers et le propriétaire ne peut déposer son diplôme ailleurs;

2^o En cas de bail, cette faculté lui est laissée mais il reste caution de son locataire, quelles que soient les clauses du contrat intervenu entre eux;

3^o Le nom des deux diplômés : propriétaire et gérant, avec leurs qualités, doivent figurer de façon apparente

sur les registres, papiers de commerce, étiquettes, enseignes, etc.

Ainsi le pharmacien-propriétaire de l'officine ne serait pas tenu, en cas de gérance, d'exercer personnellement sa charge, mais en contre-partie, les garanties des tiers seraient augmentées du fait qu'il y aurait deux diplômés responsables au lieu d'un seul.

CHAPITRE II

MODIFICATIONS A LA RÈGLE DE L'INDIVISIBILITÉ DU DIPLOME ET DE L'OFFICINE

C'est cette troisième règle légale qui appelle le plus de retouches, mais avant de les exposer il faut déterminer le contenu exact de cette règle.

Le diplômé doit être à la fois maître absolu de l'officine et indéfiniment responsable de son activité.

La jurisprudence est formelle : je citerai par exemple un attendu de l'arrêt de la Cour de Paris du 29 décembre 1893 qui a été souvent reproduit dans les décisions postérieures, l'arrêt en question ayant été confirmé par la Cour de cassation (1).

« ...Attendu que l'intérêt de la santé publique s'op-
« pose à toutes les combinaisons, quels qu'en soient le
« titre et la forme, dans lesquelles le pharmacien ne
« serait pas le maître absolu de l'officine, non seulement
« au point de vue technique, mais encore au point de vue
« commercial et financier et dans lesquelles sa liberté
« d'action pourrait être entravée dans une mesure
« quelconque par une intervention intéressée... »

et parmi les décisions récentes :

(1) Req., 21 juin 1898.

Le jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 4 décembre 1929 :

« ...Attendu qu'en interdisant la préparation et la
« vente des médicaments par des personnes autres que
« des pharmaciens la loi a eu en vue l'intérêt de la santé
« publique, que pour sa sauvegarde il importe que les
« préparations pharmaceutiques soient faites suivant les
« règles de l'art par des personnes compétentes ayant
« l'indépendance absolue nécessaire pour que leur res-
« ponsabilité reste entière.

« Attendu que si en l'espèce la fabrication et l'explo-
« tation du produit susvisé qui est incontestablement
« un produit pharmaceutique, était dans les attributions
« du seul pharmacien L... qui avait à ce sujet des pou-
« voirs illimités et sans réserve, son indépendance et sa
« liberté d'action n'étaient pas absolues... »

L'arrêt de la Cour de Paris du 23 juillet 1930 (v. ch. 1)
et l'arrêt de la même Cour du 18 juin 1934 :

« ...Considérant qu'il résulte de la combinaison des
« articles 1, 2 et 6 de la déclaration du Roi du 25 avril 1777
« et des articles 25 et suivants de la loi du 21 germinal
« an XI, que nul ne peut ouvrir une officine de pharmacie
« s'il n'est à la fois propriétaire du fonds et aussi muni du
« diplôme de pharmacien.

« Que ce législateur a voulu en exigeant que le phar-
« macien diplômé fût en même temps propriétaire de son
« fonds, lui assurer une indépendance absolue dans
« l'exercice de sa profession et corrélativement de lui
« imposer à l'égard des tiers une responsabilité person-
« nelle, entière et sans restriction... »

Aucun doute n'est donc possible. Encore faut-il savoir
dans quels cas le pharmacien peut être considéré comme

maître absolu de son officine et à quelles conditions sa responsabilité reste « à l'égard des tiers, personnelle, entière et sans restriction ».

C'est ce dernier point que j'examinerai tout d'abord.

§ 1. — En quoi consiste la responsabilité du pharmacien.

I. M. LE PROFESSEUR RENARD consacre à cette question cinquante pages de son ouvrage classique (1).

Voici un bref résumé de ses développements :

Les pharmaciens encourent des responsabilités de trois ordres : celles du droit commun, celles résultant de l'obligation au secret professionnel, et celles venant des règles spéciales à la profession pharmaceutique qui concernent la tenue générale de l'officine, la conservation et la délivrance des médicaments.

1^o Responsabilités de droit commun.

Ce sont celles qui résultent d'infractions aux textes suivants :

a) *Homicide et blessures par imprudence*. Le terme « blessure s'entend au sens large de tout dommage à la santé d'autrui dont le pharmacien est la cause, par exemple à la suite d'une erreur dans le dosage d'un produit toxique.

Ce sont les articles 319 (2) et 320 (3) du Code pénal

(1) Renard (*op. cit.*), p. 138 à 189. On y trouvera le détail des infractions et de leurs sanctions.

(2) Code pénal, art. 319 : « Quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide, ou en aura été involontairement la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 600 francs. »

(3) Code pénal, art. 320 : « S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, le coupable sera puni de six jours

qui sont en jeu, combinés avec l'article 1382 (4) du Code civil, texte général sur la responsabilité civile qui conduit à la condamnation aux dommages-intérêts.

M. Renard souligne que l'infraction peut résulter soit d'un fait positif, soit d'une omission, maladresse, négligence ou inadvertance; qu'elle peut provenir d'un manquement à une règle précise ou à une obligation générale de la profession et qu'il peut y avoir en même temps infraction à deux textes, par exemple à l'article 320 du Code pénal et à la législation des toxiques. Ces observations s'appliquent à toutes les infractions sauf dispositions contraires des textes;

b) *Législation sur les fraudes.* — La loi du 1^{er} août 1905 punit notamment la tromperie et la tentative de tromperie sur toute marchandise, la fabrication des aliments, médicaments et produits naturels, la mise en vente de tels produits et leur détention sans motifs légitimes.

La loi est plus sévère quand il s'agit de médicaments, c'est ainsi qu'elle punit « ...ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées » (art. 3) et ceux qui sans motifs légitimes en seront trouvés détenteurs (art. 4) sans exiger comme pour

à deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 francs à 100 francs ou à l'une de ces deux peines seulement. »

Nota : Aux amendes s'ajoutent les décimes qui les augmentent beaucoup.

(4) Code civil, art. 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. »

Code civil, art. 1383 : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. »

Nota : La tendance législative (ex. : loi sur les accidents du travail) et jurisprudentielle est de lire l'article 1382 comme s'il y avait « par le fait » au lieu de « par la faute », c'est-à-dire de condamner à des dommages-intérêts, même en l'absence de toute faute. C'est la théorie du *Risque*.

les autres marchandises la connaissance de la falsification;

c) *Exercice de la Médecine.* — Ce sont les faits qui constituent un exercice illégal de la médecine au sens de l'article 16 de la loi du 30 novembre 1892;

d) *Protection de la natalité.* — Code pénal, article 317 (modifié par la loi du 27 mars 1923) sur l'avortement. Loi du 31 juillet 1920 sur la provocation à l'avortement. Loi du 19 avril 1923 sur la propagande anticonceptionnelle.

2° Secret professionnel.

Le pharmacien y est tenu en vertu de l'article 378 du Code pénal (5) dans la même mesure que le médecin, et la jurisprudence se montre sévère dans l'évaluation des dommages-intérêts.

3° Responsabilités propres à la profession pharmaceutique.

Ce sont celles qui résultent :

a) De la distribution de drogues sur la voie publique (art. 36 de la loi de germinal);

b) De l'exercice dans l'officine d'un commerce non-pharmaceutique (art. 32 de la loi de germinal);

c) D'infractions à la législation des toxiques (fabrication, étiquetage, possession, délivrance, etc...);

(5) Code pénal, art. 378 : « Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 100 à 500 francs. »

d) Du refus de délivrer un médicament s'il y a « abus du droit » (art. 1382 et 1383 du Code civil);

e) De la délivrance de médicaments sans ordonnances (art. 32 de la loi de germinal) ou de remèdes secrets (art. 36 modifié par le décret du 13 juillet 1926);

f) De la délivrance de médicaments non-conformes au Codex (art. 32 ci-dessus) soit quant à leur composition (s'il y a fraude la loi du 1^{er} août 1905 joue aussi) soit quant à leur étiquetage.

II. ON PEUT CLASSER LES DIFFÉRENTES RESPONSABILITÉS QUI INCOMBENT AU PHARMACIEN SUIVANT UN AUTRE CRITÉRIUM; celui de savoir dans chaque cas en quelle qualité il est responsable.

On est ainsi conduit à les ranger en trois catégories qui ne sont pas les mêmes que celles indiquées par M. Renard.

A. — Responsabilités encourues en tant que pharmacien, c'est-à-dire que les autres professions ne connaissent pas, au moins avec le même contenu.

B. — Responsabilités existant dans d'autres professions mais aggravées dans le cas du pharmacien parce que la santé publique est plus particulièrement en jeu, que cela résulte des textes de loi ou du fait que le pharmacien est un professionnel averti.

C. — Responsabilités analogues à celles d'autres professions, sans conditions ni aggravations spéciales.

Dans ces trois groupes se trouvent à la fois des responsabilités pénales (provenant des lois répressives), des responsabilités contractuelles (Code civil, art. 1134) (6) et

(6) Code civil, art. 1134 : « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

des responsabilités civiles ou délictuelles (Code civil, art. 1382).

Deux d'entre elles visées par le même texte de loi peuvent être dans deux catégories différentes.

Sans prétendre en donner la liste complète, je vais essayer d'indiquer les principales :

A. Responsabilités encourues en tant que pharmacien. —

1^o Ce sont d'abord celles que M. Renard classe dans sa 3^e catégorie et plus généralement celles qui résultent de la loi de germinal et des textes qui s'y rattachent : par exemple celles qu'encourt le pharmacien en constituant une société avec un non-diplômé ou en cumulant deux officines.

Il faut y ajouter :

2^o Celles provenant de la violation du secret professionnel;

3^o Celles résultant d'infractions aux lois sociales dans leurs parties relatives aux médicaments, par exemple à la suite de fournitures irrégulières à des assurés sociaux;

4^o Celles venant de compérage avec un membre du corps médical;

5^o Celles dues à une résistance à l'Inspection des pharmacies.

B. Responsabilités encourues en tant que professionnel averti. — Elles proviennent d'infractions :

1^o Aux articles 319 et 320 du Code pénal (homicide et blessures par imprudence).

Elles ne peuvent être révoquées que par leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi. »

Code civil, art. 1135 : « Les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature. »

2° A l'article 419 du Code pénal (délit de coalition) (7);

3° A l'article 475-12° du Code pénal (refus de médicaments réquisitionnés en cas de calamité publique) (8);

4° A la loi sur les fraudes (9) (plus sévère lorsqu'il s'agit de médicaments);

5° Au décret du 12 janvier 1922 (qui régit l'application de cette loi aux eaux minérales);

6° Aux lois sur la protection de la natalité (v. ci-dessus);

7° A la loi sur l'exercice de la médecine (exercice illégal);

8° A la loi du 15 juin 1934 (préparation, etc., des sérums);

9° Aux lois sur la propriété industrielle, lorsqu'elles comportent *des règles spéciales pour la pharmacie*, par exemple :

a) L'indication qu'un remède est breveté alors que la loi du 5 juillet 1844 lui refuse la brevetabilité;

b) La contrefaçon ou l'imitation frauduleuse d'une

(7) Code pénal, art. 419 : « Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et libre du commerce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus et d'une amende de 500 à 10.000 francs. Les coupables pourront être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. »

(8) Code pénal, art. 475 : « Seront punis de l'amende depuis 6 francs jusqu'à 10 francs inclusivement... 12° ceux qui le pouvant auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités ainsi que dans les cas de brigandage, pillage, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire. »

(9) Les principaux articles figurent au Codex.

marque pharmaceutique (loi du 23 juin 1857 précisée par la jurisprudence);

c) L'emploi d'un signe prohibé, tel que la Croix-Rouge (loi du 24 juillet 1913);

d) L'abus du nom d'un médecin en relatant son opinion sur un médicament alors qu'il ne l'a pas exprimée publiquement ou qu'il n'a pas autorisé le pharmacien à en faire usage;

e) Les actes de concurrence déloyale, c'est-à-dire ayant pour but de créer une confusion avec une autre firme pharmaceutique ou avec ses produits, ou de dénigrer l'une ou les autres;

f) Les atteintes au nom commercial (loi du 24 juillet 1824);

g) Les fausses indications d'origine (loi du 6 juillet 1919 et celles qui l'ont complétées, notamment la loi générale du 26 mars 1930) (10).

— Ou encore des responsabilités contractuelles telles que celles résultant d'accidents survenus à un stagiaire.

Ou de l'inexécution d'un contrat de fourniture de médicaments à des malades individuels ou groupés ou encore à des établissements hospitaliers, etc...

Il convient de faire ici trois remarques :

a) On objectera peut-être que je me suis montré trop large dans l'énumération des responsabilités de la 2^e catégorie et que par exemple, l'atteinte au nom commercial d'un autre pharmacien n'est guère différente de ce qu'elle serait dans une autre profession.

Si j'ai autant étendu cette 2^e catégorie, c'est que j'ai voulu y grouper toutes les responsabilités du diplômé où

(10) Voir Annexe VI.

l'intérêt de la santé publique, sans être aussi apparent que dans celles de la 1^{re} catégorie, est néanmoins toujours présent ou sous-jacent.

Ainsi je considère comme plus grave la contrefaçon d'une marque apposée sur un médicament que si elle revêtait un aliment, et cela non seulement par analogie avec certains textes comme la loi sur les fraudes, mais surtout par les conséquences dommageables pour la santé des malades, que de telles infractions peuvent entraîner.

J'ai voulu que n'échappe à cette seconde catégorie, aucune responsabilité que la considération même indirecte, même implicite de la santé publique soit susceptible de « teinter », d' « éclairer » d'une façon particulière, et cela quand bien même les textes ne font aucune distinction.

b) L'intérêt de ne pas confondre les catégories 1 et 2, est que les tribunaux ne manquent pas de sanctionner plus sévèrement les responsabilités que le diplômé encourt en tant que pharmacien.

c) La responsabilité pénale, civile ou contractuelle du diplômé doit s'entendre non seulement de son chef mais aussi du fait de ses préposés, ceux-ci n'étant poursuivis que comme complices, car, dit M. Renard « la pharmacie s'absorbe dans le pharmacien ».

C. Responsabilités analogues à celles d'autres professions, par exemple commerciales ou industrielles.

Quelques brèves indications suffiront.

1^o a) Par exemple si le pharmacien au cours d'une discussion blesse accidentellement un client ou un fournisseur, l'article 320 du Code pénal pourra s'appliquer, mais

il ne l'atteindra ni en tant que pharmacien, ni en tant que professionnel averti, la santé publique n'étant pas ici en jeu.

b) De même la fraude sur une substance non médicamenteuse relève des articles généraux de la loi du 1^{er} août 1905 les lois pénales étant d'interprétation étroite.

Je citerai encore :

2° La violation du secret de fabrique (Code pénal, art. 418) et la concurrence déloyale par détournement d'un employé;

3° Les atteintes à la propriété artistique (décret du 19 juillet 1793) ou à celle des dessins et modèles déposés (loi du 14 juillet 1909).

4° Les infractions :

a) Au Code du Travail (repos hebdomadaire, loi de 8 heures, renvoi abusif d'un salarié, délai-congé, etc...);

b) Aux lois sociales (assurances sociales, assistance, emploi des mutilés, etc...) où le diplômé intervient non comme pharmacien, mais comme patron, au même titre qu'un employeur quelconque;

c) Aux lois sur les syndicats professionnels.

5° L'inobservation quant au bail de l'officine des règles posées par les diverses lois sur les loyers;

6° Les infractions aux dispositions du Code des Impôts et plus généralement aux lois fiscales, en ce qui concerne le fonds de commerce de pharmacie, la taxe à la première vente n'étant qu'une modalité de la taxe générale sur le chiffre d'affaires;

7° Les infractions aux lois sur les sociétés, si l'officine appartient à une société licite, telles que violation de la loi ou des statuts, fautes de gestion, etc...

— Ou encore, les responsabilités résultant de l'inexé-

cution des contrats tels que ceux qui lient le diplômé :

A son propriétaire ou à ses sous-locataires;

A ses fournisseurs, même diplômés, comme le non-paiement d'une marchandise commandée et reçue sans réserve;

A ses confrères, comme le refus d'exécuter une commande acceptée ou l'inobservation du contrat de réglementation, la vente à prix marqué n'ayant rien de spécifiquement pharmaceutique.

La liste n'est pas épuisée. Ce que j'ai tenu à souligner c'est qu'il s'agit dans cette 3^e catégorie de responsabilités que le diplômé encourt dans l'exercice de sa profession mais non en tant que pharmacien ou que professionnel averti.

III. ENVERS QUI LE PHARMACIEN EST-IL RESPONSABLE? ou, pour employer le langage juridique, quels sont les tiers que la loi a voulu spécialement protéger?

Le problème des tiers est l'un des plus épineux du Droit. C'est un terme que l'on rencontre souvent dans les codes, mais il n'a pas toujours le même contenu juridique d'un article à l'autre.

C'est son acception par rapport aux responsabilités du pharmacien que je vais essayer de dégager.

Les classifications de la science juridique ne donnent pas la réponse : d'une part l'article 1382 du Code civil joue au profit de la victime d'une infraction pénale en lui donnant droit aux dommages-intérêts; et d'autre part « il n'y a pas de différences fondamentales entre les deux ordres de responsabilités » (11) civile ou délictuelle et contractuelle. Elles sont « rationnellement régies par les

(11) H. Mazeaud. *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1929, n° 3.

mêmes principes parce que l'idée de responsabilité est une. Elle est la sanction de la faute qui consiste à n'avoir pas rempli une obligation » (12).

« La victime ne peut se placer sur le terrain contractuel que si elle a passé un contrat valable avec l'auteur du dommage et si le préjudice dont elle souffre provient de l'inexécution du contrat. En principe elle peut toujours se placer sur le terrain délictuel. Mais il est certain cas où elle n'en a pas le droit. Non point chaque fois qu'elle a passé un contrat avec l'auteur du dommage, mais chaque fois que dans ce contrat les parties ont entendu interdire tout recours aux articles 1382 et suivants » (13) du Code civil.

Le problème a été exactement posé par la Cour de Paris dans son arrêt du 18 juin 1934 :

« La Cour

.....
« Considérant...

« Que ce législateur (de germinal) a voulu en exigeant
« que le pharmacien diplômé fût en même temps pro-
« priétaire de son fonds, lui assurer une indépendance
« absolue dans l'exercice de sa profession et corrélati-
« vement lui imposer, à l'égard des tiers, une responsabi-
« lité personnelle, entière, et sans restrictions.

« Considérant qu'une société à responsabilité limitée
« qui, par sa définition même est une société dans la-
« quelle aucun des associés n'est tenu au delà de sa mise
« (art. 1^{er} de la loi du 7 mars 1925) ne satisfait évidem-
« ment pas aux conditions ci-dessus énoncées.

« Considérant, il est vrai, que dans l'espèce, la société

(12) P. Esmein, *id.*, 1933, n° 3.

(13) Mazeaud, *loc. cit.*

« formée entre les parties ne comporte que deux associés,
« tous deux d'ailleurs pharmaciens diplômés lesquels sont
« en même temps seuls cogérants et qu'en cette dernière
« qualité, S... et V... aux termes de l'article 25 de la loi
« précitée, comme de l'article 17 de leurs statuts, sont
« responsables conformément au droit commun indivi-
« duellement ou solidairement suivant les cas, envers la
« société et envers les tiers, soit des infractions aux dispo-
« sitions de la loi, soit des violations des statuts, soit des
« fautes commises par eux dans leur gestion.

« Mais, considérant que cette énumération même n'em-
« brasse pas toutes les responsabilités qui peuvent éven-
« tuellement incomber à des pharmaciens.

« Que pour ne citer qu'un exemple, la responsabilité
« civile de la société pourrait en dehors de toute faute
« des gérants se trouver engagée par le fait de ses pré-
« posés et qu'en pareil cas les tiers n'ayant de recours que
« contre la société elle-même, S... et V... ne seraient tenus
« qu'en leur qualité d'associés c'est-à-dire que jusqu'à
« concurrence de leurs mises... »

Que peut-on déduire de ces considérants?

1° La responsabilité du pharmacien est la contre-par-
tie voulue par la loi de son indépendance absolue.

On retrouve cette affirmation dans d'autres décisions,
par exemple dans le jugement du Tribunal de commerce
de la Seine, en date du 4 décembre 1929, que j'ai cité au
début de ce chapitre.

Il ne peut donc subsister aucun doute à cet égard. Mais
de cette corrélation même, on peut tirer cette idée que la
loi n'exige la « responsabilité personnelle, entière et sans
restrictions » que dans les limites de l'exercice de la phar-
macie par le diplômé, c'est-à-dire lorsqu'il agit en tant

que pharmacien ou que l'intérêt de la santé publique est en jeu.

Les termes formels de l'arrêt précité imposent que ces expressions soient prises dans leur sens le plus large : le pharmacien doit être responsable *ad infinitum* chaque fois qu'il intervient, si peu que ce soit, en tant que pharmacien ou qu'il y va de l'intérêt de la santé publique, même par voie indirecte ou implicite.

A contrario, la loi n'exige ni indépendance absolue ni pleine responsabilité du diplômé lorsqu'il n'agit plus comme pharmacien ou comme professionnel averti mais en tant que citoyen, contribuable, commerçant, patron, etc...

C'est ce que veut dire l'arrêt :

« Mais considérant que cette énumération même n'em-
« brasse pas toutes les responsabilités qui peuvent éven-
« tuellement incomber aux pharmaciens.

« Que pour ne citer qu'un exemple, la responsabilité
« civile... »

Ce sont bien les responsabilités qui peuvent éventuellement incomber aux pharmaciens en tant que pharmaciens, l'exemple donné par la Cour le prouve clairement.

Cet arrêt donne la réponse à la question posée : Les tiers que la loi entend protéger spécialement contre toute atteinte même éventuelle, sont avant tout les malades et plus généralement tous ceux qui, la santé publique étant en jeu fût-ce implicitement, se trouvent dans leurs rapports avec le diplômé en état d'infériorité vis-à-vis de lui du fait qu'ils ne sont pas, comme lui, des professionnels avertis.

2° Dans une société pharmaceutique licite, le gérant

qui a déposé son diplôme agit ès-qualité, c'est-à-dire au nom de la société.

Il en résulte que si le pharmacien conserve la totalité de sa responsabilité pénale, une société ne pouvant être frappée de peines affectant la personne physique, la responsabilité civile ou contractuelle venant de son fait retombe sur la société qui sera condamnée aux dommages-intérêts (et éventuellement à l'amende) c'est l'application au cas particulier, des règles de la responsabilité des sociétés.

3^o La Cour en déduit que si le pacte social limite la responsabilité venant du fait du gérant, la société est incompatible avec la loi de germinal et qu'elle ne peut licitement posséder d'officine.

Elle étend même cette interdiction à toute société à responsabilité limitée, en raison de sa définition légale; *a foriori*, toute société anonyme se trouve donc prohibée.

Mais elle corrige le caractère trop absolu de son affirmation par l'examen approfondi des status notamment au point de vue de la responsabilité des gérants.

Si les termes du pacte social ne pouvaient en aucun cas avoir une influence quelconque sur la licéité de la société, la Cour ne les aurait pas examinés au point de vue de la responsabilité et la seule constatation qu'il s'agissait d'une société pharmaceutique sous forme de société à responsabilité limitée lui aurait suffi à la déclarer nulle.

De sorte qu'on peut inférer des termes mêmes de l'arrêt, que si en principe, la société à responsabilité limitée est interdite, cette prohibition ne s'applique qu'autant que les statuts ont été rédigés, notamment quant à la responsabilité des gérants, dans la forme courante, comme s'il s'agissait d'une autre industrie — l'arrêt cite

les responsabilités écrites dans l'article 25 de la loi du 7 mars 1925 qu'ils reproduisaient — et qu'autant que les clauses relatives à la responsabilité pharmaceutique rendent celle-ci inapte à satisfaire les exigences de la loi de germinal.

Par conséquent si le pacte social d'une telle société répondait clairement et complètement à toutes ces exigences, la Cour ne pourrait logiquement que la déclarer licite du chef de la responsabilité des associés (14).

4° Je ne prétends certes pas qu'il ne pourrait en être autrement, mais ce que je veux faire ressortir c'est que la jurisprudence, même la plus rigoureuse ne me semble pas condamner la société à responsabilité limitée — donc également la société anonyme — *in abstracto* et *a priori*, mais bien parce que dans l'espèce examinée les statuts n'étaient pas conformes aux exigences de la loi de germinal.

J'ai indiqué quelles sont les responsabilités du diplômé en tant que pharmacien et en tant que professionnel averti et je me suis montré particulièrement large dans leur énumération d'ailleurs simplement indicative et nullement limitative.

Je crois donc que serait licite et pourrait être déclarée telle par les tribunaux, une société à responsabilité limitée ou une société anonyme entre diplômés dont les statuts préciseraient que les gérants, les membres du Conseil de surveillance ou du Conseil d'administration, etc... conservent leur responsabilité pleine, entière et sans restriction dans tous les cas où celle-ci se trouve engagée du fait du diplôme ou de la santé publique, et qui énumé-

(14) La Cour annulait la société visée pour d'autres motifs. V. ch. I

rerait, à titre de liste indicative et non limitative, les principaux chefs de cette responsabilité, les autres associés n'étant tenus dans tous les cas (sauf ingérence dans la direction de l'affaire) que jusqu'à concurrence de leurs mises.

Je vais donc encore plus loin que la Cour de Paris dont l'arrêt précité ne semble exiger la pleine responsabilité que des gérants qui déposent leurs diplômes. Mais je crois que cette extension est indispensable pour que la société soit jugée licite.

La société conserverait de la sorte son caractère quant aux associés qui ne sont ni gérants, ni administrateurs et quant à ceux-ci, chaque fois que la loi de germinal prise dans son extension la plus large n'exige pas leur pleine et entière responsabilité pour la protection intégrale de la santé publique entendue *lato sensu*, c'est-à-dire pour la sauvegarde même éventuelle des tiers qu'elle a entendu protéger spécialement, les malades présents ou futurs.

La question de savoir s'il y a dans un cas déterminé responsabilité pharmaceutique ou non ne serait qu'une question de fait soumise à l'appréciation des tribunaux de droit commun.

En outre le gérant ou l'administrateur qui cesse ses fonctions resterait tenu du fait de sa responsabilité de diplômé ou de professionnel averti, pour les actes accomplis durant sa gestion, son remplacement ne pouvant nuire aux tiers envers qui la société reste, bien entendu, engagée (15).

Ainsi seraient satisfaits à la fois, la règle d'ordre

(15) C. Rouen, 4 juin 1934 (à propos d'une société en commandite par actions transformée en société anonyme, le gérant étant devenu simple actionnaire).

public, supérieure à tout contrat, de l'entière responsabilité du diplômé, et le vœu de l'industrie pharmaceutique de pouvoir licitement constituer des sociétés à responsabilité limitée ou des sociétés anonymes.

Si elle en a le désir, ce n'est nullement dans le but d'échapper à cette règle d'ordre public, mais bien pour limiter aux mises sociales les risques de perte que le développement purement commercial et industriel, et non spécifiquement pharmaceutique, d'une affaire, tant en France qu'à l'étranger, peut rendre trop considérables si tous les associés devaient dans tous les cas être intégralement tenus sur tous leurs biens.

J'ajoute que dans l'incertitude du sort que feraient les tribunaux à la construction juridique que j'ai essayé d'établir et aussi en raison d'incidences fiscales toujours possibles, il serait souhaitable qu'un décret pris en application de la loi de germinal précise les conditions requises pour que soit licite une société pharmaceutique et spécialement une société à responsabilité limitée ou une société anonyme (16).

§ 2. — En quoi consiste la maîtrise absolue de l'officine.

I. AU COURS DU PRÉSENT TRAVAIL, je me suis surtout attaché à l'état actuel des problèmes posés par l'exercice de la Pharmacie dans l'industrie pharmaceutique et j'ai délibérément laissé de côté leur historique.

A. — Mais pour rendre plus clairs les développements qui vont suivre, je crois devoir rappeler sommairement comment la Cour de cassation a dégagé des textes la

(16) Ce décret pourrait s'inspirer utilement du nouveau régime tunisien. V. Annexe V.

notion juridique de la maîtrise absolue de l'officine.

Je ne discuterai pas le bien-fondé de cette construction jurisprudentielle, le débat est encore ouvert (1) mais il se place en dehors du cadre que je me suis tracé.

L'article 2 de la déclaration royale du 25 avril 1777 est ainsi conçu :

« Lesdits privilégiés, titulaires de charges et qui, à ce titre sont réunis, ne pourront se qualifier de Maîtres en pharmacie et avoir laboratoire et officine à Paris que tant qu'ils posséderont et exerceront personnellement leurs charges; toute location ou cession de privilège étant et demeurant interdite à l'avenir sous quelque prétexte et à quelque titre que ce soit. »

Et l'article 19 des lettres patentes du 10 février 1780 dit :

« Les maîtres apothicaires ne pourront former de sociétés ouvertes qu'avec les maîtres de ladite profession. »

Quant à la loi de germinal elle ne traite pas directement de la question. L'article 25 dispose :

« Nul ne pourra obtenir patente pour exercer la profession de pharmacien, ouvrir une officine de pharmacie, préparer, vendre et débiter aucun médicament, s'il n'a été reçu suivant les formes voulues jusqu'à ce jour ou s'il ne l'est dans une des écoles de pharmacie ou par l'un des jurys, suivant celles qui seront établies par la présente loi et après avoir rempli les formalités qui y sont prescrites. »

Et la Cour de cassation a décidé notamment dans l'arrêt Raspail du 23 août 1860 et dans celui du 31 mai

(1) Cf. le cours de M. Honnorat et Schneider *op. cit.*, I^{re} partie. On trouvera à l'Annexe VII, un bref résumé des pertinentes critiques de M. Honnorat.

1862 (sur pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Riom du 22 février 1862) que, les articles 29 et 30 renvoyant « aux lois existantes de la jurisprudence actuelle » et « aux lois antérieures » qui n'étaient pas en contradiction avec elle, les textes de 1777 et 1780 notamment se trouvaient maintenus et que le décret du 14-17 avril 1791 qui ne rétablissait la réglementation antérieure que : « jusqu'à ce qu'il ne soit statué par une loi nouvelle » était toujours en vigueur dans le silence de la loi de germinal.

Depuis lors la loi du 25 juin 1908 a supprimé des articles 29 et 30 le renvoi aux lois antérieures, mais la Cour de cassation a persisté dans sa doctrine (2) et la jurisprudence s'est définitivement fixée dans ce sens.

Voici quelques décisions récentes annulant des sociétés entre diplômés et non-diplômés.

Tribunal de Commerce de la Seine, 4 décembre 1929 :

« ...Attendu que..., la société à responsabilité limitée
« étant gérée par L... (le diplômé) avec les pouvoirs les
« plus étendus, ce pour toute la durée de la société, lesdits
« pouvoirs ne pouvant prendre fin sans son consente-
« ment que pour cause dûment constatée de nature à
« causer préjudice à la société, telle que malversations,
« usage de la signature sociale pour ses propres affaires,
« abandon de son poste de gérance pour une cause
« quelconque pendant plus de six mois consécutifs... »

Le tribunal énonce ici les principes — j'ai déjà cité ces attendus au début du présent chapitre — puis il ajoute :

« ...Attendu... que R... (le non-diplômé) pouvait inter-
« venir, sinon dans la partie technique de la fabrication

(2) Cf. C. Angers, 19 mai 1929 statuant après cassation (22 novembre 1927)

« et de l'exploitation commerciale, tout au moins dans
« toutes les opérations, mobilières, immobilières, finan-
« cières, commerciales, industrielles, en vue de la réali-
« sation de cette fabrication et de cette exploitation com-
« merciale;

« Attendu qu'en l'espèce, L... ayant des obligations
« envers son associé, et sa liberté d'action pouvant être
« entravée par une intervention de sa part, le but cherché
« par la loi n'est pas atteint; que la conséquence susvisée
« est une conséquence illicite et nulle, l'associé non-phar-
« macien s'étant réservé un droit de contrôle et de colla-
« boration pouvant compromettre l'indépendance abso-
« lue du gérant... »

Cour de Paris 23 juillet 1930 — c'est un arrêt dont on dit qu'il « fait jurisprudence ». — La Cour avant de le rendre avait entendu les conclusions longuement motivées de M. l'avocat général Chartrou dont j'extraits les passages suivants :

« ...Deux thèses se heurtent : la thèse absolue et la
« thèse qu'on pourrait appeler la thèse de l'adaptation
« aux nouvelles conditions économiques.

« La thèse absolue appliquée à la lettre amènerait à
« décider qu'il est interdit de constituer une société quel-
« conque pour l'exploitation d'une officine ou d'une mai-
« son de produits pharmaceutiques. En effet, l'officine ou
« la maison de produits pharmaceutiques est propriété de
« la société personne morale, tandis que son exploitation
« est assurée par des gérants dont la personnalité est dis-
« tincte de celle de la société. Mais pareille interpréta-
« tion du principe est apparue vraiment trop étroite et
« inacceptable et elle a été écartée.

« Il ne paraît pas toutefois qu'on puisse aller plus loin,

« et le principe posé exige tout au moins que soient seules
 « considérées comme régulières les sociétés dont tous les
 « associés gérants ou non-gérants sont diplômés...

« Examinons la thèse de l'adaptation : le règlement de
 « 1777 et la loi de germinal n'ont pu prévoir la nécessité
 « qu'est devenue, au point de vue commercial, la consti-
 « tution de sociétés... Il (le juge) doit aller plus loin (que
 « d'admettre les seules sociétés entre diplômés) et recon-
 « naître la régularité des sociétés en commandites ou par
 « actions, à la condition expresse que tous les gérants ou
 « administrateurs soient diplômés. Ainsi du reste, il n'ira
 « pas à l'encontre des textes car le gérant sera proprié-
 « taire pour partie, c'est-à-dire co-propriétaire de l'offi-
 « cine et le but cherché par la loi sera respecté parce que
 « les gérants ou administrateurs dirigent seuls la société
 « et ont à l'égard des autres associés une indépendance
 « suffisante (3).

.
 « Le juge doit appliquer la loi telle qu'elle est. Et s'il
 « peut quelquefois l'interpréter en tenant compte de
 « l'évolution sociale, il ne peut le faire qu'à la condition
 « de ne pas violer ses dispositions. Or je crois que ce
 « serait violer ses dispositions que d'admettre la régula-
 « rité d'une société constituée comme l'a été la société
 « incriminée... »

(3) C'est ici le lieu de remarquer que la nullité d'une société entre di-
 plômés et non-diplômés est rarement soulevée par le Tribunal, le minis-
 tère public ou un tiers quelconque, — ce qui pourrait être puisqu'il s'agit
 d'une nullité absolue, — mais qu'elle est généralement arguée soit par un
 tiers qui ne veut pas exécuter une obligation qu'il a contractée vis-à-vis
 de la société, soit par un fraudeur pour échapper à une poursuite, soit
 même par l'un des associés qui cherche à rompre le pacte social et à re-
 prendre ses apports. Autre conséquence peu équitable de la rigidité des
 textes et de la rigueur de la jurisprudence!

Et la Cour a annulé ladite société :

« Considérant... qu'initialement constituée sous la
« forme d'une société en nom collectif entre trois per-
« sonnes pourvues du diplôme de pharmacien, elle est, à
« la suite de décès et d'actes modificatifs, devenue une
« société en commandite entre deux pharmaciens seuls
« associés gérants responsables et diverses personnes non-
« diplômées commanditaires... »

La Cour rappelle ensuite les principes et précise qu'ils s'appliquent à la vente en gros (j'ai reproduit ce considérant de l'arrêt au début du ch. 1), puis elle continue :

« Considérant qu'aux termes de cette législation, nul ne
« peut tenir une officine de pharmacie s'il n'est en même
« temps propriétaire de la pharmacie et muni du diplôme
« de pharmacien, que si la mise en société d'une pharma-
« cie peut être jugée licite, les droits de propriété et leur
« exercice se trouvant en fait appartenir à des personnes
« légalement aptes à la profession, l'association est con-
« traire à la loi si inversement elle a lieu entre pharma-
« ciens et non-pharmaciens ;

« Considérant que les intimés objectent que dans la
« société en commandite simple dont ils font partie, la
« gérance appartient exclusivement à des diplômés, que
« les non-diplômés ne peuvent intervenir en quoi que ce
« soit dans l'administration de la société, que dans toutes
« leurs relations avec la société, ils doivent être repré-
« sentés par un des gérants et qu'ainsi ils ne seraient que
« de simples bailleurs de fonds.

« Mais considérant que leur qualité d'associés ne les
« investit pas moins d'un droit de contrôle, de surveil-
« lance et de conseil qui même exercé indirectement et
« par mandataire, est propre à leur assurer, sur les déci-

« sions du gérant, une influence d'autant plus puissante
 « que leur part de commandite serait plus élevée; que
 « toute combinaison de personnes ou de capitaux qui
 « aboutit à faire dépendre la préparation et la diffusion
 « des produits pharmaceutiques directement ou indirectement de personnes incompétentes, contredit à une
 « législation qui dans un intérêt d'ordre public a eu pour
 « but de les écarter de ce commerce spécial.

« Considérant que, aussi inutilement, il est tiré argument de l'ancienneté d'une législation qui n'est plus en
 « harmonie avec les conditions économiques actuelles,
 « imprévisibles au moment où la loi a été élaborée et qui
 « imposent désormais à tout commerçant de recourir à
 « l'association s'il a le souci de développer ses moyens
 « financiers dans la mesure indispensable à la vie de son
 « entreprise; que s'il importe en effet que l'application
 « que fait le juge des textes anciens évolue et s'adapte
 « aux nécessités du présent, cette application ne doit pas
 « moins rester conforme à l'esprit qui a inspiré la législation... »

On ne saurait être à la fois plus clair et plus précis (4).

Le tribunal correctionnel de la Seine s'est appuyé sur des attendus dans le même sens (jugements des 6 mars 1930, 23 janvier 1931 et 1^{er} juin 1933) pour déclarer :

« Attendu... que... en permettant la cession des parts à
 « des tiers, les inculpés n'ont eu d'autre but que de tourner la loi sur la pharmacie... »

Le Tribunal de Commerce de la Seine a de même déclaré nulle de nullité absolue une association en participation entre diplômé et non-diplômé où celui-ci n'inter-

(4) M^e Bogelot a excellemment commenté cet arrêt dans le *Bulletin des Sciences Pharmacologiques*, t. XXXVII, n^o 12, décembre 1930.

venait que dans la publicité (jugement du 24 octobre 1932).

Le Tribunal de Lyon a annulé pour les mêmes motifs une société anonyme entre diplômés et non-diplômés (jugement du 23 janvier 1933).

On retrouve les mêmes considérants dans l'arrêt de la Cour de Paris du 25 juillet 1933 et dans celui du 18 juin 1934 que j'ai déjà cité.

La Cour de Bordeaux, dans son arrêt du 18 février 1936 valide un contrat entre diplômé et non-diplômé, parce qu'il n'y avait pas société en l'espèce, mais elle n'est pas moins nette :

« ...Attendu... qu'est ainsi prohibée toute association
« composée de pharmaciens et de non-pharmaciens,
« ceux-ci étant susceptibles de participer à sa gestion,
« c'est-à-dire de porter atteinte à la liberté d'action et à
« l'indépendance du pharmacien; que la convention
« intervenue entre dame Y... et D... (le diplômé) ne cons-
« titue pas une association de cette nature; qu'en effet,
« l'exploitation de la marque I... ne renferme que l'un des
« éléments d'une société commerciale la poursuite des
« revenus; que les termes de la convention excluent la
« participation de dame Y... aux aléas, c'est-à-dire aux
« pertes de ladite exploitation et laissent à la seule charge
« de D... toutes les dépenses de fabrication, de vente et
« de publicité, que dame Y... n'a droit qu'à une légère
« rémunération par unité de produits I... vendus; que
« dame Y... n'avait même pas à intervenir dans la tenue
« ou le contrôle de la comptabilité, les versements tri-
« mestriels étant effectués sur des relevés établis par
« D... seul; qu'ainsi l'indépendance de ce dernier était
« entière... »

B. — Quels enseignements peut-on tirer de cette jurisprudence en tous points concordante?

1^o Toute association entre diplômé et non-diplômé est nulle de nullité absolue, même si elle est occulte (Trib. Com. Seine, 1932).

2^o Cette prohibition provient de ce que la présence, dans la société, d'un non-diplômé est « susceptible... de porter atteinte à la liberté d'action et à l'indépendance du pharmacien » (C. de Bordeaux);

a) Même si celui-ci est seul gérant chargé de la partie technique et de l'exploitation commerciale avec des pouvoirs illimités et qu'il ne répond vis-à-vis de ses associés que de son dol ou de sa faute lourde (Trib. Commerce Seine, 1929);

b) Même si le non-diplômé n'est devenu associé qu'en qualité d'héritier d'un diplômé, s'il en est par exemple le conjoint survivant (C. Paris, 1930);

c) Même si dans tous leurs rapports avec la société les non-diplômés doivent être représentés par un gérant diplômé (C. Paris, 1930);

3^o Le seul fait que les parts peuvent être cédées à des non-diplômés, c'est-à-dire la simple possibilité qu'un non-pharmacien devienne associé suffit à annuler la société (Trib. Corr. Seine, 1933) — Cependant, comme je l'ai indiqué, la Cour de cassation semble moins sévère en ne voulant considérer comme répréhensible que l'infraction et non sa seule éventualité (5);

4^o La prohibition s'applique aussi bien à la pharmacie de détail qu'à la fabrique de produits pharmaceutiques (C. Paris, 1930);

(5) C. cass., 2 janvier 1935.

5° La société doit être sincère (Tr. Corr. Seine, 1933).

J'ai déjà examiné ces deux derniers points et je n'y reviens pas.

La jurisprudence est donc à la fois claire et rigoureuse et comme l'a écrit M. le Professeur Perreau (6) : « Afin que la loi procure au public son maximum de garantie en exigeant un diplôme spécial pour exercer la pharmacie, la jurisprudence exige ce diplôme pour tous les actes, aussi bien commerciaux que techniques rentrant dans l'exercice de cette profession et la qualité de propriétaire de l'officine de celui qui l'exploite. »

II. LE PROBLÈME REVIENT DONC A LA QUESTION SUIVANTE : Est-il possible en l'état actuel de la jurisprudence qu'un non-diplômé participe licitement aux bénéfices d'une officine, c'est-à-dire sans être l'associé du diplômé et sans porter atteinte à « la liberté d'action et à l'indépendance » de celui-ci (7).

Devant la concordance et la rigueur des décisions judiciaires, il semble bien que la négative s'impose. Je crois cependant avoir trouvé trois hypothèses où il n'en est pas ainsi.

1^{re} hypothèse : La communauté entre époux;

2^e — : L'indivision héréditaire;

3^e — : Les créances de bénéfices.

A. *La communauté entre époux.* — 1° La communauté des biens est le régime matrimonial de droit commun,

(6) Perreau, *op. cit.*

(7) Il s'agit ici de partage de bénéfices et non de rémunération basée sur le chiffre d'affaires qui a été jugée licite (en ce sens C. cass. crim., 5 juillet 1900; C. Dijon, 16 décembre 1910; C. cass., 18 février 1929; C. Bordeaux, 18 février 1936).

c'est-à-dire celui de tous les Français qui se marient sans contrat. Or, moins de 1/5^e des mariages sont accompagnés de contrat et la plupart du temps, trois fois sur quatre, le régime adopté est celui de la communauté réduite aux acquêts qui fait tomber en communauté les biens acquis pendant le mariage.

C'est-à-dire que dans la très grande majorité des cas, l'officine fait partie de la communauté conjugale, soit qu'il ne soit pas dressé de contrat de mariage, soit que le titulaire mari ou femme, l'apporte à la communauté, soit qu'il l'acquiert pendant le mariage (8), même si c'est la femme diplômée qui, exerçant une profession séparée, l'achète sur ses gains personnels, car les biens réservés sont communs.

Il y a d'ailleurs pour tous les biens des époux, présomption de communauté (Code civil, art. 1402 et 1499).

En effet les biens communs ne sont :

a) Ni la propriété du mari (contrairement à l'opinion de Troullier) sur laquelle la femme n'a qu'un droit latent de créance (opinion de Dumoulin) — Il en résulte que si c'est la femme qui apporte l'officine, son mari non-diplômé n'en devient pas propriétaire;

b) Ni une co-propriété des époux (opinion de Baudry-Lacantinerie et de nombreux auteurs contemporains), ni une copropriété en mains communes sans quote-part, sorte de « *gesammtehand* » du droit germanique; de sorte que si l'un des époux n'est pas diplômé il ne devient pas copropriétaire de l'officine;

(8) Afin de ne pas allonger ce très bref rappel des principes du Code civil, je laisse de côté les hypothèses telles que l'acquisition comme bien propre, comme remploi d'un propre ou d'un bien dotal, où l'officine ne tombe pas en communauté.

c) Ni une société de biens entre époux, avec ou sans personnalité civile, ni une société civile jouissant d'une personnalité civile atténuée, de sorte que le mari titulaire de l'officine ne l'est pas comme mandataire de la communauté.

La communauté, selon la forte expression de M. Capi-tant est « une institution originale que l'on cherche en vain à faire rentrer dans une institution plus large » et qui est « ce que l'ont faite les siècles et les besoins de chaque époque ».

C'est une indivision de nature spéciale, sans quote-part qui dure autant que le mariage et dont le Code civil a fixé les règles. Elle forme une universalité juridique distincte à la fois des biens propres du mari et de ceux de la femme, et la loi la traite comme un patrimoine séparé.

Aussi est-ce à bon droit que la jurisprudence a déclaré que l'officine tombe en communauté (9).

2^o La question qui se pose ensuite est de savoir si c'est l'officine elle-même qui tombe en communauté ou seulement sa valeur, par analogie avec l'office ministériel, étant donné que le fonds de commerce de pharmacie est un bien meuble d'une sorte à part et que dans les deux cas des titres universitaires sont exigés des titulaires (10).

Mais l'analogie est inexacte : l'officier ministériel est un fonctionnaire public nommé par décret. Ce qu'il cède à son successeur, c'est la promesse de le présenter au choix éventuel du ministre et non l'office lui-même qui est hors-commerce.

(9) Req., 8 novembre 1922 (il s'agissait d'un fonds d'herboristerie, mais la situation juridique est tout à fait analogue). Req., 27 novembre 1935 (Officine de pharmacie).

(10) Trib. Havre, 24 juillet 1924; Trib. Alger, 10 décembre 1932.

Il en résulte que l'office ministériel ne tombe pas en communauté mais seulement sa finance.

Au contraire le fonds de pharmacie est dans le commerce. Il peut être vendu à un non-pharmacien. Ce que la loi de germinal interdit c'est l'exercice de la pharmacie par un non-diplômé.

Si celui-ci devient propriétaire ou copropriétaire d'une officine, les tribunaux présument qu'il a l'intention de l'exploiter en contravention de la loi et ils annulent la cession.

Mais cette présomption est une présomption *juris tantum* qui peut être détruite par la preuve contraire.

La vente sera donc licite si l'acquéreur non-pharmacien peut démontrer que son intention est légitime, par exemple en fermant immédiatement l'officine.

De même un pharmacien peut valablement payer ses dettes en faisant cession de ses biens (11) et parmi ceux-ci de son officine, à ses créanciers non-diplômés qui se paieront sur le prix de rétrocessions à un diplômé.

Et la femme non-diplômée peut acquérir la propriété d'une officine par le jeu des règles du contrat de mariage (12) ou encore l'héritier non-diplômé par vocation héréditaire et partage (13).

Il n'y a en effet ici aucune intention illicite mais dévolution d'un bien suivant les règles légales.

C'est donc bien l'officine elle-même et non pas sa valeur seulement qui est commune (14).

(11) C. Paris, 11 avril 1899.

(12) C. Paris, 11 décembre 1924. Sinon l'époux diplômé ne pourrait licitement acheter une officine avec des deniers communs.

(13) Req., 1922 précité.

(14) C. Paris, 11 décembre 1924; C. d'Alger, 17 novembre 1932; Req., 27 novembre 1935.

Ainsi durant le mariage l'officine tombée en communauté fait partie de l'universalité juridique que constitue celle-ci. Elle n'est ni la propriété du mari ni celle de la femme, mais elle est comprise dans les biens constituant un patrimoine séparé et sur cette officine à la dissolution du mariage les époux pourront avoir des droits inégaux.

Il en résulte que dans ce cas, très fréquent en pratique, l'époux non-diplômé profite non seulement des bénéfices résultant de l'exploitation mais encore de la plus-value que l'officine peut acquérir durant le mariage, comme il supporte les pertes et la moins-value éventuelle.

C'est là une importante exception légale à la règle de l'indivisibilité du diplôme et de l'officine qu'il convenait de souligner.

B. *L'indivision héréditaire*. 1^o La loi du 9 février 1916, article 1^{er}, autorise le conjoint survivant, les enfants et les héritiers du pharmacien, quoique non-diplômés, à conserver pendant un an l'officine du *de cujus* sous certaines conditions (V. I^{re} partie, ch. 2).

Dès le décès, en vertu de la saisine (Code civil, art. 724), les héritiers en deviennent propriétaires.

Si l'officine est mise dans le lot d'un héritier diplômé, celui-ci par l'effet déclaratif du partage (Code civil, art. 883) est réputé l'avoir reçue le jour du décès et dans ce cas il n'y a pas exception à la loi de germinal.

Si au contraire les héritiers cèdent l'officine à un tiers diplômé, celui-ci n'en devient propriétaire que du moment où le contrat de cession se forme. Il s'écoule donc un laps de temps au plus égal à un an, à compter du lendemain de décès, durant lequel l'officine peut licitement être la propriété de non-diplômés.

C'est une autre exception légale à la règle de l'indivisibilité du diplôme et de l'officine qui fait en quelque sorte suite à l'exception de la communauté entre époux.

Si le *de cujus* laisse son conjoint et des héritiers, il y a deux indivisions distinctes : l'une, faisant suite à la communauté conjugale entre le conjoint survivant et les héritiers ; l'autre entre les héritiers seuls. Si le conjoint titulaire est le deuxième mourant ou si l'officine n'était pas dans la communauté, celle-ci n'est indivise qu'entre les héritiers.

En général on partage les deux indivisions en même temps mais ce n'est pas obligatoire.

L'indivision est une situation juridique incommode et précaire.

D'une part pour tout acte, il faut l'unanimité des indivisaires.

D'autre part elle peut prendre fin à tout moment. En effet le Code civil dispose à l'article 815 que : « Nul ne peut être contraint de demeurer dans l'indivision et le partage peut toujours être provoqué nonobstant prohibitions et conventions contraires.

« On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité. Cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans, mais elle peut être renouvelée. »

De la combinaison de cet article et de l'article 1^{er} de la loi du 9 février 1916, il résulte que durant le délai d'un an les héritiers du diplômé peuvent faire entre eux une convention d'indivision comprenant l'officine, mais qui pour être licite au regard de la loi de 1916, doit être passée dans l'année du décès et se terminer au plus tard avec celle-ci.

2° Il ne semble pas que cette durée puisse être prolongée étant donné les textes. Il y a cependant un cas où continuant l'indivision au-delà d'une année, les héritiers peuvent ne pas se séparer définitivement de l'officine, — c'est celui de la vente à réméré.

« La faculté de rachat ou de réméré, dit l'article 1659 du Code civil, est un pacte par lequel le vendeur se réserve de reprendre la chose vendue moyennant la restitution du prix principal et le remboursement dont il est parlé à l'article 1673. » C'est-à-dire : « les frais et loyaux coûts de la vente, les réparations nécessaires et celles qui ont augmenté la valeur du fonds jusqu'à concurrence de cette augmentation ».

La clause de réméré doit figurer dans l'acte de vente, elle ne peut être stipulée pour un délai supérieur à cinq ans et la durée fixée dans le contrat ne peut être prolongée.

a) Voici des héritiers dans l'indivision; l'un d'eux au moins n'est pas diplômé. Au bout de quelque temps ils décident de prolonger leur indivision par une convention pour cinq ans.

Un fonds de commerce de pharmacie est dans l'héritage.

Que peuvent-ils faire? Ils le vendront à un diplômé avec la clause de rachat. Celle-ci ne contrevient pas à la loi de germinal car l'acheteur à réméré devient légalement propriétaire du fonds.

Une objection vient à l'esprit, si les héritiers encore dans l'indivision exercent le réméré, l'officine va redevenir leur propriété et le délai d'un an étant dépassé, il y aura cette fois violation de la loi de germinal.

Mais pour que cette éventualité puisse être écartée il

suffit que la vente ait eu lieu au plus tôt le lendemain du jour où est passée la convention d'indivision, puisque les deux délais ont la même durée de cinq ans au maximum.

Cependant l'objection subsiste si, mettant fin à l'indivision, les héritiers décident de procéder au partage et que la faculté de rachat soit mise dans le lot d'un héritier non-diplômé.

Pour écarter ces possibilités de contraventions à la loi de germinal, le contrat de vente devra préciser que le réméré ne peut être exercé que par un diplômé n'ayant pas déposé son diplôme.

De cette manière, si l'officine ne peut échoir en partage à un héritier pharmacien (par exemple si au bout des 5 ans aucun d'eux n'est diplômé), les cohéritiers encore dans l'indivision, ou bien renonceront à la faculté de rachat, ou bien la cèderont à un tiers diplômé et la loi sera ainsi respectée.

Un héritier unique non-diplômé peut dans les mêmes conditions vendre à réméré l'officine dont il a hérité.

b) L'avantage de cette façon de procéder est que si le *de cujus* laisse un héritier ou son conjoint survivant qui n'en est pas encore à sa dernière année d'études, cet héritier aura tout le temps de les achever : d'abord un an à dater du lendemain du décès, puis, l'officine ayant été aussitôt le décès vendue à réméré avec le délai maximum de cinq ans pour l'exercer, cinq ans de plus soit au total six ans environ pour acquérir le diplôme de pharmacien et reprendre ensuite l'officine familiale.

Il en aura donc la possibilité même s'il n'est que bachelier lors du décès du *de cujus*.

S'il y a des héritiers mineurs, le tuteur pour procéder à la vente à réméré, devra demander l'autorisation du Tri-

bunal siégeant en Chambre du conseil, qui, me semble-t-il, ne saurait la refuser pour le motif que la vente à réméré a pour but de tourner la loi de germinal.

En effet, une officine peut licitement devenir la propriété d'un non-diplômé, chaque fois qu'il peut détruire la présomption qu'il en est devenu propriétaire dans l'intention de l'exploiter.

Or la condition mise dans le contrat de vente que le réméré ne peut être exercé que par un diplômé, l'héritier lui-même ou un cessionnaire, suffit à faire la preuve contraire. D'ailleurs l'exercice du réméré par le vendeur ou son ayant-droit anéantit rétroactivement les droits de l'acheteur, c'est-à-dire que celui qui exerce le réméré est dans la même situation que s'il avait été propriétaire de l'officine du jour du contrat de vente et comme seul un diplômé, en vertu de ce contrat, peut faire jouer à son profit la clause de rachat, la loi ne peut être violée.

Le système que je propose me paraît donc inattaquable du chef des règles de l'exercice de la pharmacie et par conséquent devoir être reconnu licite par les tribunaux.

Évidemment, il faut trouver un pharmacien non établi qui achète à réméré l'officine, mais la chose ne semble pas difficile aujourd'hui où les diplômés sortent nombreux des Facultés.

Il est vrai que l'acheteur à réméré peut céder l'officine mais le sous-acquéreur, lui-même diplômé, ne peut acquérir plus de droits que n'en a son vendeur. Et l'héritier exercera son action de reprise directement contre lui, même s'il est de bonne foi, c'est-à-dire même si la faculté de rachat ne figure pas dans le deuxième acte de vente.

En outre l'héritier reprendra l'officine pour la somme

indiquée au premier contrat (plus les loyaux coûts), quel que soit le prix de la deuxième acquisition.

Si l'acheteur à réméré meurt, ses héritiers bénéficieront eux aussi du délai d'un an établi par la loi de 1916, il leur suffira donc de trouver dans ce délai un diplômé qui remplace leur auteur.

S'ils ne le faisaient pas et laissaient la propriété de l'officine, toujours grevée du réméré, passer à un non-diplômé, il y aurait de leur part un véritable abus de droit donnant ouverture à des dommages-intérêts au profit du ou des vendeurs à réméré.

D'ailleurs le contrat de vente pourra stipuler que conformément aux règles de l'exercice de la pharmacie, la propriété sous réméré de l'officine ne pourra être transmise, soit entre vifs, soit à cause de mort, qu'à un diplômé.

L'exercice du réméré ne donne pas lieu à la perception d'un second droit d'enregistrement, mais seulement à celle d'un droit réduit (15); il n'en serait pas de même s'il y avait cession pure et simple suivie d'une promesse de vente de l'acquéreur à un héritier et que celui-ci une fois diplômé, rachète l'officine.

c) Il me semble toutefois préférable de modifier la loi de 1916 en portant le délai à six ans si l'un des héritiers ou le conjoint survivant est, au moins, déjà inscrit comme stagiaire en pharmacie, — et en les autorisant à donner à bail pour six ans à un diplômé, l'officine du *de cujus*.

3° Les héritiers ont un moyen licite d'échapper à la règle de l'article 815, § 2, qui limite à cinq ans la validité des conventions d'indivision, c'est de mettre les biens indivis, y compris l'officine, en société.

(15) Code de l'enregistrement, art. 442; cf. art. 374.

Dans ce cas, l'article 815 ne joue pas, parce que le partage est considéré comme fait d'avance (16).

Mais il faut que tous les héritiers soient diplômés, si l'un d'eux ne l'est pas, ils peuvent encore vendre l'officine à un tiers, diplômé par exemple, moyennant une somme fixe plus une quote-part sur les bénéfices (voir ci-dessous) ou un pourcentage sur le chiffre d'affaires, durant un certain temps (17).

Ils peuvent aussi plus simplement se partager le prix de vente au fur et à mesure des échéances, mais ils peuvent laisser ces sommes venir au crédit de la masse indivise pour payer les dettes de celle-ci ou bien à celui de la société qu'ils auront constitué avec tous les biens indivis.

De cette façon, l'officine échappe aux héritiers mais ils profitent encore des résultats de son exploitation.

C. *Les créances de bénéfices.* — 1^o Les obligations nées d'un contrat ont un objet qui peut être des choses futures (Code civil, art. 1130) sous les conditions générales que les parties aient intérêt à la prestation promise, que la chose promise soit déterminée ou déterminable, que la prestation soit personnelle au promettant et qu'elle soit possible, c'est-à-dire qu'elle ne soit ni contraire aux bonnes mœurs, ni contraire à l'ordre public (p. ex. : si la chose est hors commerce), c'est ainsi que les bénéfices à réaliser par une opération ou dans une exploitation, peuvent être l'objet d'un contrat, bien que leur réalisation soit éventuelle et incertaine.

(16) C. cass., 5 mai 1899.

(17) Si cette créance, bien qu'aléatoire, prend en l'absence de terme stipulé au contrat, le caractère d'une rente perpétuelle (ex. : si l'acquéreur n'est pas une société), elle devient comme telle toujours rachetable, sauf pendant dix ans, au plus, si les parties le stipulent (Code civil, art. 1911).

Il y a le contrat aléatoire, qui, dit le Code civil, article 1964, « ...est une convention réciproque dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une d'entre elles, dépendent d'un événement incertain ».

La promesse d'une quote-part de bénéfices peut être donnée en contre-partie d'un prêt ou d'un apport, comme par exemple l'apport d'un brevet par son inventeur à une société d'études, cas fréquent en pratique.

Le prêteur ou l'apporteur sont alors créanciers de bénéfices. Ces créances de bénéfices ont l'avantage de ne pas grever lourdement une entreprise à ses débuts et dont l'avenir est imprévisible. La jurisprudence en a depuis longtemps reconnu la licéité (18) et la loi du 23 janvier 1929 a confirmé leur existence légale.

2^o Cette loi dans son article 1^{er} reconnaît aux sociétés par actions le droit de créer des « parts de fondateur » ou des « parts bénéficiaires ». « Ces titres qui sont en dehors du capital social ne confèrent pas à leurs propriétaires la qualité d'associés. Mais il peut leur être attribué à titre de créance éventuelle contre la société, un droit fixe ou proportionnel dans les bénéfices sociaux ».

Comme l'a écrit M. P. Voirin (19) « Les parts représentent un droit de créance et non pas un droit d'associé, quoiqu'il s'agisse d'une créance un peu spéciale, puisqu'au lieu de porter comme une créance ordinaire sur une somme fixe, elle a pour objet une part de bénéfices éventuels et aléatoires que la société pourra réaliser. Le titre représente uniquement une créance de bénéfices et le

(18) En se réservant de déclarer qu'il y a société de fait si elle en trouve les éléments dans la cause examinée.

(19) *Revue Trim. D. Civ.*, 1929, n° 1, p. 247.

fait qu'il serait assorti d'un droit à une part de boni de liquidation après dissolution de la société, n'en modifierait pas la nature, car il ne confère à son titulaire, même dans ce cas, aucun droit sur le capital social, mais seulement sur l'actif en tant qu'il dépasse ce capital. Or cet excédent d'actif ne peut que représenter des bénéfices accumulés ».

La loi organise les porteurs de parts en une masse (20), leur assemblée nomme des représentants dont le rôle et les pouvoirs sont fixés par l'article 11 : « L'assemblée générale des porteurs de parts peut nommer un ou plusieurs représentants de la masse des parts et elle fixe leurs pouvoirs. Elle notifie les nominations à la société.

« Les représentants des porteurs de parts ne peuvent s'immiscer dans la gestion des affaires sociales.

« Ils ont le droit d'assister aux assemblées générales des actionnaires (mais sans voix délibérative, à peine de nullité des délibérations).

« Ils ont le droit aux mêmes communications que les actionnaires et aux mêmes époques.

« Ils peuvent se faire délivrer copie des procès-verbaux des assemblées générales quelconques des actionnaires.

« Ils sont soumis aux règles générales du mandat. »

L'assemblée générale des porteurs de parts dont les décisions sont obligatoires pour tous peut consentir « à toutes modifications dans le régime des parts, dans leur forme, dans la durée et le montant de leurs droits aux bénéfices et dans le mode de calcul de ces droits, au rachat des parts par la société à la conversion des parts en actions ou obligations » (art. 7).

(20) Soit une masse par catégorie de parts.

Elle peut s'opposer à la modification de l'objet ou de la forme sociale (art. 9).

Elle doit, sauf en cas de perte d'au moins $1/4$ du capital, approuver la dissolution anticipée de la société et la société ne peut passer outre qu'en versant aux porteurs de parts, sur action exercée par leurs représentants dans les six mois, des dommages-intérêts (art. 10) s'il y a eu faute leur ayant porté préjudice (21).

3° Les obligataires d'une société sont des créanciers, étrangers à sa gestion; le décret-loi du 30 octobre 1935 leur permet de s'organiser en masse suivant un système analogue à celui des porteurs de parts, mais leurs représentants ne peuvent assister aux assemblées générales des actionnaires, leur propre assemblée générale ne peut obliger les dissidents à accepter la transformation des obligations en actions et si elle refuse d'autoriser une modification sociale, les obligataires ont seulement le droit de se faire rembourser dans les trois mois (art. 20).

C'est qu'en effet, à la différence des parts, les obligations ont une valeur en capital, mais elles peuvent être à revenu variable et comprendre en sus d'un intérêt fixe, un revenu basé sur le chiffre d'affaires ou sur les bénéfices. Dans ce dernier cas, les obligations sont donc pour tout ou pour partie des créances de bénéfices.

4° Des créances de même forme qu'une part bénéficiaire ou qu'une obligation à revenu basé sur les bénéfices, peuvent exister sur une exploitation commerciale quelconque, mais alors la loi du 23 juillet 1929 et le décret-loi du 30 octobre 1935 ne jouent pas, et leurs porteurs ne sont pas constitués en masse.

(21) C. Besançon, 10 juillet 1933.

Elles seront licites même si la firme débitrice est une officine qui n'est pas en société. La Cour de Lyon dans son arrêt du 10 février 1910 a en effet admis la validité d'une association en participation entre un diplômé et des non-diplômés où ceux-ci avaient seulement le droit de s'assurer que leur part de bénéfices leur était réellement versée.

La lecture de l'arrêt montre que l'espèce était la suivante :

Un pharmacien établi avait acquis d'un non-diplômé une formule médicamenteuse. Pour réunir les fonds nécessaires à son lancement, il avait constitué avec plusieurs non-diplômés une association en participation qui lui avait prêté la somme réunie et l'intérêt de cet argent était représenté par une quote-part des bénéfices à réaliser sur l'exploitation de la formule médicamenteuse qu'il fabriquait seul et en son nom.

Ce qui prêtait à confusion, c'est que le prêteur, la société en participation, et l'emprunteur, le pharmacien, se trouvaient en apparence réunis dans la seule personne du diplômé en raison du caractère occulte des associations en participation.

La Cour a jugé que les non-diplômés n'étaient que de simples bailleurs de fonds et que l'association formée ne contrevenait pas à la loi de germinal, puisque son objet se trouvait limité à prêter au diplômé une certaine somme destinée à la publicité d'un seul produit.

Il n'y avait donc pas d'intervention de non-diplômés dans la gérance ou la direction commerciale de l'officine, mais il n'en aurait pas été de même, si les fonds avaient été recueillis pour la publicité de l'officine elle-même ou de l'ensemble de ses produits, ce qui eût été le cas s'il

n'y en avait qu'un seul, la formule médicamenteuse (22).

D'ailleurs si les non-diplômés participant aux bénéfices et non aux pertes avaient eu la qualité d'associés à l'officine, l'association, même si elle était licite au regard de la loi de germinal, eût été nulle, parce que le contrat de société eût contenu la clause léonine prohibée par le Code civil article 1855 qui s'applique aux associations en participation (23).

Le Tribunal de Commerce de Marseille en a décidé de même dans son jugement du 18 juillet 1931.

L'espèce était la suivante :

Un diplômé n'ayant pas toute la somme nécessaire à l'achat d'une officine, avait emprunté le complément de cette somme à un employé de ladite officine.

Cet employé avait conservé ses fonctions pendant un quart de siècle et avait reçu durant ce temps, en sus de ses appointements fixes, une quote-part des bénéfices de l'officine correspondant au rapport de la somme prêtée par lui au prix total du fonds.

Il avait ensuite quitté son emploi et, outre la somme prêtée, il réclamait, à titre de copropriétaire, une part de la plus-value prise par le fonds de commerce.

De son côté, le diplômé soutenait que le prêt lui avait été consenti sans intérêt, que la quote-part de bénéfices versée par lui à son employé n'avait été qu'un supplément de salaire, et que dès lors celui-ci n'y avait plus aucun droit depuis la cessation de ses fonctions.

Le tribunal a écarté à la fois les prétentions des deux parties comme manifestement contraires à la loi de germinal.

(22) C. Paris, 6 avril 1906.

(23) Req., 18 mai 1896.

Il n'avait pas à se placer au jour où le prêt avait été réalisé, mais seulement au jour de la demande, c'est-à-dire à un moment où l'employé ayant quitté l'officine, n'avait plus de lien juridique avec le diplômé et était sans action sur la formation des bénéfices de ladite officine.

Il a donc considéré qu'était dès lors licite le prêt moyennant participation aux bénéfices et il a jugé que la quote-part de bénéfices représentant l'intérêt de la somme prêtée, le diplômé en était redevable à son ex-employé en sus de la somme elle-même jusqu'au remboursement de celle-ci;

5° De cet arrêt et de ce jugement on peut déduire qu'un prêt à un diplômé comportant comme intérêt une part des bénéfices de son officine est licite, à condition que les prêteurs soient exclusivement des bailleurs de fonds sans jamais faire figure d'associés, c'est-à-dire :

a) Que les bailleurs de fonds, privés de tout droit d'intervention dans les affaires sociales, soient seulement autorisés à exercer la surveillance nécessaire à ce qu'ils obtiennent leur part des bénéfices déjà réalisés;

b) Qu'ils n'aient pas ce droit d'examen purement comptable, sur les bénéfices futurs, éventuels ou en cours de réalisation, c'est-à-dire que leur droit de contrôle ne s'exerce que sur la régularité des écritures relatives à des exercices écoulés et clôturés. Cela revient à leur donner un droit d'investigation du même ordre que celui des contrôleurs des Contributions;

c) Qu'ils n'aient aucune action sur la formation desdits bénéfices, c'est-à-dire qu'ils ne soient chargés, même pour partie seulement, ni de la vente, ni de la publicité des produits de l'officine; en un mot qu'ils n'aient avec

elle aucun contrat d'où puisse dépendre, même indirectement, la réalisation des bénéfices (24). C'est ainsi qu'un agent de publicité ne pourrait faire licitement un prêt moyennant une quote-part de bénéfices réalisés sur un produit, s'il fait même partiellement la publicité de ce produit ou de l'officine qui le prépare (25).

6° Par analogie un contrat de cession de l'officine et d'un apport à celle-ci, tel qu'une invention, un brevet, etc..., peut comporter une créance sur les bénéfices futurs, mais à la condition que le créancier de bénéfices ait en totalité exécuté son obligation avant que se forment les bénéfices dont une partie lui reviendra; faute de quoi, on retomberait sous la prohibition de l'association entre diplômé et non-diplômé, résultant ici d'une société de fait.

7° En l'état actuel de la jurisprudence, la société en commandite par actions est la seule société par actions qui puisse être licite entre diplômés (26).

Une telle société pourra émettre des parts bénéficiaires ou encore des obligations dont le revenu dépend pour tout ou pour partie de ses bénéfices, car en vertu de la loi le droit de contrôle des porteurs de ces titres n'en fait pas des associés, mais en respectant les conditions ci-dessus énoncées.

Il en résulte :

a) Que les parts ou obligations devront être nominatives, de façon que la société s'assure si leur porteur est effectivement sans influence sur ses bénéfices.

Cette clause devra d'ailleurs figurer sur le titre avec

(24) Trib. com. Seine, 11 avril 1905 ; C. Paris, 6 avril 1906; C. Bordeaux, 18 février 1936.

(25) C. Paris, 15 novembre 1902, 30 mars 1906.

(26) V. II^e partie, ch. 3.

l'indication que son inobservation rend nulle toute cession de ce titre;

b) Que l'assemblée constitutive de la masse des porteurs de parts interdise à toute assemblée générale de ceux-ci d'approuver la transformation en actions des parts qui sont la propriété de non-diplômés. D'ailleurs, en la proposant la société enfreindrait la loi de germinal et l'assemblée générale des actionnaires qui décidera la création de parts bénéficiaires ou d'obligations à revenu basé sur les bénéfices, devra stipuler que ces titres ne seront valablement transformés en actions, même si toutes les formes légales sont respectées, qu'autant que leurs propriétaires justifieront leur qualité de diplômés.

Les statuts de la société devront même préciser, au cas où ils en envisageraient la création, que l'assemblée qui les créera devra indiquer ladite stipulation, à peine de nullité de ses délibérations;

c) Il pourrait même être exigé que les représentants de la masse des porteurs de parts ou des obligations soient diplômés.

8° Les créances de bénéfices doivent permettre, d'une part, au diplômé de se procurer des fonds ou de rémunérer des apports en nature sans rien abdiquer de son indépendance et sans grever de lourdes charges sa situation pour le cas où ses affaires périliteraient et d'autre part, à l'inventeur de médicaments de profiter licitement, bien que non-diplômé, de l'exploitation de sa découverte, par le moyen de parts bénéficiaires.

Mais la condition *sine qua non* de la licéité de ces créances est que leurs porteurs ne soient jamais en situation d'entraver par leur intervention intéressée la liberté

d'action du diplômé dans une mesure quelconque et dans quelque domaine que ce soit (27).

Il ne faudrait pas cependant croire qu'avec ces précautions dans leur libellé, les créances de bénéfices ne pourront qu'être déclarées licites par les tribunaux, qui ne manquent jamais d'apprécier les circonstances particulières de la cause, — et il serait nécessaire qu'un décret fixe les conditions précises auxquelles sera licite chaque type de créance de bénéfices d'une officine.

(27) Cf. C. Paris, 29 décembre 1893.

CONCLUSION

Vieilles de près d'un siècle et demi, voir plus encore, les règles légales de l'exercice de la pharmacie, telles que les a interprétées la jurisprudence, ne conviennent pas à la pharmacie d'aujourd'hui et leur extrême rigueur entrave l'essor de l'industrie pharmaceutique notamment sur les marchés extérieurs.

Établies en un temps où la pharmacie présentait une structure technique et économique toute différente, elles sont inadéquates et illogiques. Elles prohibent des situations parfaitement légitimes et permettent de créer des états de droit et de fait qui le sont beaucoup moins.

Il en résulte que les intéressés tendent de plus en plus tout en respectant à peu près la lettre de la loi, à en ignorer l'esprit et que se multiplient des infractions qu'il est difficile de condamner en équité.

Une réforme d'ensemble s'impose donc et j'ai indiqué les principes qui me semblent devoir y présider pour assurer au diplômé toute l'indépendance et toute la responsabilité nécessaires à l'exercice de la pharmacie.

En attendant que l'accord puisse se faire entre toutes les branches de notre profession, je demande que les règles légales soient à la fois assouplies et précisées par un décret ou mieux par une loi qui porterait sur les points suivants :

1^o Les conditions dans lesquelles seront licites les contrats de gérance libre ou salariée du fonds de commerce de pharmacie;

2^o Les conditions dans lesquelles plusieurs diplômés peuvent s'associer pour exploiter plusieurs officines;

3^o Les clauses statutaires requises de chaque type de société entre diplômés;

4^o La faculté qu'auront les cohéritiers dans l'indivision de donner à bail pendant six ans l'officine de leur auteur ou de la conserver pendant six ans si l'un d'eux est au moins inscrit comme stagiaire en pharmacie au décès;

5^o Les formes que doivent revêtir les créances de bénéfices sur un diplômé et sur une société pharmaceutique.

Je ne donne aucune indication sur les contrats pharmaceutiques, les clauses qu'on y rencontre habituellement et leur valeur. Ces questions sont de la compétence des praticiens du Droit pharmaceutique. Il n'en manque point et d'infiniment plus avertis que moi de ces techniques juridiques si délicates.

Ce que j'ai voulu dans ce travail, c'est mettre en lumière les principes et les réformes nécessaires, tant dans un avenir que je n'espère pas rapproché, qu'à bref délai.

Je m'estimerai heureux si mes confrères qui me feront l'honneur de me lire veulent bien considérer que mon ouvrage à défaut d'idées vraiment nouvelles, constitue une sorte d'essai à caractère théorique sur l'exercice de la pharmacie dans l'industrie pharmaceutique.

ANNEXES

ANNEXE I

NOTION JURIDIQUE DE MÉDICAMENT

La jurisprudence entend par médicament :

Toute substance quelle qu'en soit l'origine, présentée comme jouissant vis-à-vis des maladies humaines de propriétés curatives ou préventives (1), sans que les juges du fait aient à constater le bien-fondé des affirmations (2), et même si la substance n'est employée que pour l'usage externe par frottement ou contact prolongé (3).

A. — Sont en outre considérés comme médicaments (4) :

1° Les préparations pharmaceutiques, c'est-à-dire les produits qui ne peuvent être utilisés ni à l'état brut, ni après des opérations purement industrielles, mais seulement après des manipulations propres à l'art du pharmacien (5);

(1) Cf. Renard, *op. cit.*, p. 91 sqq. qui cite de nombreuses décisions relatives à des difficultés soulevées par cette définition.

(2) Cass. crim., 9 mars 1923.

(3) C. cass., 20 juin 1913 (corricides).

(4) C. Paris, 22 juillet 1911; C. cass., 6 janv. 1912; C. Caen, 7 mars 1912.

(5) Cass. crim., 1^{er} juin 1911.

2° Les compositions pharmaceutiques, c'est-à-dire les combinaisons et dosages de corps simples susceptibles d'en altérer la substance pour en faire un médicament (6);

3° Les produits utilisés en médecine homéopathique (6 *bis*);

4° Les drogues simples débitées au poids médicinal, c'est-à-dire tout produit naturel ou non (produit chimique) doué de propriétés médicamenteuses, employé à l'état brut ou après des opérations matérielles n'exigeant aucune connaissance pharmaceutique, mais débité à un poids tel que l'usage médicinal est présumé (7).

Le débit au poids de commerce est seul libre (8).

Les herboristes peuvent vendre des plantes médicinales indigènes non vénéneuses, fraîches ou sèches, au poids médicinal, mais non les mélanges de plantes résultant d'un dosage méthodique et régulier ou tels qu'on y trouve une altération des composants (9).

B. — Ne sont pas considérés comme médicaments :

1° Les produits hygiéniques, diététiques, phyto-thérapeutiques;

2° Ceux qui ne sont employés qu'accidentellement en médecine (10);

3° Ceux qui sont utilisés pour la désinfection des locaux;

(6) Cass. crim., 3 avril 1862.

(6 *bis*) Tr. corr. Vienne, 17 avril 1935.

(7) Déclaration royale du 25 avril 1777, art. 6. Loi du 21 germinal an XI, art. 33. Pour les substances qui ont des propriétés non exclusivement médicamenteuses, il faut en outre que le débit ait lieu dans un but curatif ou préventif et non pas seulement hygiénique (C. cass., 22 janvier 1876).

(8) C. cass., 9 octobre 1924.

(9) C. Caen, 7 mars 1912.

(10) C. Metz, 11 février 1857.

- 4° Ceux qui servent en prothèse dentaire;
- 5° Les appareils prothétiques en général.

C. — D'autre part :

1° La préparation des sérums est soumise à une autorisation spéciale (11). — Pour la vente ce sont des médicaments (12);

2° Le commerce des substances dangereuses est libre (13), celui des toxiques (14) et celui des stupéfiants (15) est soumis à autorisation, sauf pour les pharmaciens.

La fabrication des stupéfiants est soumise à autorisation.

3° Le commerce des produits vétérinaires non toxiques est libre. Ceux qui contiennent des substances vénéneuses ne peuvent être vendus que par des pharmaciens (16);

4° La fabrication et la délivrance des eaux minéralisées ou gazéifiées, la mise en vente des eaux minérales et gazeuses, sont soumises à l'autorisation préfectorale (17); les pharmaciens n'ont pas besoin de cette autorisation.

(11) Loi du 25 avril 1895. Loi du 15 juin 1934.

(12) Cependant les dépôts dans les établissements d'Assistance Publique peuvent être tenus par des non-pharmaciens sous la surveillance d'un médecin par dépôt. Ce dépôt est indépendant de l'établissement (Cons. Et., 16 février 1912).

(13) (14) (15) Ce sont les substances des tableaux C, A et B, du décret du 14 septembre 1916. Ce décret pose quelques règles d'étiquetage pour les substances dangereuses.

Je renvoie le lecteur à l'ouvrage de MM. Bosviél, Dufau, Razet et Toraude. *Législation Française des substances vénéneuses* (Vigot, 1936).

(16) S'il n'y a pas de pharmacie dans l'agglomération où habite le client, le vétérinaire peut lui vendre des produits toxiques, à condition de ne pas tenir d'officine ouverte (décret du 14 septembre 1916, art. 17 et 27).

(17) Décret du 12 janvier 1922.

Les sels naturels de ces eaux sont soumis aux mêmes règles.

Les produits chimiques destinés à la minéralisation ne sont considérés comme médicaments que s'ils sont débités non pour l'hygiène ou l'agrément, mais pour un usage thérapeutique.

ANNEXE II

MÉDICAMENTS DE VENTE LÉGALE EN FRANCE

Ce sont :

- 1° Les préparations sur ordonnances magistrales;
- 2° Les produits composés suivant une formule insérée au Codex, même présentés comme nouveaux et sous un nom différent ou dont la préparation comporte une légère amélioration sur celle du Codex;
- 3° Les remèdes publiés au *Bulletin de l'Académie de Médecine*, conformément au décret du 3 mai 1850, ou encore achetés par l'État (décret du 18 août 1810);
- 4° Les médicaments préparés à l'avance en vue de la délivrance au public et conformes aux dispositions de l'article 1^{er} du décret du 13 juillet 1926 (1).

Tout médicament ne rentrant pas dans l'une des catégories ci-dessus est considéré comme remède secret et de ce fait prohibé.

Le Laboratoire National de Contrôle des Médicaments (installé à la Faculté de Pharmacie de Paris), surveille la régularité des remèdes.

Remarque. — Lorsqu'on examine la jurisprudence antérieure au décret du 13 juillet 1926, on rencontre sou-

(1) Les médicaments étrangers sont admis par voie de réciprocité en vertu de la loi Renard (19 avril 1923).

vent dans la même espèce des infractions aux règles de l'exercice de la pharmacie et à la prohibition des remèdes secrets. La constatation de ces dernières n'a pas été sans influence sur la rigueur avec laquelle les tribunaux ont condamné les premières.

ANNEXE III

LE RÉGIME DES MARQUES PHARMACEUTIQUES

Je ne saurais mieux faire que de reproduire les deux notes que M^e Marcel Plaisant, l'éminent avocat spécialiste des questions de Propriété Industrielle, a publiées dans *La Loi* du 18 janvier 1936 sous les deux arrêts rendus par la Cour de Paris, le 17 décembre 1935.

« (1) Encore que la solution adoptée par la Cour de Paris dans les deux espèces soit conforme aux principes classiques qui se dégagent de la doctrine et de la jurisprudence, néanmoins il a paru précieux d'en recueillir une application en formules aussi frappantes qui donnent tout leur relief aux conditions de validité des marques protégeant les spécialités pharmaceutiques.

On sait que les tribunaux frappés par les termes de l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844, qui déclare non brevetables les compositions pharmaceutiques, se montrent parfois exigeants pour accorder un droit privatif sur une dénomination attachée à un remède, dans leur crainte que la propriété de la marque ne vienne à équivaloir à la propriété de la chose. C'est en cette matière que s'impose surtout le choix d'une appellation opportune qui ne soit pas directement inspirée par la nature ou des propriétés du produit : valider comme marque une désignation nécessaire qui se confond avec l'objet serait octroyer le privilège interdit. Ainsi les tribunaux ont refusé la pro-

tection de la loi de 1857 dans les espèces suivantes : Cour de Paris, 10 mars 1898 (Salol), Cour de Paris, 21 avril 1898 (Formochlorol); Cour de Paris, 4 mai 1900 (Antipyrine); Cour de Paris, 3 novembre 1905 (Phénosalyl).

Tous arrêts analysés et commentés, sous Cour de Lyon, 23 février 1907 (Pyramidon) (S. 1907.2.265), avec une très bonne note anonyme. Et V. Michel Pelletier : *Propriété industrielle*, § 103, etc.; H. et A. Allart : *Trailé des marques*, § 33 etc.; Laborde : *Trailé des marques*, §§ 21 sequanda. Conf. Trib. Civ. Seine, 28 février, *La Loi* du 12 mars 1908. — C. Lyon, 23 février 1907, *La Loi* du 22 mars 1907, rapporté postérieurement dans Sirey 1907.2.265 avec toute la jurisprudence antérieure; et conf. Cass., 29 juillet 1882., S. 1885.1.94; 28 janvier 1889, S. 1889.1.182; Cass., 29 janvier 1894, S. 1895.1.23. — *Addendum* : Cass., 24 juin 1908, en sous-note de Paris, 20 mai 1927, dans S. 1927.11.121.

Suivant les hypothèses, deux arguments ont guidé le juge; tantôt certaines de ces dénominations constituaient le rappel pur et simple de la composition chimique du produit, pour ainsi dire le décalque de la formule, et devant cette absence totale de fantaisie, l'apparence d'une création de marque quelconque faisait défaut; tantôt la dénomination revendiquée, comme pour anti-pyrine, phénosalyl, pyramidon, chloralose, avait déjà été divulguée avant d'être choisie comme marque : le produit avait, par exemple, été présenté sous le même nom dans le monde scientifique, devant une Académie, ou une société savante; transformer ce nom en marque eût été réserver à un individu un titre du domaine public et conséquemment accaparer le remède au profit d'un seul.

Mais le souci du respect de la liberté pour un négoce plus facile des remèdes nouveaux, qui se manifeste par le refus de la protection légale aux dénominations nécessaires ou descriptives, doit aussi connaître de justes limites. On rencontre ainsi fréquemment des désignations dérivant d'une racine grecque ou latine, dont le sens se rapporte aux vertus du médicament : c'est le cas de l'Exalgine (hors de la douleur), d'Euphorine (joyeux), de corricide (trucido, je tue) et Arrheol (je ne coule pas) et dans une autre matière : Acatène (A. privatif et catena, chaîne). Il serait certainement abusif, pour ne pas dire pusillanime, de voir là des dénominations nécessaires.

Doivent être, au contraire, considérées comme une dénomination nécessaire non susceptible de fonder le droit à la marque, les désignations telles que « Pyramidon », qui n'avait pas d'équivalent dans le langage usuel, et qui était connu, avant le dépôt, telles que « Thiocol », qui n'offre aucun terme de rechange dans le langage courant, le mot savant demeurant trop long ou trop complexe pour le sermon commun (voir Lyon, 23 février 1907, Pyramidon, *loc. cit.* et Conf. Paris, 20 mai 1907 (Thiocol), S. 1927.11.121., avec une note remarquable de Paul Carteron).

Par raisonnement d'*a contrario* et par une déduction logique de ces principes, la Cour devait valider Gomenol, qui n'est ni descriptif du produit, ni allusif à ses qualités, ni évocateur d'aucune de ses propriétés, et qui tirant son origine d'un porticule de la Nouvelle-Calédonie, le situe vraiment dans le domaine de la fantaisie. Gomenol ne tombait pas non plus dans le terme nécessaire, puisque le public trouve à sa disposition la dénomination Essence de Niaouli, si bien qu'il n'y avait pas à craindre que la

propriété de la marque conférât à son auteur un monopole sur le produit. Toutes les conditions juridiques les plus rigoureuses se trouvaient donc réunies pour que Gomenol constituât une marque de fabrique.

(2) Dans sa formule concise, la Cour proclame que l'abandon d'un droit ne se présume pas. La question présente un intérêt pratique, car les contrefacteurs ont accoutumé de considérer la tolérance du propriétaire de la marque comme un titre qui devrait légitimer leur usurpation. Une abondante jurisprudence souvent recueillie par le journal *La Loi* affirme que la chute de la marque dans le domaine public ou la renonciation ne se présument pas. (Voir notamment : Trib. Belfort, 18 novembre 1913, *La Loi* du 6 décembre 1913; Trib. Niort, *La Loi* des 4 et 5 juillet 1909 et la note; Trib. Libourne, 27 février 1912, *La Loi* du 27 mars 1912 et la note de M. Marcel Plaisant; Bordeaux, 2 juin 1913, *La Loi* des 22 et 23 juin 1913, et la note; Douai, 25 juillet 1912, *La Loi* du 28 juillet 1912; Paris, 17 novembre 1910, *Moniteur judiciaire de Lyon* du 6 février 1911; Toulouse, 14 mars 1901, *Revue Internationale de la Propriété Industrielle*, 1901, 133; Trib. Seine, 8 novembre 1911, *Revue Internationale de la Propriété Industrielle*, 1912, 33 et enfin Cass., 31 octobre 1927, *Revue Intern. de la Propriété Industrielle*, 1917, 65. — Adde, Cour de Poitiers, 18 juin 1912, *La Loi* du 4 septembre 1912; Bourges, 5 février 1935 (Tavernier), *Rev. Int. de la Prop. Ind.*, 1935, p. 74).

Marcel PLAISANT. »

ANNEXE IV

TEXTE DE LA PROPOSITION VINCENT RELATIVE A L'EXERCICE DE LA PHARMACIE

ARTICLE PREMIER

TITRE I. — *Vente au détail.*

Nul autre que les pharmaciens ne peut vendre ou délivrer en détail pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire aucune substance simple ou préparation possédant ou à laquelle sont attribuées des propriétés curatives, sauf les exceptions prévues par la présente loi.

Un règlement d'administration désigne, après avis de l'Académie Nationale de Médecine, les eaux minérales dont la vente au consommateur est interdite à tout autre qu'aux pharmaciens.

ARTICLE 2

Nul ne peut exercer la profession de pharmacien s'il n'est muni d'un diplôme de pharmacien délivré par le gouvernement français à la suite d'examens subis devant l'établissement d'enseignement supérieur de l'État.

Les pharmaciens diplômés à l'étranger, quelle que soit la nationalité, ne peuvent exercer leur profession en France, qu'à la condition d'y avoir obtenu le diplôme de

pharmacien français et en se conformant aux dispositions de la présente loi.

Tout étranger quoique muni du diplôme de pharmacien français ne pourra exercer la pharmacie en France que si par réciprocité un Français pourvu du diplôme de pharmacien délivré par le pays auquel appartient cet étranger peut exercer la pharmacie dans ce pays.

Les étudiants étrangers qui postulent le diplôme de pharmacien en France sont soumis aux mêmes règles de stage de scolarité d'examens que les étudiants français sans leur conférer le droit d'exercer la pharmacie sur aucune partie du territoire français.

Les étudiants aspirant à ce diplôme seront soumis aux mêmes réglemens et examens que les étudiants français.

Toutefois, il pourra être accordé en vue de l'inscription réglementaire, soit le diplôme des grades français requis pour l'inscription, soit l'équivalent des grades obtenus par eux à l'étranger ainsi que les dispenses partielles de scolarité correspondant à la durée des études faites par eux à l'étranger.

ARTICLE 3

Tout pharmacien avant d'ouvrir une officine ou d'entrer en possession d'une officine déjà établie est tenu d'en faire la déclaration à la mairie du lieu et de faire enregistrer sans frais son diplôme à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où il doit exercer, ainsi qu'au greffe du tribunal civil dans le ressort duquel est situé l'officine. Mention de cet enregistrement doit être inscrit au dos du diplôme par l'autorité administrative. Le fait de transférer son officine

d'une localité dans une autre oblige à un nouvel enregistrement du titre, préalablement à la nouvelle installation.

Est soumis à la même obligation tout pharmacien qui prend la gestion d'une officine dans les cas prévus par les articles 5, 9, 18, 19, 21 et 23 de la présente loi.

Il est établi chaque année dans les départements par les soins du Préfet et de l'autorité judiciaire des listes distinctes portant les noms et prénoms, la résidence et la date, la provenance du diplôme des pharmaciens. Ces listes sont affichées chaque année dans le mois de janvier dans toutes les communes du département. Des copies certifiées en sont transmises au ministre de l'Intérieur, de l'Instruction publique, de la Justice et de l'Agriculture. La statistique du personnel pharmaceutique existant en France et aux colonies est dressée tous les ans par les soins du ministre de l'Intérieur.

ARTICLE 4

Les internes en pharmacie nommés au concours et pourvus de 8 inscriptions au moins, ainsi que les étudiants en pharmacie pourvus de 12 inscriptions au moins peuvent être autorisés à l'exercice de la pharmacie à titre de remplaçants d'un pharmacien dans les conditions prévus à l'article 8.

Cette autorisation délivrée par le Préfet du département est limitée à trois mois. Elle est renouvelable sans que sa durée puisse excéder le délai fixé à l'article 6.

ARTICLE 5

Tout pharmacien doit être propriétaire de l'officine qu'il exploite sauf les exceptions prévues par la présente

loi. Est nulle et de nul effet toute stipulation destinée à établir que la propriété d'une officine appartient à une personne non-diplômée.

Est assimilé au propriétaire de l'officine et soumis aux mêmes obligations :

1^o Le pharmacien gérant de l'officine dont ses enfants majeurs ou mineurs sont copropriétaires;

2^o Le conjoint diplômé d'une veuve de pharmacien gérant en qualité de cotuteur l'officine des enfants mineurs ou majeurs issus de premier mariage;

3^o Le conjoint diplômé, sous quelque régime que le mariage ait été contracté.

ARTICLE 6

Après le décès d'une personne pourvue du diplôme de pharmacien et exerçant la pharmacie, son conjoint survivant ou ses héritiers peuvent pendant un temps qui ne peut excéder une année à partir du décès, maintenir son officine ouverte en la faisant gérer, soit par un pharmacien, soit par un étudiant en pharmacie autorisé dans les conditions déterminées par l'article 4 de la présente loi. Le délai est porté à trois années lorsque le défunt laisse un enfant étudiant en pharmacie pourvu au moins de huit inscriptions de scolarité.

Dans le cas dûment constaté de maladie mettant le propriétaire d'une officine dans l'impossibilité absolue de la gérer, il est pourvu à la gérance, pendant la durée de la maladie, dans les conditions indiquées au précédent paragraphe.

ARTICLE 7

Aucun pharmacien ne peut tenir plus d'une officine. Il ne peut faire dans cette officine, ni dans l'immeuble où

elle se trouve aucun autre commerce que celui des médicaments, des drogues, des objets se rattachant à l'art de guérir et à l'hygiène, des produits diététiques, des produits hygiéniques et des produits chimiques.

Nul ne peut exercer en même temps que la pharmacie une profession qui le tienne éloigné habituellement du domicile pour lequel son diplôme a été visé, conformément à l'article 3.

ARTICLE 8

Le nom du pharmacien doit être inscrit sur son officine et sur ses factures. Tout médicament délivré par lui doit être pourvu d'une étiquette adhérente portant son nom et son adresse à l'exception des produits étiquetés conformément à l'article 24. Les médicaments dangereux, destinés à l'usage externe ou non doivent être munis d'étiquettes et de mentions spéciales. Un règlement d'administration détermine les conditions suivant lesquelles est remplie cette dernière obligation.

Si le médicament délivré est inscrit au Codex actuel d'une pharmacopée étrangère ou dans l'une de leurs précédentes éditions, l'étiquette doit porter, soit l'indication du nombre de la ou des substances entrant dans sa composition, soit un numéro d'ordre à la formule inscrite sur le registre spécial prévu au paragraphe suivant.

Toute formule magistrale doit être, au moment où elle est exécutée, inscrite avec un numéro d'ordre sur un registre établi à cet effet, la prescription ne peut être rendue au malade qu'après apposition du numéro de référence à ce registre et impression d'un timbre portant le nom et l'adresse du pharmacien.

Tout médicament destiné à la médecine vétérinaire doit être muni d'une étiquette portant la mention « Usage Vétérinaire ».

ARTICLE 9

Tout pharmacien propriétaire d'une officine ouverte au public a la faculté de se faire assister par des aides munis ou non du diplôme, mais il reste personnellement responsable des erreurs qu'ils pourraient commettre.

Si le nombre des aides non-diplômés concourant à l'exécution des ordonnances est supérieur à quatre, ceux en surnombre doivent être surveillés par des pharmaciens diplômés qui ne peuvent avoir sous leurs ordres plus de quatre aides non-diplômés.

Les pharmaciens diplômés sont soumis aux conditions de l'article 3 relativement à la déclaration et à l'enregistrement de leur diplôme.

ARTICLE 10

Il est interdit au pharmacien de solliciter habituellement auprès du public des commandes par l'intermédiaire de préposés ou de courtiers à sa solde.

ARTICLE 11

Tout débit, étalage ou distribution de substances simples ou préparation possédant ou auxquelles sont attribuées des propriétés médicales ou curatives est interdit sur la voie publique dans les foires ou marchés, à toute personne même munie du diplôme de pharmacien.

ARTICLE 12

Toute association ayant pour objet l'exploitation d'une officine ouverte au public est interdite, si elle n'est faite sous la forme d'une société en nom collectif entre pharmaciens diplômés. En tout cas, l'officine ne peut être gérée que par les associés.

En outre, aucun des associés ne peut posséder en propre une autre officine ouverte au public ou y avoir des intérêts.

ARTICLE 13

Toute convention d'après laquelle un pharmacien ou un herboriste assurent à un médecin, à un chirurgien-dentiste, une sage-femme, un vétérinaire, un profit quelconque dans l'exercice de leur profession sur la vente d'un produit pharmaceutique médicamenteux ou hygiénique est nulle ou prohibée.

Tout pharmacien ou herboriste qui aura offert à un médecin, un chirurgien-dentiste, une sage-femme, un vétérinaire, ou tout médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme ou vétérinaire, qui aura sollicité un profit quelconque sur la vente d'un produit médicamenteux hygiénique, est passible des peines portées à l'article 28.

ARTICLE 14

L'exercice simultané de la profession de médecin, de sage-femme ou d'un vétérinaire avec celui d'un pharmacien est interdit, même dans le cas de possession par le

même titulaire des diplômes lui conférant le droit d'exercer ces professions.

Cette disposition n'est pas applicable aux porteurs actuels des diplômes de pharmaciens et l'un des autres diplômes visés ci-dessus.

Toutefois, le médecin peut fournir des médicaments aux malades auprès desquels il est appelé, s'il réside dans une commune ou une agglomération où il n'y a pas de pharmacien et si les malades résident à une distance d'au moins huit kilomètres de toute pharmacie. Il ne peut délivrer de médicaments aux malades qui viennent le consulter dans son cabinet que si le domicile du médecin et celui du malade sont distants d'au moins huit kilomètres de toute pharmacie.

Les vétérinaires établis dans une commune ou une agglomération dépourvue de pharmacien dans un rayon de huit kilomètres et qui vont exercer dans une commune ou agglomération distante de huit kilomètres au moins de toute pharmacie, peuvent délivrer des remèdes pour les animaux confiés à leurs soins.

Les médecins et les vétérinaires bénéficiant de cette exception ne peuvent avoir d'officine ouverte; ils sont soumis à toutes les obligations résultant pour les pharmaciens des lois et règlements en vigueur, à l'exception de la patente; ils doivent remettre à leurs clients, en même temps que les médicaments qu'ils leur fournissent, la formule desdits médicaments rédigée conformément au 1^{er} paragraphe de l'article 15.

ARTICLE 15

L'ordonnance d'un médecin, d'un chirurgien-dentiste, d'une sage-femme, d'un vétérinaire, doit être rédigée et

de manière à pouvoir être exécutée dans toutes les pharmacies.

Elle doit porter le nom et l'adresse de l'ordonnateur soit écrit, très lisiblement, soit imprimé, soit apposé à l'aide d'un timbre humide ou sec.

Si le pharmacien croit devoir conserver l'ordonnance, il ne peut refuser d'en délivrer copie certifiée conforme et portant le timbre et le numéro prévus au paragraphe de l'article 8.

ARTICLE 16

Les pharmaciens ne peuvent délivrer sans ordonnance d'un médecin, d'un chirurgien-dentiste, d'une sage-femme ou d'un vétérinaire, les médicaments inscrits sur une liste dressée et tenue à jour par la Commission du Codex.

En outre, il est dressé, au Codex, une liste des médicaments qui ne peuvent être délivrés à nouveau que sur une ordonnance nouvelle.

La Commission du Codex parmi les médicaments figurant dans la liste prévue au paragraphe précédent, indique ceux dont la délivrance ne pourra être faite que si la prescription est rédigée sur une feuille spéciale.

Les ordonnances contenant des médicaments appartenant aux catégories visées aux paragraphes précédents et prescrits à doses interdites ne seront pas renouvelables à moins d'indication contraire de l'auteur de la prescription qui devra y apposer autant de timbres mobiles qu'il désire de renouvellements. Feuilles d'ordonnances spéciales et timbres seront remis aux médecins patentés sur leur demande, par la préfecture de leur département.

Les dispositions des lois du 19 juillet 1845 et 12 juillet 1916 sur les substances vénéneuses sont applicables au rédacteur de l'ordonnance, qui, sous peine de tomber sous le coup des sanctions qui sont prévues est tenu :

1^o De rédiger cette ordonnance lisiblement en indiquant le mode d'administration;

2^o D'écire en toutes lettres les doses des produits prescrits.

ARTICLE 17

Toute personne pourvue du certificat d'herboriste ne peut détenir ou vendre parmi les substances médicamenteuses, que les plantes ou parties de plantes médicinales, indigènes, fraîches ou sèches, à l'exception des mélanges de plantes et des plantes vénéneuses dont la liste figure au Codex.

Les herboristes sont soumis à la formalité de la déclaration et de l'enregistrement du diplôme prescrit par l'article 3 de la présente loi.

ARTICLE 18

Par dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la présente loi, les hôpitaux, hospices et tous autres établissements ayant pour objet la distribution de secours aux malades peuvent être propriétaires d'une pharmacie à la condition de la faire gérer par un pharmacien sous la surveillance et la responsabilité duquel se fait la distribution gratuite des médicaments destinés au personnel qu'il secourt ou qu'il emploie.

Dans le cas où les établissements d'assistance prévus dans le précédent paragraphe n'useraient pas de la fa-

culté que leur accorde ledit paragraphe de distribution, les médicaments destinés aux indigents, tout pharmacien est tenu de fournir à ceux-ci les remèdes qui leur sont prescrits et cela d'après un tarif établi par une commission composée de pharmaciens et de membres de l'administration.

Les hôpitaux, hospices et tous établissements visés par le 1^{er} paragraphe du présent article qui vendent actuellement des médicaments pourront continuer cette vente pendant un délai de deux ans à dater de la promulgation de la présente loi, à condition de faire gérer leur pharmacie par un pharmacien diplômé qui devra nécessairement résider dans la localité où se trouve l'hôpital qui sera chargé de surveiller la préparation et le débit des médicaments.

ARTICLE 19

Les dispositions du précédent article s'appliquent aux sociétés de secours mutuel qui assurent les secours pharmaceutiques moyennant une cotisation suffisante, à leurs membres participants et à leurs familles, mais ces sociétés ne peuvent fournir des médicaments aux victimes des accidents du travail que dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 8 avril 1898.

ARTICLE 20

TITRE II. — *Préparation et vente en gros des produits pharmaceutiques.*

La fabrication et la vente des drogues simples et des produits chimiques destinés à la pharmacie sans qu'ils

soient jamais délivrés directement au consommateur pour l'usage pharmaceutique, est libre, sous réserve des règlements spéciaux concernant certains de ces produits.

ARTICLE 21

Les drogueries pharmaceutiques fabriquant ou vendant des préparations pharmaceutiques doivent être exploitées, soit par un pharmacien, soit par une société en commandite simple dont l'un des commandités est pharmacien, soit par une société en commandite par action dont le conseil d'administration est en majeure partie composé de pharmaciens diplômés, dans tous les cas l'un des associés ou gérant diplômé est désigné comme gérant responsable.

Tout pharmacien qui prendra la gestion d'une droguerie pharmaceutique sera tenu de déposer un diplôme dans les conditions fixées par l'article 3.

ARTICLE 22

Les droguistes pharmaceutiques peuvent détenir ou vendre toutes drogues, produits chimiques ou produits pharmaceutiques, même s'ils ne répondent pas aux formules du Codex français, à la condition que ces produits soient étiquetés et vendus conformément à leur composition.

ARTICLE 23

Lorsqu'un établissement exploitera et mettra en vente, soit des drogues simples ou des produits chimiques destinés à la pharmacie, préparés pour la vente au consom-

mateur et livrés sous cachets aux pharmaciens, soit des compositions ou préparations pharmaceutiques mises en vente dans les mêmes conditions, il devra être exploité, soit par un pharmacien, soit par une société en nom collectif, dont l'un des associés gérants est pharmacien, soit par une société en commandite par actions, dont l'un des gérants sera diplômé, soit par une société anonyme dont tous les actionnaires seront pharmaciens.

Dans tous les cas l'un des associés ou gérants diplômés sera désigné comme gérant responsable.

Les actions des sociétés visées au 1^{er} paragraphe de l'article 23 seront nominatives et les deux tiers de ces actions au moins devront être entre les mains des porteurs, de nationalité française.

ARTICLE 24

Les médicaments visés dans l'article précédent devront porter une étiquette indiquant le nom et domicile, la qualité de pharmacien français du fabricant, ainsi que le nom et la dose par une unité de prise, des principes actifs entrant dans sa composition. L'étiquette devra en outre porter un numéro d'ordre, indiquer le classement sous lequel aura été inscrit à l'Académie de Médecine, le pli cacheté contenant le nom et la dose de toutes les substances entrant dans la composition du produit. Le pli cacheté ne pourra être communiqué qu'aux experts chimistes munis de pouvoirs judiciaires réguliers.

La législation et les règlements sur la vente des substances vénéneuses sont applicables à ces préparations lorsqu'elles renferment les substances à dose interdite.

Les règlements d'administration détermineront les

conditions d'application des deux premiers paragraphes de cet article.

ARTICLE 25

La vente, la livraison, l'annonce de tout remède secret sont interdites.

Sont considérés comme remèdes secrets les médicaments simples ou composés qui ne sont pas munis d'une étiquette portant les indications prévues par les articles 8 et 24 de la présente loi.

Sont également considérés comme remèdes secrets les médicaments non inscrits au Codex ou dans une pharmacopée étrangère ou dans une de leur précédente édition, livrés aux pharmaciens pour être revendus par vente, soit en nature, soit après avoir subi une manipulation et qui ne sont pas munis au moment de leurs livraisons aux pharmaciens, d'une notice indiquant leur caractère, l'identité, et s'il y a lieu leur degré de toxicité.

ARTICLE 26

TITRE III

Il est publié tous les dix ans au moins une édition de la pharmacopée officielle ou Codex, et au moins tous les deux ans un fascicule complémentaire auquel les pharmaciens sont tenus de se conformer en ce qui concerne les médicaments qui y sont inscrits.

Le Codex et ses suppléments sont rédigés en langue française.

Une commission permanente nommée par le Ministre

de l'Instruction Publique est chargée de la rédaction du Codex et de ses compléments.

Cette commission établit la nomenclature des médicaments qui doivent figurer dans le Codex, ainsi que leur formule et leur mode de préparation ou d'essai, suivant le cas, afin d'assurer l'uniformité des produits dans toutes les officines.

Le Codex doit en outre contenir :

1^o La liste des substances qui, d'après l'article 16, ne peuvent être délivrées que sur ordonnance médicale;

2^o La liste des médicaments qui, d'après le même article 16, ne peuvent être renouvelés que sur ordonnance nouvelle;

3^o La liste des substances dont la délivrance ne peut être effectuée que si l'ordonnance est rédigée sur une feuille spéciale;

4^o La liste des médicaments inscrits sur la liste annexée au décret réglementant le commerce des substances vénéneuses;

5^o La liste des médicaments qui ne sont pas inscrits sur la liste annexée au décret réglementant le commerce des substances vénéneuses, mais qu'il est prudent de séparer des autres;

6^o Les lois et règlements concernant les études pharmaceutiques et l'exercice de la pharmacie. Tout pharmacien doit être pourvu de l'édition la plus récente du Codex et ses compléments.

ARTICLE 27

En vue d'assurer l'application des lois et règlements en vigueur, sur l'exercice de la pharmacie et sur la

répression des fraudes en matières médicamenteuses, et notamment de vérifier la bonne qualité des produits et de rechercher la fabrication et le débit sans autorisation légale des préparations ou compositions médicinales, il est procédé au moins une fois l'an à l'inspection des officines des pharmacies, des dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires, des magasins de droguistes, herboristes et épiciers, des coiffeurs et des parfumeurs, des dépôts d'eaux minérales naturelles, des fabriques et des dépôts d'eaux minérales artificielles, généralement de tout local dans lequel une personne quelconque fabrique, entrepose, met en vente des produits médicamenteux ou hygiéniques.

Les pharmaciens, droguistes ou tous débiteurs de produits médicamenteux ou hygiéniques sont tenus de présenter les drogues et compositions qu'ils ont dans leurs magasins, officines, laboratoires et leurs dépendances.

Un règlement d'administration publique désigne les autorités qualifiées pour effectuer les inspections et les visites spéciales prévues au présent article et précise les pouvoirs qui leur sont conférés par ledit article.

L'inspection des offices des pharmaciens et des dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires ne peut être confiée qu'à des professeurs de faculté ou des écoles de pharmaciens, pourvus du diplôme de pharmacien ou des pharmaciens ayant tenu officine ouverte pendant dix ans au moins ou à des pharmaciens exerçant leur profession depuis le même laps de temps; mais ces derniers ne pourront inspecter dans le département où ils exercent.

Un règlement d'administration publique détermine les règles de procédure applicables aux substances médica-

menteuses et hygiéniques en ce qui concerne les prélèvements d'échantillon, les analyses, les expertises et saisies nécessaires à l'exécution de la présente loi et de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes.

Il est institué dans chaque faculté ou école pourvue de laboratoire chargé de l'analyse des médicaments prélevés par les inspecteurs, une commission consultative appelée à donner son avis sur la nature et la gravité des infractions constatées. Cette commission doit comprendre des représentants des facultés ou écoles de pharmacies, pourvus du diplôme de pharmacien, des pharmaciens inspecteurs, pharmaciens détaillants, des pharmaciens gérants de drogueries pharmaceutiques et des pharmaciens spécialistes.

ARTICLE 28

Quiconque sans être pourvu d'un diplôme d'État de pharmacien français, aura débité ou vendu des médicaments, exercé la profession de pharmacien ou se sera immiscé par corporation, association ou tout autre accord, dans l'exploitation d'une officine ou d'un produit médicamenteux, en dehors des conditions prévues par la présente loi, sera puni d'une amende de 500 à 3.000 francs.

ARTICLE 29

Sont punis d'une amende de 100 à 500 francs :

1^o Le pharmacien ou l'herboriste qui n'aura pas effectué la déclaration et la production du diplôme, prescrites par la présente loi;

2° Les internes et les étudiants qui auront exercé la pharmacie ou géré une officine, en dehors des cas prévus par les articles 4 et 6;

3° Quiconque aura vendu ou mis en vente des médicaments sur la voie publique, les foires et marchés, contrairement à l'article 11;

4° Quiconque aura, soit annoncé, livré ou vendu des remèdes secrets contrairement à l'article 25;

5° Les membres des commissions administratives des hôpitaux et hospices, les administrateurs des établissements ayant pour objet la distribution de secours aux malades.

Les administrateurs de sociétés de secours mutuel, les pharmaciens attachés auxdits établissements, qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 6.

ARTICLE 30

Sont punis d'une amende de 16 à 100 francs :

1° Le pharmacien qui ne se sera pas conformé, pour son enseigne, ses étiquettes et ses factures, aux prescriptions de l'article 8 et du 2^e paragraphe de l'article 7;

2° Le pharmacien qui aura délivré sans ordonnance du médecin les médicaments mentionnés à l'article 16;

3° Le pharmacien qui ne sera pas pourvu de l'édition la plus récente du Codex et de ses compléments ou qui ne s'y sera pas conformé, contrairement aux obligations édictées à l'article 26;

4° Quiconque aura commis des infractions prévues par la présente loi, et qui ne sont pas visées dans les articles 28 et 29, ainsi que dans le présent article.

ARTICLE 31

En cas de poursuite judiciaire suivie de condamnation, le tribunal peut ordonner la fermeture de toute officine ouverte et exploitée dans les conditions contraires à la présente loi, nonobstant appel ou opposition.

ARTICLE 32

Les tribunaux peuvent, en cas d'infraction punie à l'article 48, ordonner dans les lieux qu'ils désigneront l'affichage du jugement portant condamnation et son insertion intégrale ou par extrait dans les quatre journaux qu'ils indiqueront, le tout aux frais du condamné.

ARTICLE 33

Lorsque le prévenu convaincu de contravention à la présente loi aura été condamné, dans les cinq ans qui ont précédé le délit, pour une infraction identique, l'amende pourra être élevée jusqu'au double du maximum.

ARTICLE 34

La suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de la pharmacie et de la profession d'herboriste, peuvent être prononcées par les cours et les tribunaux accessoirement à la peine principale, contre tout pharmacien ou herboriste condamné :

- 1^o A une peine afflictive ou infamante;
- 2^o A une peine correctionnelle prononcée pour faux,

vol ou escroquerie, ainsi que pour les crimes et délits prévus par les articles 317, 332, 334, et 335 du Code pénal;

3° A une peine correctionnelle prononcée en Cour d'Assises pour des faits qualifiés de crimes par la loi.

En cas de condamnation prononcée à l'étranger pour l'un des crimes ou délits ci-dessus spécifiés, le coupable peut également, à la requête du Ministère public, être frappé par les tribunaux français de la suspension temporaire ou de l'incapacité absolue de l'exercice de sa profession.

En aucun cas, les dispositions du présent article ne sont applicables aux pharmaciens ou herboristes frappés d'une peine quelconque pour crime ou délit politique.

Tout pharmacien ou herboriste qui continue d'exercer la profession malgré la peine de la suspension temporaire ou de l'incapacité absolue prononcée contre lui, tombe sous le coup de l'article 28 de la présente loi.

ARTICLE 35

L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues et punies par la présente loi.

ARTICLE 36

Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, il sera rendu un décret révisant le décret du 14 septembre 1916 sur les substances vénéneuses.

ARTICLE 37

La présente loi est applicable à l'Algérie et aux Colonies françaises.

ARTICLE 38

Sont et demeurent abrogés :

- 1° L'arrêt du Parlement de Paris du 23 juillet 1708, ainsi que les arrêts et règlements qui y sont rappelés;
- 2° La déclaration du Roi du 25 avril 1777;
- 3° La loi du 14 avril 1791;
- 4° La loi du 29 pluviôse, an XIII;
- 5° La loi du 25 prairial, an XIII;
- 6° La loi du 31 germinal, an XI et la loi du 25 juin 1908;
- 7° Le décret du 19 avril 1810;
- 8° L'ordonnance du 8 août 1816;
- 9° Le décret du 3 mai 1850;
- 10° Généralement les dispositions des lois ou ordonnances et décrets antérieurs, en ce qu'ils ont d'incompatibles avec les prescriptions de la présente loi.

ANNEXE V

LE NOUVEAU RÉGIME DE LA PHARMACIE EN TUNISIE

Le décret beylical du 16 mars 1936 établit le régime le plus récent dans un pays de législation française.

Ce décret s'inspire de la proposition de loi de M. Émile Vincent de 1920 et il tranche un certain nombre de points encore en question en France.

C'est pourquoi il m'a paru intéressant d'en reproduire ici le texte qui appelle les remarques suivantes :

1° Le décret instaure le régime de la licence gouvernementale pour l'exercice de la pharmacie (et non pas seulement pour la pharmacie de détail) — cette licence est délivrée aux premiers classés d'un concours annuel.

Le prix du fonds de commerce est établi par expertise à défaut d'entente amiable et des délais sont accordés pour le paiement.

Le local où le licencié exercera doit être approuvé il doit en être au moins locataire.

2° Le nombre de pharmacies de détail est limité et tous, les médicaments, préparés à l'avance ou non, sont tarifés;

3° Les établissements de bienfaisance ne peuvent délivrer les médicaments que gratuitement et doivent avoir un pharmacien non établi ailleurs;

4° Le colportage est interdit et une liste sera établie

des plantes et drogues que pourront vendre herboristes et droguistes.

5° Toute forme de société est autorisée entre diplômés, mais les gérants des sociétés en nom collectif ou en commandite simple ne doivent pas avoir d'autre officine.

Cette obligation n'est pas imposée dans les autres types de sociétés.

Les actions des sociétés anonymes sont obligatoirement nominatives;

6° Entre diplômés et non-diplômés, seules sont autorisées les sociétés en commandite simple ou par actions dont tous les commandités sont diplômés.

Le texte de l'article 13 semble écarter toute société pour les pharmaciens de détail; par contre le régime est étendu aux produits vétérinaires et aux simples dépôts de produits médicamenteux — seuls en sont exceptés les représentants ne tenant pas de dépôt.

L'application en France du régime tunisien instauré par le décret beylical du 16 mars 1936 constituerait un immense progrès sur la loi de germinal et ses conséquences.

Cependant il me semble qu'il doive subir quelques aménagements :

a) Tout d'abord je reste partisan d'un régime unique pour la pharmacie de détail comme pour la fabrique de médicaments;

b) Ensuite il me semble suffisant d'exiger des grossistes qui ne font pas de préparations pharmaceutiques, qu'ils aient un diplômé à leur tête. (Le décret exige d'eux les mêmes conditions que pour une fabrique de produits pharmaceutiques);

c) Enfin, je ne vois pas pourquoi il faut exclure des

associations entre diplômés et non-diplômés les sociétés autres que les commandites.

Sans doute a-t-on voulu qu'il y ait toujours au moins un pharmacien indéfiniment responsable quand il y a des non-diplômés dans l'affaire, mais l'article 13 précise que dans tous les cas les gérants, administrateurs etc... sont responsables « de l'application des dispositions légales concernant la pharmacie » et ce texte me paraît établir leur pleine et entière responsabilité.

D'autre part il me semble nécessaire que les diplômés soient majoritaires aux assemblées, c'est-à-dire qu'ils possèdent au moins la moitié du capital social, pour que leur situation reste prépondérante dans la société vis-à-vis de celle des non-diplômés;

d) Je suis d'avis d'autoriser la mise de l'officine en gérance libre ou salariée dans les conditions que j'ai exposée au chapitre 2 de la III^e partie.

Voici le texte du décret beylical :

TITRE I. — *Conditions d'exercice de la profession.*

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut désormais exercer la profession de pharmacien en Tunisie s'il n'est âgé de vingt-cinq ans révolus et s'il n'a obtenu, après concours, une licence de la Direction de l'Intérieur lui conférant le droit d'établir ou d'exploiter une pharmacie dans un local déterminé.

Ce droit est incessible et intransmissible.

ART. 2. — Peuvent se présenter au concours des pharmaciens, outre les candidats français et tunisiens, les étrangers jouissant dans la Régence, en vertu des con-

ventions diplomatiques, des mêmes droits civils que les Tunisiens et les Français.

Les candidats doivent être agréés au préalable par le directeur de l'Intérieur, au vu de leur dossier.

En cas de refus, le candidat peut recourir dans les huit jours devant le secrétaire général du Gouvernement tunisien qui statue définitivement et en dernier ressort.

Les pharmaciens ayant vendu leur fonds ne sont pas admis à concourir, sauf s'il est démontré que les circonstances de force majeure les ont obligés à cette vente.

ART. 3. — Le concours des pharmaciens a lieu au mois de novembre de chaque année. Les candidats classés conservent le bénéfice de leur classement jusqu'au 31 décembre de l'année suivante. La liste annuelle de classement est publiée au *Journal Officiel Tunisien* dans la dernière quinzaine de décembre.

L'attribution des licences pour l'exploitation des pharmacies est obligatoirement faite aux candidats admis suivant l'ordre de leur classement.

Un arrêté du secrétaire général du Gouvernement tunisien fixera, sur la proposition du directeur de l'Intérieur et après avis de la Commission des Pharmacies, les conditions et les matières du concours annuel, ainsi que le nombre des candidats susceptibles d'être classés.

L'arrêté fixera la majoration de points qui pourra être accordée aux candidats, soit en raison de leurs services antérieurs, soit en raison de leur titres universitaires ou scientifiques.

ART. 4. — Les candidats au concours de pharmacien doivent joindre à leur demande :

- 1^o Un extrait de l'acte de naissance;
- 2^o Le diplôme de pharmacien, en original ou en copie

certifiée conforme. Les candidats français ou tunisiens justifient du diplôme de l'État français; les étrangers autorisés à participer au concours peuvent également produire un diplôme d'État étranger pourvu qu'il leur donne droit à exercer la profession de pharmacien dans le pays où le diplôme a été délivré dans leur propre pays d'origine;

3° Un extrait du casier judiciaire ne remontant pas à plus de trois mois;

4° Un certificat de bonnes mœurs établi par l'autorité compétente du dernier domicile du candidat;

5° Tous certificats justifiant les occupations du candidat depuis l'obtention du diplôme;

6° La justification que le candidat dispose de moyens nécessaires pour la création ou l'acquisition d'une pharmacie ainsi que pour son exploitation;

7° Un *curriculum vitae* signé par le candidat.

Ce dossier est transmis au directeur de l'Intérieur au plus tard dans les trente jours qui suivent la publication du *Journal Officiel* de l'avis de concours.

ART. 5. — L'attribution d'une licence ne devient définitive que lorsque le bénéficiaire a fait approuver le choix du local où il exploitera sa pharmacie et dont il doit être possesseur ou locataire en nom propre.

A cet effet, il produit dans le délai de trois mois un plan des lieux avec une brève description des locaux et toutes explications utiles sur leur utilisation. Faute de quoi, l'attribution de la licence peut être annulée et profiter à un autre candidat.

Le bénéficiaire de la licence devra au préalable, déclarer par écrit qu'il agit pour son propre compte et non

comme personne interposée et que l'officine lui appartienne en pleine propriété.

L'installation du nouveau pharmacien, doit à peine de nullité, être effectuée trois mois au plus tard après l'attribution définitive de la licence. Dans les trois mois qui suivent l'installation il doit justifier qu'il possède le matériel et les produits nécessaires au fonctionnement normal de sa pharmacie.

ART. 6. — La licence définitive est valable jusqu'au décès du titulaire.

Toutefois, elle peut lui être retirée :

1° S'il est établi que le titulaire ne réunit plus les conditions réglementaires ou si les locaux d'exploitation ne répondent plus aux prescriptions légales;

2° A la suite d'une déclaration de faillite du pharmacien, non suivie dans le délai de six mois d'une homologation de concordat;

3° A la suite d'une condamnation civile ou pénale pour fait préjudiciable à la santé d'autrui;

4° Pour fautes professionnelles graves relevées habituellement par le Service d'inspection;

5° Pour infraction aux décrets réglementant l'exercice de la pharmacie en Tunisie.

Dans les mêmes circonstances, l'autorisation accordée aux pharmaciens déjà installés à la date du présent décret peut être également rapportée.

Le retrait de licence ou d'autorisation est prononcé, à titre provisoire ou définitif, par notre directeur de l'Intérieur dont la décision peut être frappée dans la huitaine de recours devant le secrétaire général du Gouvernement tunisien en lequel statue définitivement et en dernier ressort.

Le pharmacien faisant l'objet de la sanction susvisée sera, au préalable, appelé à fournir toutes explications écrites.

ART. 7. — Les héritiers peuvent dans le mois qui suit son décès, demander au directeur de l'Intérieur que pendant une année au maximum, la pharmacie soit exploitée pour leur compte par un pharmacien diplômé qu'ils présenteront à cet effet.

ART. 8. — Le nouveau titulaire d'une pharmacie doit, dans tous les cas, rembourser à son prédécesseur ou à ses ayants droit la valeur réelle du fonds de pharmacie.

Faute d'entente amiable, le prix sera déterminé par expertise, chaque partie désignant un expert et le directeur de l'Intérieur désignant le pharmacien, tiers expert, qui présidera la Commission d'évaluation.

Les frais des opérations d'estimation, calculés d'après les débours réels, sont à la charge du nouveau titulaire.

Il sera transmis à la direction de l'Intérieur un procès-verbal des délibérations de la Commission d'évaluation.

Le directeur de l'Intérieur décide, définitivement et sans appel, s'il y a lieu d'homologuer la proposition des experts où s'il convient de recommencer l'expertise dans le cas où les opérations apparaîtraient irrégulières.

Les experts divisent en deux parts le prix que le nouveau titulaire doit acquitter : l'une payable immédiatement sauf convention contraire des parties, comprend l'estimation du mobilier, du matériel et des marchandises; le surplus de la valeur du fonds de commerce est remboursé par annuités, fixées ainsi que les intérêts par la Commission d'Expertise.

ART. 9. — Une officine, même installée antérieurement au présent décret, ne peut être transférée dans un

autre local qu'en vertu d'une autorisation de notre directeur de l'Intérieur après avis de la Commission des Pharmacies.

ART. 10. — Le pharmacien peut être autorisé par le directeur de l'Intérieur à se faire remplacer sous sa responsabilité par un pharmacien diplômé qui sera désigné dans sa demande.

L'autorisation de remplacement dépassant trois mois ne sera donnée que pour des causes dûment justifiées.

Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'alinéa 5 de l'article 4 du décret du 10 mars 1927 pour les remplacements dont la durée est inférieure à trois mois.

ART. 11. — Le pharmacien qui cesse même momentanément l'exploitation de sa pharmacie doit en aviser le directeur de l'Intérieur.

TITRE II. — *Prescriptions diverses* *concernant l'exploitation des pharmacies.*

ART. 12. — Le colportage pharmaceutique, sous quelque forme que ce soit, est formellement interdit sur tout le territoire de la Régence.

En conséquence, et sous réserve de la dérogation prévue à l'article 8 § 2, du décret du 10 mars 1927 en faveur des médecins et vétérinaires intervenant dans les localités dépourvues de toute pharmacie dans un rayon de six kilomètres, nul ne peut offrir, tenter de vendre ou vendre au public, en dehors d'une officine, des médicaments ou produits présentés comme jouissant de propriétés curatives ou préventives et, notamment sur la voie publique, sur les marchés, à domicile, ou dans des magasins non affectés au commerce pharmaceutique.

Il est interdit aux pharmaciens de détail, grossistes, représentants ou dépositaires de produits pharmaceutiques de solliciter auprès du public des commandes de médicaments, soit à domicile directement et par préposés, salariés ou courtiers, soit par bureau de commandes à caractère commercial.

Il est également interdit de procéder par les mêmes moyens ou par des services réguliers au trafic et à la distribution à domicile des médicaments dont la commande aurait été ainsi sollicitée.

ART. 13. — Tout établissement, droguerie, dépôt, entrepôt, affecté à la fabrication, à la détention, à la vente en gros, aux officines de détail, de produits, compositions et préparations, spécialités ou non, pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire, doit être exploité :

Soit par un pharmacien diplômé;

Soit par une société en nom collectif uniquement formée entre pharmaciens dont le directeur ou le gérant ne doit pas posséder d'officine;

Soit par une société en commandite simple dont tous les commandités sont pharmaciens, n'ayant pas d'autre officine;

Soit par une société en commandite par actions dont tous les gérants sont pharmaciens;

Soit par une société anonyme dont tous les administrateurs et les directeurs ou gérants, sont des pharmaciens diplômés sous la condition que ces actions sont nominatives et n'appartiennent qu'à des pharmaciens diplômés.

Si la société est à responsabilité limitée, les gérants devront être pharmaciens, ainsi que tous les propriétaires de parts.

Le pharmacien, propriétaire de l'établissement, ou en cas d'association, les administrateurs, les directeurs ou gérants sont responsables de l'application des dispositions légales concernant la pharmacie.

Les pharmaciens visés par les diverses dispositions du présent article s'entendent soit des pharmaciens qui, ayant déjà exercé la profession, sont agréés par le directeur de l'Intérieur, soit de ceux qui rempliraient les conditions exigées par les articles 2 et 4 du présent décret.

La simple représentation des produits pharmaceutiques demeure libre, si le représentant n'en tient pas dépôt.

ART. 14. — Nul, s'il n'est pharmacien autorisé, ne peut détenir pour la vente ou la distribution, vendre ou distribuer au détail pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire, aucune drogue, substance, composition ou préparation auxquelles sont attribuées des propriétés médicinales ou curatives.

Toutefois la liste des plantes ou substances que sont autorisés à vendre ou distribuer les herboristes ou droguistes sera dressée par arrêté du secrétaire général du Gouvernement tunisien sur la proposition de notre directeur de l'Intérieur après avis de la Commission des pharmacies et du Conseil supérieur de la Santé publique ou de sa Commission permanente.

D'autre part, il n'est pas dérogé aux droits acquis en pareille matière par l'Institut Pasteur et l'Institut Arloing de Tunis.

Enfin, le Gouvernement tunisien se réserve la faculté de continuer à faire participer les débitants de tabac à la mise en vente par le Service des Monopoles, des dragées ou comprimés de quinine en boîtes ou flacons condition-

nés ou tous autres produits, drogues ou substances qu'il jugerait utiles d'ajouter par voie d'arrêté du Secrétaire général du Gouvernement tunisien, après avis de la Commission permanente du Conseil supérieur de la Santé publique.

ART. 15. — Les établissements hospitaliers, les comités ou groupements de bienfaisance autorisés par le Gouvernement, ayant dans leurs attributions la distribution gratuite de secours médicaux et pharmaceutiques aux malades indigents, les infirmeries privées réservées aux indigents et autorisées par l'État doivent être propriétaires d'une pharmacie gérée par un pharmacien diplômé n'ayant pas d'officine dans la Régence, à moins qu'ils ne préfèrent confier la préparation de leurs médicaments à un ou plusieurs pharmaciens de la commune.

Par dérogation, les pharmacies ou dépôts de médicaments des infirmeries-dispensaires et les salles de consultation de l'État tunisien et des communes pourront être gérées par le médecin de l'assistance médicale gratuite ou le médecin municipal.

Ces dépôts soumis aux visites de l'Inspection des pharmacies ne pourront se transformer en officines.

Aucun établissement hospitalier ou d'assistance médicale, aucun comité ou groupement de bienfaisance ne peut délivrer au public des médicaments à titre onéreux. Exception est faite pour les malades non indigents hospitalisés dans un établissement d'assistance.

ART. 16. — *Tarif.* — Il sera publié par arrêté du directeur de l'Intérieur un tarif obligatoire des médicaments, spécialisés et objets de pansement offerts au public pour la vente. Les prix indiqués au tarif ne pourront être ni diminués ni dépassés. Ce tarif sera fixé après

avis de la Commission des Pharmacies et du Conseil supérieur de la Santé publique ou de sa Commission permanente sur la proposition du Syndicat pharmaceutique de Tunis.

Toute ristourne faite en nature ou sous forme d'objet à titre gracieux, de publicité, réclame, timbres-primes, etc., sera interdite.

Un tarif spécial pour la cession des établissements ou œuvres d'assistance et de bienfaisance assurant des distributions gratuites de médicaments sera annexé au tarif de vente au public.

Une étiquette apposée sur chaque produit mis en vente portera visiblement le prix indiqué au tarif.

ART. 17. — L'exposition publique autrement que pour les besoins de la publicité, la mise en vente, l'échange des échantillons médicaux par les médecins, pharmaciens, sages-femmes, dentistes, vétérinaires et toute autre personne n'appartenant pas aux professions médicales, est interdite.

Tout échantillon présenté au public, essayé dans les établissements hospitaliers publics ou privés, distribué en clientèle et aux œuvres de bienfaisance, portera une étiquette bleue avec la mention :

TUNISIE. ÉCHANTILLON MÉDICAL.

NE PEUT ÊTRE VENDU.

L'étiquette doit être de la dimension suivante :
0,04 × 0,02.

La même mention doit être portée sur l'enveloppe extérieure de chaque échantillon.

Le Service des Douanes ou les Services Postaux ne

délivreront les échantillons aux pharmaciens que sur une déclaration écrite de l'intéressé, indiquant le nombre et la nature des échantillons importés.

Cette déclaration sera envoyée en original à l'Inspection des pharmacies et à la Direction de l'Intérieur.

TITRE III. — *Limitation du nombre des pharmacies.*

ART. 18. — Le nombre des autorisations d'ouverture d'une officine de détail doit être calculé à raison d'une officine par fraction de 5.000 habitants au minimum. Dans les campagnes cette fraction devra se grouper en un rayon de six kilomètres du siège de la pharmacie. Sont considérées comme pharmacies de campagne, les officines exploitées dans une agglomération d'une population inférieure à 5.000 habitants.

Dans les localités importantes, l'arrêté d'autorisation peut imposer, compte tenu du quantum, une limite de distance entre deux officines; cette distance ne pourra être moindre de 200 mètres réellement parcourus en prenant, toutefois, en considération, dans chaque cas d'espèce, les conditions topographiques et de viabilité et les possibilités de développement de la localité ou du quartier.

Pour les pharmacies dites de campagne, cette distance pourra être réduite à 100 mètres.

ART. 19. — Dans les trois mois à dater de la publication du présent décret, il est dressé, sur les bases précédentes de limitation, une liste des pharmacies actuellement en surnombre dans chaque localité, ville ou quartier de la Régence. A cet effet, les grandes villes sont divisées en quartiers ou secteurs et les pharmacies actuelle-

ment exploitées sont classées par ordre d'ancienneté.

Cette liste est arrêtée par le directeur de l'Intérieur après avis de la Commission de pharmacie et du Conseil supérieur de la Santé publique ou de sa Commission permanente.

Toute réclamation contre cette liste doit, à peine de déchéance, être portée dans les deux mois devant le secrétaire général du Gouvernement tunisien qui statue définitivement et sans appel.

ART. 20. — Les pharmacies en surnombre sont supprimées, au cas soit de fermeture volontaire, soit de retrait définitif d'autorisation, soit de décès de leur titulaire sous réserve des droits reconnus à titre transitoire aux pharmaciens actuellement en service par l'article 22 ci-après.

Le Syndicat pharmaceutique de Tunis indemniserà les ayants-droits de la valeur, au jour du jour, du matériel et des marchandises et les rétrocèdera aux pharmaciens en exercice.

ART. 21. — Toutes pharmacies, tous établissements, dépôts, entrepôts, drogueries, agences de représentation ou de commission tenant un dépôt en association ou non, créés avant la publication du présent décret et actuellement exploités par des personnes non pourvues du diplôme de pharmacien ou agissant par personnes interposées, et dont la liste nominative sera publiée en annexe au présent décret, employant plus de quatre aides participant à la préparation ou à la manutention de médicaments ou en contact avec la clientèle pour leur débit, sont tenus de prendre, au-dessus de ce chiffre, des employés salariés munis d'un diplôme qui leur donnerait droit de participer aux concours des pharmacies.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires.*

ART. 22. — Les droits acquis aux pharmaciens régulièrement installés antérieurement à la publication du présent décret, demeurant cessibles et transmissibles aux conditions suivantes :

La transmission entre vifs à titre gratuit ou à titre onéreux est autorisée au profit de l'épouse ou d'un descendant direct ou d'un allié au même degré, pourvu que le cessionnaire possède le diplôme de pharmacien exigé par l'article 3, alinéa 1, du présent décret et ait obtenu l'agrément du directeur de l'Intérieur, conformément à l'article 2, alinéa 2 et 3, du présent décret.

Est interdite, la transmission entre vifs à titre gratuit à d'autres personnes qu'à celles indiquées à l'alinéa précédent.

En cas de transmission entre vifs à titre onéreux à d'autres personnes, le cédant est tenu de déclarer, au moins quinze jours à l'avance, au directeur de l'Intérieur, son intention de vendre son officine et d'indiquer le prix éventuel de la vente ainsi que le nom de l'acquéreur.

Un droit de préemption est établi, en ce cas, au profit des candidats classés sur la liste annuelle, dans l'ordre de leur classement. Ces candidats sont avisés par le directeur de l'Intérieur et doivent faire connaître leur décision dans un délai de huit jours.

En cas de transmission par décès, les héritiers peuvent user pendant une année à dater du décès, de la même faculté de cession à titre onéreux et sous réserve du même droit de préemption, à moins qu'ils ne préfèrent exploiter eux-mêmes l'officine s'ils se trouvent munis du

diplôme et de l'agrément exigés par le présent décret. Si l'héritier est étudiant en pharmacie et peut justifier d'au moins quatre inscriptions, la pharmacie peut être gérée comme il est dit à l'article 10 pendant le temps nécessaire à l'achèvement des études, sans toutefois passer quatre années. Ce délai pourra être porté à six ans si l'héritier étudiant justifie qu'il prépare une thèse de doctorat ou si, après un concours, il occupe un poste d'interne.

Dans tous les cas, le droit cédé ou transmis dans les conditions énumérées au présent article devient incessible et intransmissible.

Si le pharmacien en exercice, bénéficiaire des présentes dispositions transitoires, fait l'objet d'une condamnation judiciaire définitive pour infraction aux décrets et règlements sur l'exercice de la pharmacie, le directeur de l'Intérieur peut, soit ordonner la fermeture momentanée de l'officine, soit mettre en demeure le titulaire de céder le droit d'exploitation dans le délai qui lui sera imparti, faute de quoi, la faculté que lui reconnaît le présent article de céder ou de transmettre l'officine se trouve éteinte.

ART. 23. — Par mesure transitoire, les établissements, drogueries, dépôts, entrepôts, agences de représentation ou de commission tenant un dépôt en association ou non, créés avant la publication du présent décret et actuellement exploités par des personnes non pourvues du diplôme de pharmacien ou agissant par personne interposée, et dont la liste nominative sera publiée en annexe du présent décret, sont autorisés à continuer leur exploitation, dans les mêmes conditions, sous la garantie de la gestion effective d'un pharmacien diplômé agréé par le directeur de l'Intérieur et responsable de l'application

des dispositions légales sur l'exercice de la pharmacie.

Ces établissements et agences devront dans le délai de deux mois à dater de la publication du présent décret au *Journal Officiel*, faire à l'inspection des pharmacies une déclaration déterminant leur raison sociale, leur organisation, leur activité commerciale, les maisons qu'ils représentent, les produits et spécialités dont ils ont le dépôt.

L'autorisation accordée peut être révoquée si les exploitants, gérants, représentants ou commissionnaires ont commis des fautes graves, notamment en ce qui concerne les soumissions présentées et les marchés exécutés pour la fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques à l'État, aux communes, aux établissements publics ou aux comités, groupements et établissements privés d'assistance et de bienfaisance.

TITRE V. — *Sanctions.*

ART. 24. — Toute infraction aux prohibitions du présent décret est punie des sanctions prévues contre l'exercice illégal de la pharmacie.

Toute violation à ses prescriptions pourra entraîner, en outre, la fermeture définitive ou provisoire de l'officine par ordre de l'autorité administrative.

Toute contravention aux dispositions de l'article 17 sera punie d'une amende de 16 à 50 francs sans préjudice du double des droits de douane qui auraient dû être perçus pour l'importation normale du même produit, flacon ou paquet, destiné au commerce.

ART. 25. — Le Secrétaire général du gouvernement Tunisien et notre directeur de l'Intérieur sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret et autorisés à y pourvoir par voie d'arrêtés réglementaires.

ART. 26. — Sont expressément maintenues en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent décret, celles du 10 mars 1927 réglementant l'exercice de la pharmacie.

ANNEXE VI

LOI DU 26 MARS 1930 RÉPRIMANT LES FAUSSES INDICATIONS D'ORIGINE DES MARCHANDISES

ARTICLE PREMIER. — Quiconque sur des produits naturels ou fabriqués détenus ou transportés en vue de la vente, mis en vente et vendus en France ou sur des emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes, étiquettes, etc... aura apposé ou sciemment utilisé une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire, s'ils sont étrangers, qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française et, dans tous les cas, qu'ils ont une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère, sera puni des peines prévues par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Toutefois, cette disposition ne sera pas applicable lorsque le produit portera en caractères manifestement apparents, l'indication de la véritable origine, à moins que la fausse indication d'origine ne constitue une appellation régionale protégée par la loi du 6 mai 1919.

En ce qui concerne les produits français, la raison sociale, le nom et l'adresse du vendeur ne constituent pas nécessairement une indication d'origine.

ART. 2. — Seront également punis des peines prévues par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, ceux qui par addition, retranchement ou par une altération quelconque des mentions portées sur le produit, par des annonces, brochures, circulaires, prospectus, ou affiches, par la production de factures ou de certificats d'origine mensongers, par une affirmation verbale ou par tout autre moyen, auront fait croire à l'origine française des produits étrangers ou pour tous produits, à une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère.

L'ARTICLE 3 dispose que tout intéressé peut poursuivre, y compris les syndicats professionnels.

L'ARTICLE 4 prévoit les peines en cas de récidive, et

L'ARTICLE 5 applique la loi à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE VII

ORIGINE HISTORIQUE DE LA RÈGLE DE L'INDIVISIBILITÉ DU DIPLOME ET DE L'OFFICINE

Je dois à l'obligeance de M. le Professeur M. Honnorat de donner ci-dessous un bref aperçu des pertinentes critiques qu'il adresse à la jurisprudence actuelle.

La situation de l'apothicairerie était au XVIII^e siècle quelque peu confuse.

En effet, les privilèges des maîtres apothicaires étaient battus en brèche, non seulement par les épiciers qui accollés à eux dans la même corporation prétendaient se mêler « du fait d'apothicairerie » et par les médecins qui voulaient leur imposer leur suprématie, mais encore par les apothicaires privilégiés qui, attachés par une charge ou un brevet aux princes de la Maison royale, suivaient ceux-ci dans leurs déplacements.

En effet, bien qu'un arrêt du Conseil d'État rendu en 1662, ait fixé le nombre des pharmaciens ayant le droit d'exercer à Paris, les apothicaires privilégiés avaient obtenu d'avoir une officine en ville et même de ne pas passer par la maîtrise malgré un édit de 1707 qui exigeait du titulaire d'une officine qu'il soit apothicaire-juré ou qu'il ait exercé sa profession dix ans dans un hôpital.

En outre, quand la Cour était à Versailles, ils faisaient tenir leurs officines parisiennes par des épiciers.

En 1749 les maîtres apothicaires s'adressèrent au Parlement et il en résulta un long procès qui durait encore lorsque les corporations furent abolies par Turgot.

Lors de leur rétablissement et pour mettre fin aux abus, la Déclaration royale du 25 avril 1777 exigea des apothicaires privilégiés l'exercice personnel de leur art dans leurs officines et leur fit défense de céder leurs privilèges.

Elle réunit en une corporation distincte, le Collège royal de pharmacie, tous les apothicaires, maîtres ou privilégiés, et établit des mesures pour les protéger contre les empiètements des épiciers.

La Déclaration de 1777 était donc un véritable règlement corporatif lié au sort du Collège de pharmacie.

En fait, les difficultés ne cessèrent point, les apothicaires privilégiés de Paris s'efforçant d'ignorer le nouveau régime, et il fallut les lettres patentes du 10 février 1780 pour fixer le statut spécial de la corporation y compris l'ordre de préséance des apothicaires.

Aussi, souligne M. Honnorat, lorsque le décret du 2-17 mars 1791 eût supprimé tous les privilèges, notamment celui du Collège de pharmacie, ne restait-il rien du régime antérieur et c'est seulement pour éviter les abus que la liberté totale de l'exercice de la pharmacie engendra aussitôt, que le décret du 14 avril 1791 décida qu'en attendant que l'Assemblée Nationale eût statué définitivement à cet égard « il ne pourra être délivré de patente » pour préparer ou vendre des médicaments qu'à ceux qui seront reçus pharmaciens suivant les statuts et règlements de la profession.

Il n'était plus question de privilèges et pour exercer la pharmacie il suffisait d'être diplômé et de demander une patente.

La loi du 21 germinal an XI a maintenu ce régime mais, ajoute M. Honnorat, comme elle constituait par elle-même le nouveau statut de la pharmacie, elle n'avait pas à se référer à des textes abolis mais provisoirement maintenus, dans un but d'ordre public, jusqu'à sa mise en vigueur, et de fait, elle ne s'y réfère nulle part.

Ainsi que l'a déclaré la Cour de Riom dans son arrêt du 22 février 1862, les travaux préparatoires montrent nettement que la loi de germinal « présente bien dans les institutions qu'elle crée et dans les mesures de police qu'elle promulgue tous les caractères de la loi organique et définitive annoncée par l'Assemblée Nationale le 11 avril et qui devait consommer l'abrogation de tous les règlements antérieurs et par suite l'abrogation de la déclaration de 1777 ».

D'ailleurs, l'article 25 de la loi de germinal — au surplus dépourvu de sanctions — n'exigeant le diplôme que pour ouvrir une officine, préparer, vendre ou débiter un médicament, les contemporains, le gouvernement et la jurisprudence de la première moitié du XIX^e siècle ont admis la divisibilité de la propriété et de la gérance de l'officine, à condition que le gérant soit diplômé et qu'il exerce réellement et sérieusement sa fonction, c'est-à-dire qu'il ne soit pas un simple prête-nom du propriétaire non diplômé.

Et M. Honnorat conclut qu'en se prononçant en sens contraire à partir de 1859 (arrêt Ratel, 23 juin 1859, C. cass.) la jurisprudence a commis et commet un véritable contre-sens historique et juridique.

ANNEXE VIII

LOIS ET JURISPRUDENCE

Liste des textes de lois ou décrets et des décisions judiciaires auxquels je me suis référé :

I. — LOIS ET DÉCRETS.

1^o *Code civil* : article 815. Indivision.

883. Partage.

1130, 1134, 1135. Contrats.

1382, 1383. Responsabilité civile.

1402, 1499. Biens communs.

1659, 1673. Réméré.

1689, 1690. Transfert de créance.

1885. Clause léonine.

1911. Rente perpétuelle.

1964. Contrat aléatoire.

2^o *Code de commerce* : article 35, 36. Transfert de titres nominatifs.

75. Agent de change.

3^o *Code pénal* : article 317. Avortement.

319. Homicide par imprudence.

320. Coups et blessures involontaires.

378. Secret professionnel.

418. Secret de fabrique.

419. Coalition.

475. Réquisition.

4^o *Code de l'Enregistrement* : article 374. Fonds de commerce.

442. Réméré.

5^o *Lois et décrets* (les principales sont en italique).

Juin 1514. Lettres patentes du Roi.

23 juillet 1748. Arrêt de règlement du Parlement de Paris.

25 avril 1777. *Déclaration du Roi.*

10 février 1780. *Lettres patentes du Roi.*

14-17 avril 1791. Décret-Pharmacie.

19 juillet 1791. Décret. Propriété artistique et littéraire.

17 avril 1803, 21 GERMINAL AN XI. Loi sur la pharmacie.

25 thermidor an XI. Décret. Veuve de pharmacien.

18 août 1810. Décret. Achat d'une formule médicamenteuse par l'État.

28 juillet 1824. Loi. Nom commercial.

5 juillet 1844. Loi. Brevets d'invention.

3 mai 1850. Décret. Approbation des remèdes par l'Académie de Médecine.

5 août 1851. Loi. Hôpitaux et Hospices.

25 juin 1857. *Loi. Marques de fabrique.*

24 juillet 1867. Loi. Sociétés par actions.

30 novembre 1892. Loi. Médecine.

29 juin 1894. Loi. Caisse des ouvriers mineurs.

25 avril 1895. *Loi. Sérums.*

1^{er} août 1905. *Loi. Fraudes.*

25 juin 1908. Loi. Modifiant la Loi de germinal.

14 juillet 1909. Loi. Dessins et modèles.

9 février 1916. Loi. Héritiers du pharmacien.

- 6 juillet 1919. Loi. Appellations d'origine.
31 juillet 1920. Loi. Avortement.
12 janvier 1922. Décret. Eaux minérales.
27 mars 1923. Loi. Natalité.
19 avril 1923. Loi. Médicaments étrangers.
17 mars 1925. Loi. Sociétés à responsabilité limitée.
13 juillet 1926. Décret. Remède secret.
23 janvier 1929. Loi. Parts bénéficiaires.
26 mars 1930. Loi. Fausses indications d'origine.
15 juin 1934. Loi. Sérums.
8 août 1935. Décret-Loi. Commissaires aux Comptes.
30 octobre 1935. Décret-Loi. Obligations.

II. — JURISPRUDENCE.

C. cass. = Cour de cassation. — Req. = Chambre des Requêtes. — Crim. = Chambre criminelle. — Tr. com. = Tribunal de commerce. — Tr. corr. = Tribunal correctionnel.

D. = Dalloz. — S. = Sirey. — *G. P.* = *Gazette du Palais.*

- 11 février 1857. C. Metz, S. 1857.2.689.
23 juin 1859. C. cass., D. 1889.1.288.
23 août 1860. Crim., D. 1860.1.419.
22 février 1862. C. Riom, D. 1862.1.493.
3 avril 1862. Crim., S. 1862.1.760.
31 mai 1862. C. cass., S. 1862.1.753.
22 janvier 1876. C. cass., D. 1876.1.91.
5 mai 1889. C. cass.
7 novembre 1889. Crim., S. 1891.1.556.
8 janvier 1891. Crim., S. 1891.1.559.
29 décembre 1893. C. Paris, S. 1899.1.71.

- 18 mai 1896. Req., D. 1897.1.249.
21 juin 1898. Req., D. 1899.1.53.
23 juin 1898. C. Paris, *G. P.*, 1898.2.548.
11 avril 1899. C. Paris, *Gaz. Trib.*, 1889.2.43.
5 mai 1899. C. cass.
5 juillet 1900. Crim., S. 1903.1.549.
11 avril 1905. Tr. com. Seine, *G. P.*, 1905.2.105.
30 mars 1906. C. Paris, *La Loi*, 2 avril 1906.
6 avril 1906. C. Paris, D. 1907.2.117.
20 juin 1909. C. Riom, S. 1909.2.132.
6 juillet 1909. C. Paris, D. 1911.1.147.
10 février 1910. C. Lyon, S. 1910.2.200.
16 décembre 1910. C. Dijon, D. 1912.2.205.
1^{er} juin 1911. Crim., S. 1913.1.341.
22 juillet 1911. C. Paris, *G. P.*, 1911.2.359.
6 janvier 1912. C. cass., S. 1913.1.60.
9 janvier 1912. C. Paris.
16 février 1912. Conseil d'État.
7 mars 1912. C. Caen, *Recueil de Caen*, 1912, p. 129.
25 octobre 1912. C. cass., S. 1914.1.424.
22 mai 1913. C. cass., D. 1913.1.434.
20 juin 1913. C. cass., *G. P.*, 1913.2.299.
23 juillet 1913. C. Paris, S. 1913, Suppl., p. 55.
26 avril 1914. Crim., D. 1914, p. 56.
11 janvier 1915. C. cass., D. 1915.1.62.
8 novembre 1922. Req., S. 1924.1.313.
9 mars 1923. Crim.
24 juillet 1924. Tr. Havre, D. 1925.2.148.
11 décembre 1924. C. Paris, D. 1925.2.39.
18 février 1929. C. cass., *Semaine Juridique*, 1929, p. 595.
19 mai 1929. C. Angers, *B. S. P.*, décembre 1929.
4 décembre 1929. Tr. com. Seine, *B. S. P.*, 1930, p. 69.

- 6 mars 1930. Tr. corr. Seine.
23 juillet 1930. C. Paris, *B. S. P.*, 1930, p. 247.
23 janvier 1931. Tr. corr. Seine.
18 juillet 1931. Tr. com. Marseille, *Rec. Marseille*, 1931.
282.
28 novembre 1931. C. cass.
24 octobre 1932. Tr. com. Seine, *Journal des Sociétés*,
1934, p. 519.
17 novembre 1932. C. Alger, D. 1924.1.133.
10 décembre 1932. Tr. Alger, D. 1924.1.133.
23 janvier 1933. Tr. Lyon.
1^{er} juin 1933. Tr. corr. Seine.
4 juin 1934. C. Rouen, *Recueil du Havre*, 1935.2.222.
18 juin 1934. C. Paris.
2 janvier 1935. C. cass.
17 avril 1935. Tr. corr. Vienne.
27 novembre 1935. Req., *D. hebdomadaire*, 1936, p. 17.
17 décembre 1935. C. Paris, *La Loi*, 18 janvier 1936.
18 février 1936. C. Bordeaux.
-

Vu, bon à imprimer :

Le Président de la Thèse,

EM. PERROT

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

PAUL GUÉRIN

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1

PREMIÈRE PARTIE

Le régime légal de l'exercice de la Pharmacie.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les règles légales</i>	5
I. — Nécessité du diplôme de pharmacien.	6
II. — Unité du diplôme et de l'officine.	7
III. — Indivisibilité du diplôme et de l'officine.	9
CHAPITRE II. — <i>Conséquences de l'indivisibilité du Diplôme et de l'Officine.</i>	11
A. — Conséquences de l'interdiction absolue de toute association entre diplômé et non-diplômé	11
B. — Conséquences de la responsabilité <i>ad infinitum</i> du diplômé	19

DEUXIÈME PARTIE

Les projets de réforme.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La proposition de loi de M. Emile Vincent.</i>	26
— II. — <i>Les idées de M. Ravaud.</i>	32
— III. — <i>La thèse de M. Yves-Bertin Ledoux.</i>	35

TROISIÈME PARTIE

Les principes d'une réforme d'ensemble.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Opportunité d'une réforme.</i> . . .	41
— II. — <i>Principes de la Réforme</i>	46
I. — Le monopole du diplôme.	46

II. — Un diplôme par officine.	47
III. — La règle de l'indivisibilité.	49

QUATRIÈME PARTIE

Modifications réalisables à bref délai.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Modifications aux Deux Premières Règles.</i>	56
I. — Règle du monopole du diplôme.	56
II. — Règle. « Un diplôme par officine »	57
CHAPITRE II. — <i>Modifications à la règle de l'Indivisibilité du diplôme et de l'officine.</i>	63
§ 1. — En quoi consiste la responsabilité du pharmacien.	65
I. — Classification de M. le Professeur Renard.	65
II. — Autre classification	68
III. — Envers qui le pharmacien est-il responsable?	74
§ 2. — En quoi consiste la maîtrise absolue de l'officine.	81
I. — Comment s'est établie la jurisprudence.	81
II. — Les exceptions à la règle.	90
A. — La communauté entre époux.	90
B. — L'indivision héréditaire.	94
C. — Les créances de bénéfices	100
CONCLUSION	110

ANNEXES

I. — <i>Notion juridique de médicament.</i>	113
II. — <i>Médicaments de vente légale en France.</i>	117
III. — <i>Le régime des Marques Pharmaceutiques.</i>	119
IV. — <i>Texte de la proposition de loi de M. Emile Vincent</i>	123
V. — <i>Le nouveau régime de la pharmacie en Tunisie.</i>	144
VI. — <i>Texte de la loi sur les fausses indications d'origine</i>	162
VII. — <i>Origine historique de la Règle de l'Indivisibilité.</i>	164
VIII. — <i>Lois et jurisprudence citées (bibliographie).</i>	167

IMPRIMERE FLOCH, MAYENNE (FRANCE). — 23-10-1936



